



PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement de Haute-
Normandie

Rouen, le 20 MAR. 2012

Service Risques

LE PRÉFET

DE LA RÉGION DE HAUTE-NORMANDIE,

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME,

**S.A. TOYO INK EUROPE
SPECIALTY CHEMICALS (TIESC)
OISSEL (76350)**

- ARRETE -

**Actualisation des prescriptions
techniques**

VU :

Le code de l'environnement et notamment son livre V (Titre I, article R. 512-45),

L'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement,

Les circulaires ministérielles des 6 décembre 2004 et 25 juillet 2006,

Les différents arrêtés préfectoraux autorisant et réglementant les activités exercées par la société TOYO INK EUROPE SPECIALTY CHEMICALS (TIESC), dans son usine implantée Boulevard Dambourney à OISSEL, et notamment les arrêtés préfectoraux des 14 octobre 2002, 26 novembre 2002, 14 janvier 2003, 19 juillet 2004, 7 mai 2007 et 30 janvier 2009,

Le bilan de fonctionnement remis par la S.A. TOYO INK EUROPE SPECIALTY CHEMICALS le 11 janvier 2007,

La demande de compléments en date du 31 octobre 2007

Le complément au bilan transmis le 9 avril 2008,

Le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 avril 2010,

La lettre de convocation au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 29 avril 2010,

L'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 11 mai 2010,

La transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant en date du 27 septembre 2010,

Les courriers de l'exploitant portant des observations sur le projet d'arrêté des 5 octobre 2010 et 3 novembre 2011,

CONSIDÉRANT :

Que la société **TOYO INK EUROPE SPECIALTY CHEMICALS**, sise au Boulevard Dambourney – B.P. n°4 à OISSEL (76350) et dont le siège social est situé à cette même adresse, exploite une usine de fabrication de pigments destinés à la coloration des encres d'imprimerie, des plastiques et des peintures et dans la production de pigments haute performance destinés au marché des écrans plats,

Que l'exploitant a réalisé un bilan de fonctionnement pour son site,

Que d'après le rapport établi par l'inspection des installations classées, il convient d'actualiser les prescriptions réglementant les conditions de fonctionnement de son activité,

Qu'il y a lieu, en conséquence, de faire application à l'encontre de la société **TOYO INK EUROPE SPECIALTY CHEMICALS** des dispositions prévues par les articles L. 512-3 et R. 512-31 du code de l'environnement ;

ARRETE

Article 1 :

La société **TOYO INK EUROPE SPECIALTY CHEMICALS**, dont le siège social est situé Boulevard Dambourney – B.P. n°4 à OISSEL (76350) est tenue de respecter les prescriptions complémentaires ci-annexées, dans les délais impartis, pour l'exploitation de ses activités sur le territoire de la commune de OISSEL, boulevard Dambourney B.P. 4.

Article 2 :

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté est affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

Article 3 :

Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins trois mois avant la date de cessation, dans les formes prévues par l'article R. 512-39-1 à R. 512-39-6 du code de l'environnement et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Article 4:

En cas de contravention dûment constatée aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article L. 514.1 du code de l'environnement, indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Article 5 :

Conformément à l'article L. 514.6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Rouen. Le délai de recours est de deux mois

pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de quatre ans pour les tiers à compter du jour de sa publication.

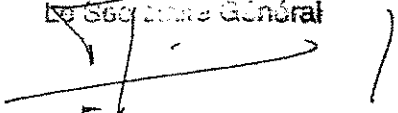
Article 6:

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7:

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire de OISSEL, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous les agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de OISSEL.

Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
~~Le Secrétaire Général~~

Thierry HEGAY

Thierry HEGAY

Sommaire

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	4
CHAPITRE 1.1.BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	4
CHAPITRE 1.2.NATURE DES INSTALLATIONS.....	4
CHAPITRE 1.3.CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....	7
CHAPITRE 1.4.DURÉE DE L'AUTORISATION.....	7
CHAPITRE 1.5.MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ.....	7
CHAPITRE 1.6.DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS.....	8
CHAPITRE 1.7.ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES.....	9
CHAPITRE 1.8.RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS.....	10
TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....	11
CHAPITRE 2.1.EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....	11
CHAPITRE 2.2.MISE EN ŒUVRE D'UNE POLITIQUE D'EFFICIENCE ÉNERGÉTIQUE (DENE/2008).....	12
CHAPITRE 2.3.DEMANDES DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES.....	13
CHAPITRE 2.4.RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES.....	13
CHAPITRE 2.5.INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE.....	13
CHAPITRE 2.6.DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS.....	13
CHAPITRE 2.7.INCIDENTS OU ACCIDENTS.....	13
CHAPITRE 2.8.RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....	13
CHAPITRE 2.9.RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION.....	14
TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	15
CHAPITRE 3.1.CONCEPTION DES INSTALLATIONS.....	15
CHAPITRE 3.2.DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES.....	17
TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	18
CHAPITRE 4.1.PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU.....	18
CHAPITRE 4.2.COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES.....	19
CHAPITRE 4.3.TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU.....	21
TITRE 5 - DÉCHETS.....	25
CHAPITRE 5.1.PRINCIPES DE GESTION (DOFC/2006-5.2.1.1.2).....	25
CHAPITRE 5.2.SUIVI ET ÉLIMINATION DES TRANSFORMATEURS AU PCB.....	27
TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....	29
CHAPITRE 6.1.DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	29
CHAPITRE 6.2.NIVEAUX ACOUSTIQUES.....	29
CHAPITRE 6.3.VIBRATIONS.....	30
TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	31
CHAPITRE 7.1.PRINCIPES DIRECTEURS.....	31
CHAPITRE 7.2.CARACTÉRISATION DES RISQUES.....	31
CHAPITRE 7.3.INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS.....	32

CHAPITRE 7.4.GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES (OFC/ 2006-5.1.2.2).....	35
CHAPITRE 7.5.MESURES DE MAITRISE DES RISQUES.....	38
CHAPITRE 7.6.PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES	39
CHAPITRE 7.7.MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS.....	43
TITRE 8 - PRÉVENTION DE LA LÉGIONELLOSE.....	46
CHAPITRE 8.1.ENTRETIEN ANNUEL — ARRÊT.....	46
CHAPITRE 8.2.QUALITÉ DE L'EAU D'APPOINT.....	46
CHAPITRE 8.3.QUALITÉ DES EAUX DE PURGES.....	46
TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS.....	47
CHAPITRE 9.1.PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE.....	47
CHAPITRE 9.2.MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE.....	47
CHAPITRE 9.3.SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS.....	50
CHAPITRE 9.4.BILANS PÉRIODIQUES	52
TITRE 10 - ÉCHÉANCES.....	54
TITRE 11 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES - FABRICATION DES PIGMENTS « HPP ROUGE ».....	56
CHAPITRE 11.1.CONDITIONS GÉNÉRALES.....	56
CHAPITRE 11.2.PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	56
CHAPITRE 11.3.PRÉVENTION DE LA POLLUTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES....	57
CHAPITRE 11.4.PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	57
TITRE 12 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES - FABRICATION DES PIGMENTS HPP JAUNE.....	63
CHAPITRE 12.1.CONDITIONS GÉNÉRALES.....	63
CHAPITRE 12.2.PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	63
CHAPITRE 12.3.PRÉVENTION DE LA POLLUTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES. .	63
CHAPITRE 12.4.PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	64
TITRE 13 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES - UNITÉ QUINACRIDONES.....	65
CHAPITRE 13.1.CONDITIONS GÉNÉRALES.....	65
CHAPITRE 13.2.PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	65
CHAPITRE 13.3.PRÉVENTION DE LA POLLUTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES. .	67
CHAPITRE 13.4.PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	67
TITRE 14 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES - CHAUFFERIE ET UTILITÉS.....	68
CHAPITRE 14.1.CHAPITRE 1 - CHAUFFERIE.....	68
TITRE 15 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES - STATION D'ÉPURATION	73
CHAPITRE 15.1.CHAPITRE 1 - CONDITIONS GÉNÉRALES.....	73
CHAPITRE 15.2.PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	73
CHAPITRE 15.3.PRÉVENTION DE LA POLLUTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES. .	74
CHAPITRE 15.4.PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	75
TITRE 16 - RECHERCHE DE SUBSTANCES DANGEREUSES DANS LE MILIEU AQUATIQUE.....	76

CHAPITRE 16.1.OBJET.....	76
CHAPITRE 16.2.PRESRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES AUX OPÉRATIONS DE PRÉLÈVEMENTS ET D'ANALYSES.....	76
CHAPITRE 16.3.MISE EN ŒUVRE DE LA SURVEILLANCE INITIALE.....	77
CHAPITRE 16.4.RAPPORT DE SYNTHÈSE DE LA SURVEILLANCE INITIALE.....	77
CHAPITRE 16.5.CONDITIONS À SATISFAIRE POUR L'ABANDON DE LA SURVEILLANCE D'UNE SUBSTANCE EN PHASE PÉRENNE.....	78
CHAPITRE 16.6.REMONTÉE DES INFORMATIONS SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA SURVEILLANCE DES REJETS.....	79
CHAPITRE 16.7.UTILISATION D'HERBICIDES.....	79
CHAPITRE 16.8.ÉMISSIONS DE CHLOROALCANES C10-C13.....	79
CHAPITRE 16.9.SANCTIONS.....	80
ANNEXE 1 : LISTE DES SUBSTANCES DANGEREUSES FAISANT L'OBJET DE LA SURVEILLANCE INITIALE.....	81
ANNEXE 2 - TABLEAU DES PERFORMANCES ET ASSURANCE QUALITÉ ET ATTESTATION DU PRESTATAIRE À RENSEIGNER PAR LE LABORATOIRE ET À RESTITUER À L'EXPLOITANT (ANNEXE 5.5 DE LA CIRCULAIRE DU 5 JANVIER 2009).....	88
ANNEXE 3.....	92
ANNEXE 4 : RESTITUTION DES DONNEES.....	93
ANNEXE 4 – RESTITUTION DES DONNEES.....	94
ANNEXE 5 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES AUX OPÉRATIONS DE PRÉLÈVEMENTS ET D'ANALYSES.....	97
ANNEXE 6 : TRAME DU PROGRAMME D'ACTIONS.....	103

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société TOYO INK EUROPE SPECIALTY CHEMICALS (TIESC) S.A. dont le siège social est situé Plate forme industrielle - Entrel - BP 25 - 60801 VILLERS SAINT PAUL est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de OISSEL, boulevard Dambourney B.P. 4, les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX AUTORISATIONS ANTÉRIEURES

Le point 1 objet de l'annexe de l'arrêté du 14 octobre 2002 a abrogé l'ensemble des prescriptions des actes administratifs antérieurs (arrêtés et récépissés de déclaration) pour ce qui concerne le périmètre de l'établissement TIESC.

Les prescriptions des chapitres 1, 2, 3 et 6 annexées à l'arrêté du 14 octobre 2002 sont modifiées par les dispositions du présent arrêté, sauf disposition contraire.

Les prescriptions des chapitres 1, 2, 3 à 6 et 9 annexées à l'arrêté du 7 mai 2007 sont modifiées par les dispositions du présent arrêté, sauf disposition contraire.

Les prescriptions concernant la société TIESC annexées à l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2002, modifiées par l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2003 sont remplacées par les dispositions du titre 15 et de l'article 9.2.3 du présent arrêté.

Les dispositions annexées à l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2004, au récépissé de déclaration du 2 mai 2005, et le chapitre 8.5 de l'arrêté préfectoral du 7 mai 2007 relatifs à la prévention de la légionellose sont modifiées par les dispositions du titre 8 du présent arrêté.

ARTICLE 1.1.3. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

CHAPITRE 1.2. NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	intitulé	volume autorisé	régime ^(*)
1131	Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000 2. Substances et préparations liquides ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) supérieure ou égal à 5 t, mais inférieure à 200 t	75 tonnes	A

* : A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou DC (Déclaration et soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Rubrique	Intitulé	volume autorisé	régime
1131	Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000. 1. Substances et préparations solides; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant C) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50t	15 tonnes	D
1136	Ammoniac (emploi ou stockage de l') A. Stockage : 2. En récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 50 kg : c) Supérieure ou égale à 150 kg, mais inférieure à 5 t : B. Emploi : c) Supérieure ou égale à 150 kg, mais inférieure ou égale à 1,5 t	176 kg 400 kg	DC DC
1180	Polychlorobiphényles, polychloroterphényles 1. Utilisation de... contenant plus de 30l de produits : régime de la déclaration		D
1432	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : a) Représentant une capacité équivalente totale supérieure ou égale à 100 m3	200 m³	A
1433	Liquides inflammables (installations de mélange ou d'emploi de) A. - Installation de simple mélange à froid, lorsque la quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coef. 1 visé à la rubrique 1430) susceptible d'être présente est : b) Supérieure à 5 t mais inférieure à 50 t B. - Autres installations : Lorsque la quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coef. 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente est : a) Supérieure à 10 t	17,5 t 49 t	DC A
1450	Solides facilement inflammables à l'exclusion des substances visées explicitement par d'autres rubriques 2. Emploi ou stockage. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant: b) supérieure à 50 kg, mais inférieure à 1 t :	<1 t	D
1510	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public 2. Supérieur ou égal à 5 000 m³, mais inférieur à 50 000 m³	Stockage au Bâtiment 44 < 500 Tonnes	NC
1611	Acide acétique à plus de 50 % en poids d'acide, acide chlorhydrique à plus de 20 % en poids d'acide... acide sulfurique à plus de 25 % en poids d'acide... (emploi ou stockage) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 250 t	330 t	A

Rubrique	intitulé	volume autorisé	régime ¹⁾
1630	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t	247 t	D
1810	Substances au préparations réagissant violemment au contact de l'eau (emploi ou stockage des), à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature : 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t, mais inférieure à 100 t	13 t	D
2640	Colorants et pigments organiques, minéraux et naturels 1. Fabrication industrielle de produits destinés à la mise sur le marché ou à la mise en oeuvre dans un procédé d'une autre installation		A
2750	Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation soumise à autorisation.		A
2910	Combustion ,..., la puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en pouvoir calorifique inférieur, susceptible d'être consommée par seconde. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fouds lourds ou de la biomasse, ... si la puissance thermique maximale de l'installation est : 1. Supérieur ou égale à 20 MW	2 chaudières et 1 sécheur 30,5 MW	A
2915	Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles 1. Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est : b) Supérieure à 100 l, mais inférieure ou égale à 1 000 l :	980 litres	D
2920	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa 1. Comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant : b) Supérieure à 20 kW, mais inférieure ou égale à 300 kW : 2. Dans tous les autres cas : b) Supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW :	79 kW 411 kW	DC D
2921	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installations de) : 1. Lorsque l'installation n'est pas du type « circuit primaire fermé » : b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 2 000 kW 2. Lorsque l'installation est du type «circuit primaire fermé »	Bât 43 : 1395 kW Bât. 20: 2 circuits	D D

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

Les volumes autorisés sont issus du bilan détaillé des rubriques remis le 31 mars 2010 par courriel.

L'établissement est classé en « seuil bas » au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement. La quantité totale de produits toxiques liquides et solides (90 tonnes) relevant de la rubrique 1131 est supérieure au seuil de l'arrêté du 10 mai 2000 modifié (50 tonnes).

L'activité fabrication de pigments est visée dans l'annexe I de la directive européenne 2008/1/CE du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrées des pollutions dite « IPPC » en son point 4.1.j « Installations chimiques destinées à la fabrication de produits chimiques organiques de base, tels que colorants et pigments »

La société TIESC a la responsabilité des pollutions passées et futures (au cas où elles surviendraient) des activités dont elle est l'exploitant, à l'exception du passif pris en charge par la société Oïssel Remediation LLP(NPL) et notamment le lagunage.

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur la commune, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
OISSEL	226,227 et 228	Zone industrielle de la poudrerie

ARTICLE 1.2.3. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

L'établissement fonctionne 7 jours sur 7, 24 heures sur 24.

L'établissement comprend l'ensemble des installations classées et connexes visé aux titres 11 à 15 du présent arrêté.

CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4. DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

CHAPITRE 1.5. MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1.5.1. PORTER À CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.5.2. MISE À JOUR DES ÉTUDES DE DANGERS

Les études des dangers permettent une évaluation régulière et structurée de la sécurité en conditions normales de fonctionnement et en modes dégradés (D.OFC/2006-5.1.1.2.1).

Le site est concerné par l'étude des dangers dite « générale site » remise en septembre 2007.

En outre, les études des dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification importante des installations (produits, procédés mis en œuvre, mode d'exploitation ...) soumise ou non à une procédure d'autorisation ou sur demande de l'inspection des installations classées.

Le préfet pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.5.3. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

L'exploitant transmettra, dans ce cadre, l'ensemble des éléments d'appréciation relatif à chaque cessation partielle d'activité conformément dispositions de l'article R. 512-33 du code de l'environnement.

ARTICLE 1.5.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous le chapitre 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

ARTICLE 1.5.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale et la demande de cette autorisation doit être adressée au préfet, accompagnée des documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution des garanties financières.

ARTICLE 1.5.6. CESSATION D'ACTIVITÉ

En cas d'arrêt définitif d'une installation, celle-ci doit être placée dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

Cette notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comprennent notamment :

- le plan à jour du site,
- les interdictions ou limitations d'accès au site,
- l'insertion du site de l'installation (ou de l'ouvrage) dans son environnement,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site,
- en cas de besoin, la surveillance des effets de l'installation sur son environnement,
- une copie de ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer, transmises au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'organisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation si celui-ci est différent de l'exploitant. Les données disponibles sur la situation environnementale du site et sur ses usages successifs doivent accompagner cette demande.

La réhabilitation à un usage futur du site déterminé selon les dispositions de l'article R. 512-39-1 à 6 du code de l'environnement.

CHAPITRE 1.6. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage des-dits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

CHAPITRE 1.7. ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
31/01/08	Arrêté relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets
15/01/08	Arrêté relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées
29/09/05	Arrêté relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de danger des installations classées soumises à autorisation
29/07/05	Arrêté fixant le formulaire de bordereau de suivi de déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005
07/07/05	Arrêté fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs
30/06/05	Arrêté du 30 juin 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses
20/04/05	Décret n° 2005-378 du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses
20/04/05	Arrêté du 20 avril 2005 pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses
29/06/04	Arrêté relatif au bilan de fonctionnement prévu par le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié
30/07/03	Arrêté relatif aux chaudières présentes dans des installations existantes de combustion d'une puissance supérieure à 20 MWth modifié
08/07/03	Arrêté relatif à la protection des travailleurs susceptibles d'être exposés à une atmosphère explosive
30/12/02	Arrêté relatif au stockage de déchets dangereux
10/05/00	Arrêté du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
16/09/98	décret du 16 septembre 1998 relatif aux contrôles périodiques des installations consommant de l'énergie thermique

Dates	Textes
02/02/98	Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
16/07/97	Arrêté du 16 juillet 1997 relatif aux installations de réfrigération à l'ammoniac
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
10/05/93	Arrêté du 10 mai 1993 fixant les règles parasismiques applicables aux installations soumises à la législation sur les installations classées
10/07/90	Arrêté du 10 juillet 1990 modifié relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines
31/03/80	Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion

Les installations relevant des rubriques 1450 (dès la parution des prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous cette rubrique), 1180 (arrêté type 355-A jusqu'à la parution de l'arrêté ministériel type), 1131, 1136.A, 1136.B, 1433-A, 1630, 1810, 2564, 2910, 2915, 2920 et 2921 doivent être aménagées et exploitées conformément aux prescriptions générales édictées dans les arrêtés ministériels types correspondants.

CHAPITRE 1.8. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1. EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la réutilisation des solvants consommés (OFC/2006-5.2.2) ;
- la gestion rationnelle de l'énergie et l'utilisation prioritaire des matières renouvelables (OFC/2006-5.1.1.1) ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées (OFC/2006-5.1.1.1) ;
- privilégier l'emploi de substances faiblement ou non toxiques pour la santé humaine et l'environnement (OFC/2006-5.1.1.1) ;
- privilégier l'emploi de réactifs catalytiques aux réactifs stoechiométriques (OFC/2006-5.1.1.1) ;
- prévenir en toute circonstance, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

ARTICLE 2.1.2. DOSSIER ENVIRONNEMENT (OFC/2006-5.1.1.1. ET OFC/2006-5.2.1.1.2)

L'exploitant établit et tient à jour pour chacun de ses ateliers de fabrication un dossier environnement. Chacun d'eux doit faire l'objet d'un examen systématique sur la base d'un ensemble de critères permettant d'apprécier leurs risques potentiels pour l'environnement et la sécurité.

Ces dossiers sont créés pour le 31 août 2012, s'il n'existent pas par ailleurs au moment de la notification du présent arrêté.

Chaque dossier environnement doit comprendre au moins les éléments suivants :

- caractéristiques physiques, chimiques et toxicologiques des produits mis en œuvre : matières premières, produits fabriqués, effluents générés.
- justification de l'emploi de substances toxiques pour la santé humaine et l'environnement,
- schéma de principe sur la gestion des effluents, justification des débits volumétriques associés,
- identification et référencement de l'ensemble des points de rejet,
- suivi des données concernant ces points,
- veille technologique sur l'amélioration environnementale du procédé.

ARTICLE 2.1.3. NOUVELLES INSTALLATIONS (OFC/2006-5.1.2.1)

L'exploitant veillera lors de la conception de toute nouvelle installation de prendre en compte les techniques disponibles suivantes dès lors qu'elles sont économiquement viables :

- a) utilisation d'un équipement fermé et étanche,
- b) fermeture du bâtiment de production et ventilation mécanique de ce dernier,

- c) utilisation d'une couverture au gaz inerte pour les équipements de procédé lors de la manutention des COV,
- d) raccordement des réacteurs à un ou plusieurs condenseurs pour la récupération des solvants,
- e) raccordement des condenseurs au système de récupération/réduction,
- f) utilisation de l'écoulement gravitaire à la place de pompes,
- g) séparation et traitement sélectif des flux d'eaux résiduelles,
- h) automatisation très poussée par application d'un système moderne de contrôle de procédé afin d'assurer un fonctionnement stable et efficace.

L'exploitant veillera aussi à procéder à l'évaluation globale des effluents (EGE) sur les nouvelles eaux résiduelles afin de procéder à la surveillance de la biodégradabilité des substances potentiellement écotoxiques et de leur acceptation possible par la station de traitement biologique. (LOFC/2006-5.2.4.8.1)

ARTICLE 2.1.4. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans les installations.

CHAPITRE 2.2. MISE EN ŒUVRE D'UNE POLITIQUE D'EFFICIENCE ÉNERGÉTIQUE

(GENE/2008)

L'exploitant doit s'engager dans une démarche de maîtrise de ses consommations énergétiques. Pour cela, il définit sa politique énergétique et les moyens qu'il alloue pour atteindre ses objectifs. Des dispositions sont prises pour suivre efficacement le système mis en œuvre et notamment, il est nécessaire de mettre en place des indicateurs pertinents de suivi et des audits.

L'exploitant doit saisir toutes les opportunités pour améliorer l'efficacité énergétique de ses installations. Il se tient régulièrement informé des techniques mises en œuvre dans son secteur d'activité ou de celles émergentes en la matière. Il veille à ce que l'analyse coût – avantage soit systématiquement étudiée.

En particulier, l'exploitant réalise un suivi régulier de la consommation d'énergie de chaque atelier, rapportée à la production correspondante.

En cas de dérive constatée par rapport aux valeurs cibles visées, l'exploitant identifie les causes à l'origine de ces dérives et prend toutes les dispositions appropriées en vue de tendre vers ces valeurs.

L'exploitant transmet chaque année, dans le cadre de la déclaration annuelle des émissions polluantes, les indicateurs pertinents de suivi de cette politique. Les investissements mis en œuvre dans ce cadre au cours de l'année écoulée sont détaillés.

CHAPITRE 2.3. DEMANDES DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'inspection des installations classées pourra demander à tout moment la réalisation de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux ou de déchets ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores de l'installation. Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant. Cette prescription est applicable à l'ensemble de l'établissement.

CHAPITRE 2.4. RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

ARTICLE 2.4.1. RÉSERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.5. INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.5.1. PROPRETÉ

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

CHAPITRE 2.6. DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.7. INCIDENTS OU ACCIDENTS

ARTICLE 2.7.1. DÉCLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise les éléments demandés à l'article R. 512-69 du code de l'environnement et notamment :

- les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident,
- les effets sur les personnes et l'environnement,
- les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.
- le descriptif des contrôles et modifications d'équipements réalisés suite à l'incident ou l'accident,

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. Si les investigations nécessitent un délai supplémentaire, l'exploitant transmet à cette échéance les éléments en sa possession, les études engagées et propose à l'inspection des installations classées une date de remise du rapport détaillé définitif.

Ce rapport pourra, si nécessaire, être soumis à tierce expertise conformément aux dispositions des articles L. 512-12 ou R. 512-7 du code de l'environnement.

CHAPITRE 2.8. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,

- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

CHAPITRE 2.9. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

L'exploitant doit transmettre à l'inspection les documents suivants :

- résultats des analyses et mesures demandées par l'inspection des installations classées (Chapitre 2.3.),
- études de danger mises à jour (Chapitre 2.6.),
- déclaration et rapport des éventuels accidents ou incidents survenus et susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement (Article 2.7.1.),
- rapports sur les déclenchements éventuels des détecteurs des installations à risques (Article 7.5.3.),
- résultats de l'auto surveillance (Chapitre 9.2.),
- bilans périodiques (Chapitre 9.4.).

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1. CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses (DOFC/2006-5.1.2.3.1), notamment par la maîtrise du débit volumétrique (DOFC/2006-5.1.2.4.1), la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Ainsi, l'exploitant met en place notamment les dispositions générales suivantes :

- mise en place de tests d'étanchéité des installations, en particulier pour les cuves en milieu solvant (DOFC/2006-5.1.2.4.2) ;
- inertage des réactions de synthèse à l'azote par choc (DOFC/2006-5.1.2.4.3) ;
- alimentation de réacteur à réacteur par transfert de phase gazeuse (DOFC/2006-5.1.2.3.4) ;
- ajout de liquides dans les réacteurs par écoulement le long de la paroi ou par tube (métallique) dirigé afin de minimiser la charge organique du gaz déplacé (DOFC/2006-5.1.2.4.5).
- fermeture étanche des équipements pendant toutes les phases de nettoyage et de rinçage à l'aide de solvants (DOFC/2006-5.1.2.3.3) ;
- réduction au minimum (incondensables) des flux de gaz en sortie des installations de distillation par la mise en place de condenseurs dont l'agencement en est optimisé (DOFC/2006-5.1.2.4.4),
- évaluation, optimisation et suivi réguliers des débits volumétriques des rejets des équipements du procédé vers les systèmes de récupération/réduction afin d'améliorer leur efficacité (DOFC/2006-5.2.1.1.5).

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées. L'inspection des installations classées en sera informée.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 3.1.2. RÉUTILISATION DES SOLVANTS (CFC/2003-5.2.2)

Les solvants doivent être récupérés au maximum, pour autant que les exigences en matière de pureté le permettent :

- a) en réutilisant directement les solvants de la réaction précédente,
- b) en les collectant pour régénération sur site ou hors site pour une nouvelle utilisation,

L'exploitant transmet chaque année, dans le cadre de la déclaration annuelle des émissions polluantes, les indicateurs pertinents (ratios de recyclage, régénération ou valorisation, ratio économique de la réutilisation par rapport au traitement ou l'achat de produit neuf par exemple) de suivi de ce paramètre. Les investissements mis en œuvre dans ce cadre au cours de l'année écoulée sont détaillés.

ARTICLE 3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions spécifiques aux ateliers et à la station d'épuration sont décrites dans les titres 11 à 15.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

ARTICLE 3.1.5. ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

ARTICLE 3.1.6. CONDITIONS DE REJET

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet canalisé non référencé dans le « dossier environnement » prévu à l'article 2.1.2 ou non conforme à ses dispositions est interdit.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés, canalisés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions de la norme NF X 44-052 (puis norme EN 13284-1) sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspecteur des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

CHAPITRE 3.2. DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES

Les dispositions spécifiques aux ateliers et à la station d'épuration collective sont décrites dans les titres 11 à 15.

TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1. PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Article 4.1.1.1. Protection des réseaux d'alimentation en eau

Tout raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe est équipé d'un dispositif de disconnexion.

Article 4.1.1.2. Prélèvement en eau de nappe par forage

L'exploitant site dispose de 4 puits de forage :

- puits n°1 et 4 : bouchés.
- puits n°2, et n°5. Ces puits fonctionnent en alternance. Débit de 500 m³/h par pompe avec coupure quand le niveau haut du château d'eau est déclenché. Ces puits assurent l'alimentation en eau du réseau incendie.

Le positionnement est référencé sur un plan de masse du site tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

La réalisation de tout nouveau forage et la mise hors service d'un forage doivent être portées à la connaissance de l'inspection des installations classées avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant doit prendre les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement par des matériaux inertes, de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

ARTICLE 4.1.2. LIMITES DE PRÉLÈVEMENT D'EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle	Débit maximal	
		Horaire	Journalier
Nappe phréatique	2 000 000 m³	285 m³/h	5 360 m³/j
Réseau public	Consommation limitée aux besoins sanitaires du site	/	/

Des dispositifs de comptage doivent permettre de quantifier cette consommation. Ces dispositifs de mesures totalisateurs sont relevés mensuellement permettent un suivi précis de ces consommations. Les résultats doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé.

ARTICLE 4.1.3. MINIMISATION DES EFFLUENTS LIQUIDES

Les effluents solvantés doivent être réduits au minimum par des procédés de régénération interne ou externe. La récupération des solvants est notamment obligatoire dès lors que les coûts de traitement biologique et de l'acquisition de solvants neufs dépassent ceux liés à la récupération et à la purification (OFC/2005-5.2.2 et OFC/2005-5.2.4.3).

Les procédés mis en œuvre sont présentés dans les titres 11 à 15.

Les dispositifs suivants sont mis en œuvre dès lors qu'ils sont techniquement et économiquement viables :

Société TIESC	Titre 4 - Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Page 19 sur 107
---------------	---	-----------------

Les liqueurs mères ne doivent pas contenir de quantités importantes de sel pouvant entraver le traitement conclusif de ces rejets (DOFC/2006-5.1.2.5.1).

Les lavages des produits fabriqués sont effectués à contre courant. (DOFC/2006-5.1.2.5.2)

La production de vide doit privilégier les techniques sans eau (pompes sèches, pompes à anneau liquide constitué de solvants par exemple) (DOFC/2006-5.1.2.5.3). La consommation en eau des installations existantes doit être suivie. Ce paramètre doit être pris en compte dans la politique énergétique de l'entreprise.

Le refroidissement indirect est privilégié pour limiter les consommations en eau et réduire les volumes à traiter en station d'épuration (DOFC/2006-5.1.2.5.5).

Entre deux campagnes de produits différents l'exploitant réalise un pré-rinçage des réacteurs avant son lavage/rinçage. Cette opération a pour but de limiter la charge organique des eaux de lavage qui sont traitées en station d'épuration (DOFC/2006-5.1.2.5.6).

CHAPITRE 4.2. COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu au chapitre 4.3 ou non conforme aux dispositions du titre 15 est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les réseaux de collecte des effluents sont complètement spécifiques à chaque établissement. Aucune liaison entre les réseaux existants entre les sites de la plate forme ne doit être rencontrée sauf disposition transitoire prévue à l'article 4.2.2 suivant.

ARTICLE 4.2.2. DISPOSITIONS TRANSITOIRES POUR LA COLLECTE DES EFFLUENTS

Les eaux pluviales peuvent être traitées sur la station du site de manière transitoire pour assurer les performances de la station de traitement tant que les dispositions demandées à l'Article 15.3.3. ne sont pas mises en œuvre.

La société TIESC doit continuer d'assurer le traitement des eaux provenant du site ex-Yorkshire tant que celui-ci n'a pas mis en place un exutoire spécifique. Cette obligation n'excède pas un délai de 6 mois à compter de la notification de cet arrêté.

ARTICLE 4.2.3. PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des réseaux publics de collecte sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours avec les légendes associées.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés (anciens réseaux existants condamnés/ sécurisés et entretenus ; nouveaux réseaux)

Société TIESC	Titre 4 - Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Page 20 sur 107
---------------	---	-----------------

- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 4.2.4. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité sur le réseau qui lui appartient.

ARTICLE 4.2.5. PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux publics de collecte ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.2.5.1. Protection contre des risques spécifiques

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Article 4.2.5.2. Isolement avec les milieux

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Une vanne de barrage avant le rejet Seine sera installée après le dernier point de rejet du site (actuellement by-pass station) avant le **1er septembre 2011**. Pendant cette période transitoire, des consignes écrites sont connues des opérateurs afin de gérer toute pollution éventuelle et éviter toute pollution du milieu.

Article 4.2.5.3. Détection et alarme

L'exploitant doit installer à l'entrée et à la sortie des ouvrages de traitement de la station d'épuration un dispositif de mesure en continu du pH et de débit avec alarme en vue de signaler un éventuel écoulement accidentel et de limiter son importance.

Une détection automatique signalant un dysfonctionnement doit être mise en œuvre **avant septembre 2011**. Cette détection déclenche la fermeture de la vanne de barrage visée à l'article précédent et l'arrêt de la pompe d'alimentation de la station.

Une étude visant à déterminer les paramètres de détection pertinents et les modifications nécessaires à la gestion de la situation dégradée (recirculation, bassin évènementiel...) sera remise à l'inspection des installations classées pour **fin mai 2011**.

L'ensemble des dispositions du présent article est effectif pour le **1er septembre 2011**.

Société TIESC	Titre 4 - Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Page 21 sur 107
---------------	---	-----------------

CHAPITRE 4.3. TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux propres sont constituées des eaux pluviales de toiture du bâtiment 34, des eaux pluviales de toiture du bâtiment 20 (pigments HPP rouge)
- les eaux sales sont constituées des eaux des procédés, des eaux sanitaires autres que celles du bâtiment A (administratif) qui est relié au tout à l'égout communal, du premier flot des eaux pluviales.

ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite sauf dans le cas des dispositions transitoires prévues à l'article 15.3.3. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées.

ARTICLE 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

ARTICLE 4.3.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé tenu à la disposition des installations classées.

Les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé, sont classés et conservés de façon à être facilement consultables par l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4.3.5. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents aboutissent à un point de rejet unique dans le milieu présentant les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° rejet SEINE
Coordonnées PK et coordonnées Lambert	231,65
Nature des effluents	eaux traitées (+ eaux pluviales en cas d'orage)
Débit maximal journalier (m³/j)	4 500
Débit maximum horaire(m³/h)	500
Exutoire du rejet	milieu naturel
Traitement avant rejet	traitement biologique
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Seine

Article 4.3.5.1. Repères internes

Les réseaux de collecte des eaux usées aboutissent à la station d'épuration du site. Un point de comptage en entrée de station est effectué par l'exploitant afin de pouvoir justifier les performances de la station de traitement.

Les eaux transitent par un point de rejet interne, avant le rejet final dans le milieu, présentant les caractéristiques suivantes :

Point de rejet interne à l'établissement	Rejet de la station de traitement
Nature des effluents	eaux susceptibles d'être polluées
Débit maximal journalier (m³/j)	3 000
Débit maximum horaire(m³/h)	500
Exutoire du rejet	réseau rejet Seine
Traitement avant rejet	traitement biologique

Les réseaux de collecte des eaux pluviales propres transitent par ce point de rejet interne, avant le rejet final dans le milieu, tant que les dispositions demandées à l'article 15.3.3 ne sont pas mises en œuvre.

En cas d'orage, seul le premier flot de ces eaux pluviales transite par la station d'épuration.

ARTICLE 4.3.6. CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

Article 4.3.6.1. Conception

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- ne pas créer de perturbation dans le milieu récepteur, aux abords du point de rejet,
- ne pas gêner la navigation (le cas échéant).

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'État compétent.

Article 4.3.6.2. Aménagement

Article 4.3.6.2.1. Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Les rejets des eaux susceptibles d'être polluées sont aménagés de telle sorte que l'on puisse y réaliser des prélèvements asservis au débit.

Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Article 4.3.6.2.2. Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Article 4.3.6.3. Équipements

Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température < 5°C.

ARTICLE 4.3.7. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Le rejet direct ou indirect de substances dont l'action ou les réactions sont susceptibles de détruire les poissons, nuire à leur nutrition ou à leur reproduction est interdit.

L'impact des matières toxiques ou dangereuses pour l'environnement aquatique rejetées dans le milieu naturel doit être évalué et mis à jour régulièrement en tenant compte de l'évolution des connaissances. Ces éléments doivent figurer dans le dossier environnement de la fabrication en cause.

Pour les substances non normalisées, une méthode de dosage doit être définie et les seuils de détection comparés par rapport à des seuils de toxicité connus. Ces éléments seront adressés à l'inspection des installations classées ainsi qu'au service chargé de la police des eaux et au service ressources de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.

ARTICLE 4.3.8. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DANS LE MILIEU NATUREL

Les valeurs limites d'émission dans le milieu naturel, sont précisées dans le tableau ci-dessous.

	Rejet en Seine
Débit	4 500 m³/j
Débit instantané	1 000 m³/h
pH compris entre 5,5 et 9,5	
Température : < 30 ° C	
couleur < 100 mg pt/l	

Paramètres	Rejet en Seine	
	Concentration (mg/l)	Flux (kg/j)
MEST	80	240
DCO (effluent non décanté)	300	900
DBO ₅	30	90
NTK	20	60
P	1,5	5
Fer et composés	5	5
Nickel et composés	0,5	1
Composés organiques halogénés (AOX)	1,5	2
Hydrocarbures totaux	2	6

Après fin 2015, les eaux pluviales ne transiteront plus par la station de traitement. Des nouvelles valeurs limites d'émission pour le Rejet Seine et pour le réseau Eaux Pluviales devront être définies en fonction des résultats de l'étude visée à l'article 15.3.3.

Article 4.3.8.1. Rejets internes

Les valeurs limites concernant les eaux pluviales propres sont obtenues par règle de trois avec les données du point rejet seine et du point sortie Station de traitement biologique.

ARTICLE 4.3.9. EAUX DE REFROIDISSEMENT

Les eaux de refroidissement ne sont pas en contact avec les produits de fabrication du procédé. (DQFC/2006-5.1.2.5.5)

Article 4.3.9.1. Installations nouvelles

Conformément à l'instruction ministérielle du 10 août 1979, les eaux de refroidissement doivent être recyclées. Cette disposition est applicable à toutes les nouvelles installations mises en service depuis le 1er janvier 1996 dans des bâtiments neufs, rénovés ou anciens en cas de modification notable de l'appareillage. Le débit résiduel doit être communiqué à l'inspection des installations classées.

TITRE 5 - DÉCHETS

CHAPITRE 5.1. PRINCIPES DE GESTION (OFC/2005-5.2.1.1.2)

ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Cet aspect est notamment valable pour les solvants usagés. Le recyclage interne est à privilégier en premier lieu avant la régénération externe. L'incinération avec valorisation énergétique ne peut être retenue qu'à défaut de solutions de recyclage avec un bilan coût / avantages environnementaux acceptable.

ARTICLE 5.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets non dangereux (bois, verre, papier, textile, plastiques,...) et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés, valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères.

Les déchets d'emballage visés au titre IV, livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement sont traités conformément aux dispositions prévues par ce titre et notamment par ses articles R. 543-66 et R. 543-72. Ils sont notamment valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques doivent être remis à des organismes agréés pour le traitement de tels déchets.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément au titre IV, livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement et plus particulièrement conformément aux articles R. 543-3 et R. 543-16. Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément au titre IV, livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement et plus particulièrement conformément aux articles R. 543-127, R. 543-128 et R. 543-131 à R. 543-135.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément au titre IV, livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement et plus particulièrement conformément aux articles R. 543-139 et R. 543-15. Ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS INTERNES D'ENTREPOSAGE DES DÉCHETS

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) ni de dangers ou inconvénients tels que définis à l'article L. 511-1 du code de l'environnement pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les déchets toxiques ou polluants sont traités dans des conditions de sécurité équivalentes aux matières premières de même nature, pour tout ce qui concerne le

conditionnement, la protection contre les fuites accidentelles et les mesures de sécurité inhérentes.

Chaque déchet est clairement identifié et repéré.

Le stockage des déchets pulvérulents doit répondre aux dispositions de l'article 3.1.5.

Toutes les égouttures et eaux de ruissellement doivent être collectées et faire l'objet d'un traitement approprié de manière à satisfaire aux valeurs limites de rejet définies au titre 15 du présent arrêté.

ARTICLE 5.1.4. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511- 1 du code de l'environnement et conformément au titre IV, livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement en particulier ses articles R. 541-42 et R. 541-48. Il s'assure du caractère adapté des moyens et procédés mis en œuvre pour cette élimination. Il doit notamment obtenir et archiver pendant au moins cinq ans tout document permettant d'en justifier. Il s'assure que les installations visées à l'article L. 511-1 du code de l'environnement utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Article 5.1.4.1. Registre – circuit de déchets

L'exploitant tient une comptabilité régulière et précise des déchets dangereux ou non produits par son établissement.

A cet effet, l'exploitant tient à jour un registre conformément à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 7/07/2005 pour ses déchets dangereux. Ce registre contient les informations suivantes :

1. La désignation des déchets et leur code indiqué à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
2. La date des différents enlèvements pour chaque type de déchets ;
3. Le tonnage des déchets ;
4. Le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets émis ;
5. La désignation du ou des modes de traitement et, le cas échéant, la désignation de la ou des opérations de transformation préalable et leur(s) code(s) selon les annexes II-A et II-B de la directive 75/442/CEE du 15 juillet 1975 ;
6. Le nom, l'adresse et, le cas échéant, le numéro SIRET de l'installation destinataire finale ;
7. Le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIRET des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ;
8. Le nom et l'adresse du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIREN ainsi que leur numéro de récépissé conformément aux articles R541-50 et suivants du code de l'environnement ;
9. La date d'admission des déchets dans l'installation destinataire finale et, le cas échéant, dans les installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ainsi que la date du traitement des déchets dans l'installation destinataire finale ;
10. Le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIREN du négociant ainsi que son numéro de récépissé conformément aux articles R. 541-50 et suivants du code de l'environnement.

L'exploitant tient également un registre, pouvant être le même, pour sa production de déchets non dangereux contenant les mêmes informations à l'exception des points 4, 9 et 10.

Les agréments des entreprises de transport de déchets dangereux et les autorisations des sociétés éliminatrices de déchets sont annexés aux présents registres.

Ces registres sont conservés pendant 5 ans et tenus à la disposition du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 5.1.5. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R. 541-49 et R. 541-64 du code de l'environnement. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant s'assure que les transporteurs et collecteurs dont il emploie les services disposent des autorisations ou agréments nécessaires et respectent les règles de l'art en matière de transport (notamment règlement sur le transport des matières dangereuses pour les déchets dangereux), de transvasement ou de chargement.

En application du principe de proximité, l'exploitant limite le transport des déchets en distance et en volume.

L'importation ou l'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n°1013/2006 du Parlement européen et du conseil du 14 juin 2006 concernant le transfert de déchets.

CHAPITRE 5.2. SUIVI ET ÉLIMINATION DES TRANSFORMATEURS AU PCB

L'exploitant ne possède plus d'appareil contenant plus de 500 ppm de PCB.

Tous les équipements ayant contenu plus de 50 ppm de PCB seront éliminés, au terme de leur utilisation, dans la filière des déchets pollués au PCB. L'installation de traitement doit :

- soit être agréée dans les conditions définies aux articles R. 543-34 et R. 543-40 du code de l'environnement,
- soit avoir obtenu une autorisation dans un autre État membre de la Communauté européenne.

Les postes concernés sont les suivants :

Poste	Puissance en KVA	Date de mise en service	Teneur mesurée	Année de mesure	Nature du diélectrique densité = 0,9	Volume d'huile en litre
Labo 2 15000 V / 230V	500	1987	253	2000	huile minérale	602
11 (Auto Transfo) 20000 V / 15500 V	5 000	1980	97	1996	huile minérale	1 100
46 15000 V / 220 V	315	1937	83	1996	huile minérale	1 000

Les rétentions associées à ces transformateurs sont testées selon les modalités prévues à l'article 7.6.4 dernier alinéa.

ARTICLE 5.2.1. APPAREILS CONTENANT DES PCB POUR UNE TENEUR COMPRISE ENTRE 50 ET 500 PPM

Les transformateurs électriques décrits ci-avant, ont subi une décontamination mais contiennent toujours des PCB au sens de l'article R. 543-17 du code de l'environnement. Ces équipements

dument déclarés en préfecture doivent porter un marquage indélébile reprenant les indications suivantes :

APPAREIL CONTENANT DES PCB

Concentration mesurée ou supposée (en ppm de la masse) :

Date de la mesure (éventuelle) :

Date de la déclaration :

Un étiquetage similaire doit également figurer sur les portes des locaux où se trouve l'appareil.

ARTICLE 5.2.2. APPAREIL DÉCONTAMINÉ - AYANT UNE TENEUR EN PCB INFÉRIEURE À 50 PPM

Les appareils décontaminés ayant contenu des PCB doivent porter le marquage indélébile suivant :

**APPAREIL DECONTAMINÉ AYANT
CONTENU DES PCB**

Le liquide contenant des PCB a été remplacé :

- par (nom du substitut)
- le (date)
- par (entreprise)

Concentration en PCB :

- de l'ancien liquide (ppm en masse)
- du nouveau liquide (ppm en masse)

Un étiquetage similaire doit également figurer sur les portes des locaux où se trouve l'appareil.

TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 6.1.1. AMÉNAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 6.1.2. VÉHICULES ET ENGINS

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du titre VII, livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement et des textes pris pour son application).

ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2. NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Article 6.2.1.1. Définitions

Les zones d'émergence réglementée (ZER) sont définies comme suit :

- L'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant au 14 octobre 2002 (date de l'arrêté d'autorisation de l'établissement) et de leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse...).
- L'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui auront été implantés dans les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés au 14 octobre 2002 (date de l'arrêté d'autorisation de l'établissement) et de leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasses..) à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continue équivalent pondérés A du bruit ambiant (mesurés lorsque l'installation est en fonctionnement) et les niveaux sonores correspondant au bruit résiduel (installation à l'arrêt).

Les zones à émergence réglementée concernées sont définies sur le plan fourni à l'article 6.2.3. Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement pour les installations classées pour la protection de l'environnement, seules les zones distantes de plus de 200 mètres des limites de propriété sont à considérer.

Article 6.2.1.2. Valeurs limites d'émergence

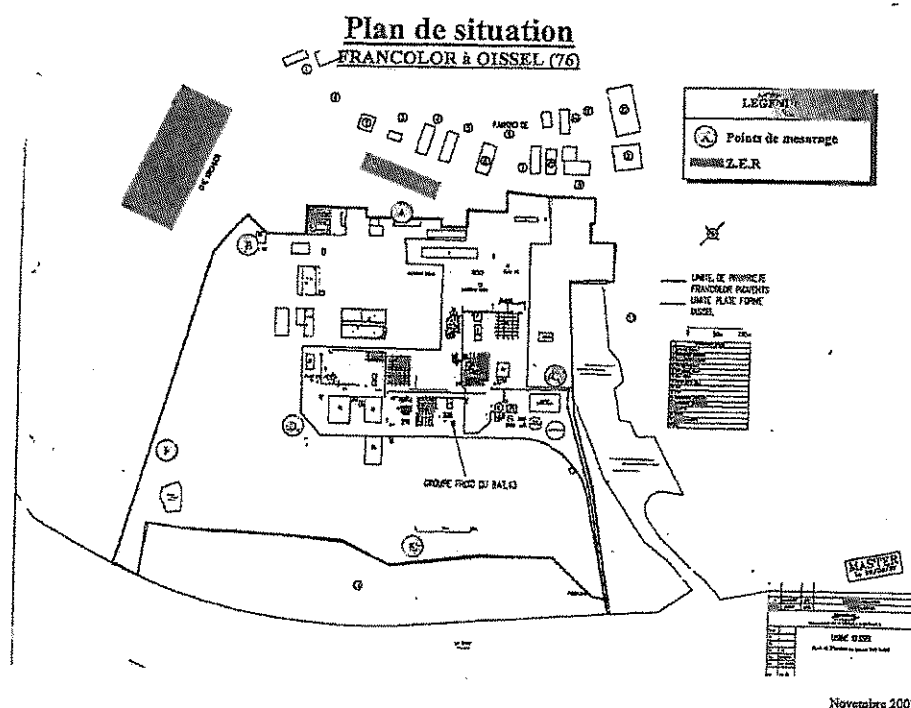
Les émissions sonores dues aux activités des installations du site ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous, dans les zones à émergence réglementée visées à l'article précédent.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Les niveaux limites de bruit exprimés en dB(A) engendrés par le fonctionnement de l'établissement ne devront pas dépasser, en limite de propriété les valeurs suivantes:

Le jour de 7h à 22h	La nuit de 22h à 7h
70	60

**ARTICLE 6.2.3. PLAN DES ZONES D'ÉMERGENCE RÉGLEMENTÉES**

Les zones d'émergence réglementées sont représentées sur le plan ci-dessus.

CHAPITRE 6.3. VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1. PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Conformément à l'arrêté du 10 mai 2000 modifié, relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, l'exploitant dispose d'une politique de prévention des accidents majeurs connue de tous les salariés et affichée.

CHAPITRE 7.2. CARACTÉRISATION DES RISQUES

ARTICLE 7.2.1. INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES PRÉSENTES DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant doit avoir à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par le code du travail (article R. 4411-73 dans sa version du 16 mars 2009). Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte.

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.2.2. ZONAGE DES DANGERS INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

ARTICLE 7.2.3. INFORMATION PRÉVENTIVE SUR LES EFFETS DOMINO EXTERNES

L'exploitant tient les exploitants d'installations classées voisines informés des risques d'accident majeurs identifiés dans l'étude de dangers dès lors que les conséquences de ces accidents majeurs sont susceptible d'affecter lesdites installations.

Il transmet copie de cette information au Préfet et à l'inspection des installations classées. Il procède de la sorte lors de chacune des révisions de l'étude des dangers ou des mises à jours relatives à la définition des périmètres ou à la nature des risques.

CHAPITRE 7.3. INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

ARTICLE 7.3.1. ACCÈS ET CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

Les dispositions de l'article 7.3.1. « accès et circulation dans l'établissement » de l'arrêté du 7 mai 2007 restent applicables.

Article 7.3.1.1. Gardiennage et contrôle des accès

Les dispositions 4.30 « clôture et gardiennage » de l'arrêté du 14 octobre 2002 restent applicables.

Article 7.3.1.2. Caractéristiques minimales des voies d'accès aux engins de secours

L'accès des engins de secours est rendu possible par l'aménageant à partir de la voie publique, d'une voie carrossable, répondant aux caractéristiques minimales suivantes :

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 m ;
- rayon intérieur de giration : 11 m ;
- hauteur libre : 3,50 m ;
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

L'accès des grandes échelles des sapeurs-pompiers est réalisé en aménageant à partir de la voie publique, une voie carrossable longeant à moins de 8 mètres des bâtiments et répondant aux caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la chaussée : 3 m dans les sections d'accès et 4 m dans les sections d'utilisation,
- hauteur disponible : 3,50 m,
- pente maximale : 15 % dans les sections d'accès,
10 % dans les sections d'utilisation,
- rayon de braquage intérieur : 11 m,
- surlargeur $S = 15/R$ dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres,
- force portante calculée pour un véhicule de 130 kilo-newton (dont 40 kilo-newton sur l'essieu avant et 90 kilo-newton sur l'essieu arrière, ceux-ci étant distants de 4,50 m),
- résistance au poinçonnement dans la section d'utilisation de 100 kilo-newton sur une surface circulaire de 20 dm².

ARTICLE 7.3.2. BÂTIMENTS ET LOCAUX – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les salles de contrôle et les locaux dans lesquels sont présents des personnels devant jouer un rôle dans la prévention des accidents en cas de dysfonctionnement de l'installation, sont implantés et protégés vis à vis des risques toxiques, d'incendie et d'explosion.

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Les bâtiments disposent de suffisamment d'issues de secours conformément à la réglementation en vigueur. Les cheminements d'évacuation du personnel sont matérialisés et maintenus constamment dégagés.

Dans les bâtiments de stockage ou d'utilisation de produits susceptibles en cas d'accident de générer des dangers pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, toutes les parois sont de propriété REI120. Les percements ou ouvertures effectués dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines ou de galeries techniques sont rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs. Les conduits de ventilation sont munis de clapets coupe-feu à la paroi de séparation, restituant le degré coupe-feu de la paroi traversée. Les portes communicantes entre les murs coupe-feu sont de qualité EI 120 et munies d'un dispositif de fermeture automatique qui peut être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules sauf dispositions contraires précisées dans les titres 11 à Erreur : source de la référence non trouvée. La fermeture automatique des portes coupe-feu n'est pas gênée par des obstacles. Les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. La toiture est recouverte d'une bande de protection incombustible de classe A1 sur une largeur minimale de 5 mètres, de part et d'autre des parois séparatives.

Les sols des aires et locaux de stockage sont incombustibles (classe A1).

L'évacuation des fumées en cas d'incendie dans les locaux comportant des zones à risque d'incendie ou de plus de 300 m² est assurée par un désenfumage naturel constitué, en partie haute et en partie basse du volume, d'une ou plusieurs ouvertures communiquant avec l'extérieur, de surfaces utiles respectives supérieures au 1/100^{ème} de la surface au sol du local avec un minimum de 1 m².

Les dispositifs d'ouverture doivent être facilement manœuvrables depuis le plancher du local, près d'une issue.

Les dispositions particulières à chaque bâtiment sont détaillées dans les titres spécifiques 11 à Erreur : source de la référence non trouvée.

ARTICLE 7.3.3. INSTALLATIONS DE LAVAGE DES GAZ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les installations d'absorption ou de neutralisation, dite installations de lavage des gaz, doivent être dimensionnées en fonction des risques détectés dans l'étude de dangers de l'installation.

Toutefois, pour les émissions de gaz toxiques pouvant entraîner des risques pour l'environnement à l'extérieur du site, le dimensionnement doit tenir compte des vapeurs issues de :

- la dépressurisation des réservoirs de stockage et des cuves de transfert contenant des produits générant des rejets dangereux pour l'environnement,
- la ventilation des locaux à risque suite à un incident (fuites sur brides, ouverture d'une soupape et sa non refermeture, ...),
- l'accident de référence décrit dans l'étude dangers de la fabrication en cause.

Les conduites d'aspiration des gaz doivent être inspectées et maintenues en bon état. Le rejet gazeux doit s'effectuer par une tour ou une cheminée. Tous les rejets liquides doivent être compatibles avec la bonne marche de la station d'épuration de l'usine.

Les installations de lavage doivent disposer d'une réserve de solution de neutralisation capable de neutraliser la plus grande capacité de produit de l'installation et être compatible avec les situations accidentelles les plus défavorables. La solution de lavage doit être hors gel dans les conditions météorologiques extrêmes. Elle doit être analysée régulièrement et maintenue à son titre.

Les laveurs doivent être protégés contre l'engorgement ou le bouchage. Leur température d'utilisation prend en compte la chaleur maximale de neutralisation, même dans des conditions climatiques extrêmes.

Les installations de lavage doivent rester opérantes et efficaces à plein rendement à la première défaillance d'un des équipements. Le mode de veille de l'installation de lavage des gaz doit permettre un démarrage et une stabilisation à plein rendement suffisamment rapide pour garantir les objectifs du présent arrêté. L'installation de lavage de gaz toxique doit être commandable

depuis la salle de contrôle où son régime de fonctionnement doit être connu de façon sûre. L'exploitant doit définir des équipements IPS sur ces installations de lavage de gaz.

Une consigne doit préciser le mode d'exploitation, de surveillance et de contrôle de l'efficacité des installations de lavage y compris en marche dégradée (panne, interventions, maintenance, ...) ou en marche forcée à pleine capacité de neutralisation dans les situations dangereuses ou potentiellement dangereuses.

S'il ne l'est pas en permanence, le laveur dimensionné pour des émissions de gaz toxiques à l'extérieur de l'établissement, sera automatiquement à pleine capacité de neutralisation dans les situations dangereuses ou potentiellement dangereuses, et au moins :

- sur bouton coup de poing, dont un à l'extérieur du bâtiment,
- de façon préventive au moment du dépotage d'un wagon ou camion citerne,
- sur déclenchement des alarmes IPS détectant des situations dangereuses,
- sur déclenchement des détecteurs gaz existants ...,
- en cas d'arrêt et sectionnement d'urgence.

ARTICLE 7.3.4. ÉCLAIRAGE DE SÉCURITÉ

Un éclairage de sécurité doit être réalisé conformément à l'arrêté du 26 février 2003 relatif aux circuits et installations de sécurité.

ARTICLE 7.3.5. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES – MISE À LA TERRE

Les installations électriques et d'éclairage doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation et aux normes en vigueur.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Article 7.3.5.1. Zones à atmosphère explosible

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

ARTICLE 7.3.6. PROTECTION CONTRE LA Foudre

Article 7.3.6.1. Conception

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre les effets directs et indirects de la foudre en application de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008.

En particulier, l'exploitant est tenu de réaliser son analyse du risque foudre, évaluation conforme aux dispositions de la norme NF EN 62305-2. Les mesures de prévention et dispositifs de protection en découlant sont à mettre en œuvre avant le 1^{er} janvier 2012.

Durant la période transitoire, les équipements mis en place en application de la réglementation antérieure font l'objet d'une surveillance conformément à la norme NF C 17-100.

Article 7.3.6.2. Entretien et vérification

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Article 7.3.6.3. Carnet de bord

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

ARTICLE 7.3.7. AUTRES RISQUES NATURELS

L'exploitant respecte les arrêtés ministériels en vigueur sur ces thématiques lorsqu'ils existent (risques sismiques notamment...).

Les installations de la station d'épuration sont protégées contre le risque inondations. Les dispositions applicables sont reprises dans le titre 15.

**CHAPITRE 7.4. GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES
DANGEREUSES (DOFC/2006-5.1.2.2)****ARTICLE 7.4.1. CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINÉES À PRÉVENIR LES ACCIDENTS**

Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Ces consignes ou modes opératoires comportent : la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité, le détail et les modalités des vérifications à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modifications ou d'entretien de façon à vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêté et que le procédé est maintenu dans les limites de sûreté définies par l'exploitant ou dans les modes opératoires.

Sans préjudice des procédures prévues par le code de l'environnement et par le système de gestion de l'entreprise, les opérations de lancement de nouvelles fabrications, le démarrage de nouvelles unités, tout fonctionnement en marche dégradée prévisible ainsi que toute opération délicate sur le plan de la sécurité, font l'objet d'une analyse de risque préalable et sont assurées en présence d'un encadrement approprié.

La mise en service d'unités nouvelles ou modifiées est précédée d'une réception des travaux attestant que les installations sont aptes à être utilisées.

ARTICLE 7.4.2. SÉCURITÉ DES PROCÉDÉS**Article 7.4.2.1. Dossier de sécurité (DOFC/2006-5.1.1.1)**

L'exploitant doit établir la liste de tous les procédés chimiques mis en œuvre dans l'établissement. Chacun d'eux doit faire l'objet d'un examen systématique sur la base d'un ensemble de critères permettant d'apprécier leurs risques potentiels pour l'environnement et la sécurité.

L'exploitant doit dresser ensuite sous sa responsabilité la liste des procédés potentiellement dangereux pour lesquels il constitue un dossier sécurité.

Chaque dossier sécurité doit comprendre au moins les éléments suivants :

- caractéristiques physiques, chimiques et toxicologiques des produits mis en œuvre : matières premières, produits intermédiaires isolables et produits fabriqués, y compris les impuretés connues. Quantités maximales mises en œuvre,
- cinétiques et thermodynamiques des réactions chimiques principales avec estimation du potentiel énergétique maximal de la masse réactionnelle,
- incompatibilités entre les produits et matériaux utilisés dans l'installation,
- délimitation des conditions opératoires sûres du procédé, et recherche des causes éventuelles des dérives des différents paramètres de fonctionnement, complétées par l'examen de leurs conséquences et des mesures correctrices à prendre,
- schéma de circulation des fluides et bilans matières,
- modes opératoires,
- consignes de sécurité propres à l'installation. Celles-ci devront en particulier prévoir explicitement les mesures à prendre en cas de dérive du procédé par rapport aux conditions opératoires sûres.

La liste de tous les procédés chimiques mis en œuvre, l'ensemble des critères permettant d'apprécier leurs risques ainsi que les dossiers sécurité doivent être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Ces dossiers doivent être établis pour le **31 août 2012**.

Article 7.4.2.2. Mises à jour et modifications

Le dossier "sécurité" doit être complété, si besoin révisé au fur et à mesure de l'apparition de connaissances nouvelles concernant l'un des éléments qui le compose. Il doit être notamment mis à jour après chaque révision des études des dangers.

Préalablement à sa réalisation, toute modification du procédé ou aménagement des installations doit faire l'objet d'un examen et d'une mise à jour du dossier sécurité.

De plus, lorsque cette modification entre dans le cadre de l'article R. 512-33 du code de l'environnement, elle sera portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet.

ARTICLE 7.4.3. VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des substances et préparations dangereuses ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques planifiées. Une traçabilité de ces vérifications est assurée avec les mentions suivantes :

- date et nature des vérifications,
- personne ou organisme chargé de la vérification,
- motif de la vérification,
- résultats de la vérification et mesures correctives ou préventives éventuelles.

Il convient en particulier de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité.

Les réservoirs de produits corrosifs (acides et bases) font l'objet d'une visite annuelle de contrôle de leur état.

ARTICLE 7.4.4. INTERDICTION DE FEUX

Il est interdit de fumer, d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique (permis de feu).

ARTICLE 7.4.5. PRÉVENTION DES ACCUMULATIONS DE POUSSIÈRES

Les mesures sont prises pour éviter toute accumulation dans les ateliers et les locaux annexes, de manière à prévenir tout danger d'incendie et d'explosion. En conséquence, les ateliers doivent être maintenus propres par un nettoyage régulier.

L'emploi de l'air comprimé pour le nettoyage est interdit.

Tous les résidus sont emmagasinés, en attendant leur enlèvement, dans un local spécial éloigné de tout foyer, construit en matériaux résistant au feu ; les parois sont coupe-feu de degré deux heures, la couverture légère incombustible ; la porte pare-flamme de degré une demi-heure, doit être normalement fermée.

ARTICLE 7.4.6. FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

ARTICLE 7.4.7. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée (permis de travail).

Article 7.4.7.1. Contenu du permis de travail, de feu

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,

- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tout travaux ou intervention qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.

L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.

En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :

- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,
- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.

CHAPITRE 7.5. MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES

ARTICLE 7.5.1. LISTE DE MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES

L'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans ses études de dangers et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux.

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

ARTICLE 7.5.2. DOMAINE DE FONCTIONNEMENT SUR DES PROCÉDÉS

L'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.

ARTICLE 7.5.3. GESTION DES ANOMALIES ET DÉFAILLANCES DE MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES

Les anomalies et les défaillances des mesures de limitation des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue selon les principales étapes mentionnées à l'alinéa suivant.

Ces anomalies et défaillances doivent :

- être signalées et enregistrées,
- être hiérarchisées et analysées
- et donner lieu dans les meilleurs délais à la définition et à la mise en place de parades techniques ou organisationnelles, dont leur application est suivie dans la durée.

Chaque année, l'exploitant réalise une analyse globale de la mise en œuvre de ce processus sur la période écoulée.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un registre dans lequel ces différentes étapes sont consignées.

ARTICLE 7.5.4. SURVEILLANCE ET DÉTECTION DES ZONES POUVANT ÊTRE A L'ORIGINE DE RISQUES

Conformément aux engagements dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme en salle de contrôle.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

- La surveillance d'une zone pouvant être à l'origine des risques ne repose pas sur un seul point de détection.
- La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

ARTICLE 7.5.5. FONCTIONS ET ÉLÉMENTS IMPORTANTS POUR LA SÉCURITÉ

Article 7.5.5.1. Liste des fonctions et éléments importants pour la sécurité

L'exploitant détermine la liste des fonctions et éléments (paramètres, équipements, procédures) importants pour la sécurité (FEIPS). Cette identification résulte de l'analyse des risques et en particulier de l'identification des dangers et événements redoutés. Ces fonctions et éléments concernent en premier lieu toutes les barrières supplémentaires, de prévention ou de protection, pouvant agir sur la probabilité ou la gravité d'un accident majeur, non retenues en tant que mesures de maîtrise des risques.

CHAPITRE 7.6. PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

(DOFC/2006-5.1.1.2.2 et DOFC/2006-5.1.2.2)

ARTICLE 7.6.1. ORGANISATION DE L'ÉTABLISSEMENT

L'ensemble des installations doit être conçu, réalisé, entretenu et exploité de façon qu'il ne puisse y avoir, même en cas d'accident, de déversement direct ou indirect de matières dangereuses, toxiques ou polluantes pour l'environnement vers les égouts ou le milieu naturel.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations doivent comporter explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer, en marche normale *et* à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à garantir en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Les consignes doivent prendre en compte les risques liés aux capacités mobiles.

L'exploitant doit établir une consigne définissant la conduite à tenir en cas de pollution accidentelle.

ARTICLE 7.6.2. ÉTIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PRÉPARATIONS DANGEREUSES

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 L portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

ARTICLE 7.6.3. ATELIERS

Le sol des ateliers doit être étanche, incombustible et équipé de façon à ce que les produits répandus accidentellement et tout écoulement (y compris les eaux de lavage) puissent être drainés vers une capacité de rétention appropriée aux risques. Cette capacité de rétention peut être commune à tous les bâtiments si le volume est suffisant et qu'il n'y a pas de risque de mélanges incompatibles. Les caractéristiques des revêtements doivent être adaptées à la nature des produits. Au minimum annuellement, l'exploitant dressera le bilan des rejets aqueux de chacune des fabrications de l'usine, estimé ou calculé selon la date de démarrage de la fabrication.

ARTICLE 7.6.4. RÉTENTIONS

Tout stockage fixe ou mobile (cuve, container, citerne routière...) contenant un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 L minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 L.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

L'exploitant doit veiller à ce que les volumes potentiels de rétention soient disponibles en permanence. A cet effet les eaux pluviales doivent être correctement évacuées.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Les produits récupérés en cas de déversement dans la cuvette de rétention ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme des déchets.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

L'exploitant est en mesure de justifier du bon état d'étanchéité des rétentions associées aux transformateurs identifiés au chapitre 5.2. Des tests d'étanchéité sont réalisés tous les 3 ans.

ARTICLE 7.6.5. RÉSERVOIRS

La conception des réservoirs doit faciliter le travail de maintenance et d'inspections. Les réservoirs doivent être, autant que de possible, dédiés à une catégorie de produits (*Storage/2006-5.1.1.1*).

L'exploitant doit faire procéder périodiquement à l'examen extérieur des parois latérales et, éventuellement, du fond des réservoirs ainsi que des supports. Si aucun obstacle technique ne s'y oppose, il sera procédé également à un examen intérieur, en prenant toutes précautions utiles. Si ces examens révèlent un suintement, une fissuration ou une corrosion, il sera procédé à la vidange complète du réservoir après avoir pris les précautions nécessaires, afin d'en déceler les causes et d'y remédier. Un responsable désigné contrôle l'état des réservoirs aériens (soudures, corrosion, épaisseur...) et éventuellement, le fonctionnement des organes de sécurité associés du réservoir (soupape, limiteur de remplissage, organes de respiration...) et consigne ses observations sur un rapport de visite.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

L'exploitant met en place un système d'évaluation de la criticité des installations basé d'une part sur une analyse de risques (EHS) pour l'établissement des plans d'inspection et d'autre part sur une analyse de la fiabilité pour l'établissement des plans de maintenance.

Le plan d'inspections doit intégrer des inspections de routine, des inspections externes en service et des inspections internes hors services. Ce système d'évaluation devra être totalement opérationnel 6 mois après notification du présent arrêté (*Storage/2006-5.1.1.1*).

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Les réservoirs aériens, implantés postérieurement au présent arrêté, pouvant générer des émissions de composés organiques volatils permettent d'obtenir une réflexivité du rayonnement thermique ou lumineux d'au moins 70 % ou sont équipés d'un bouclier solaire (*Storage/2006-5.1.1.1*). Pour les réservoirs existants, l'exploitant évaluera la nécessité de prendre en compte le rayonnement thermique pour limiter les émissions de composés organiques volatils. Cette évaluation sera transmise à l'inspection des installations classées 12 mois après notification de l'arrêté.

ARTICLE 7.6.6. RÈGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RÉTENTION

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs

installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté et de l'arrêté ministériel du 22 juin 1998.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 7.6.7. STOCKAGE SUR LES LIEUX D'EMPLOI

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

ARTICLE 7.6.8. TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DÉCHARGEMENTS

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches, incombustibles et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

Les opérations de chargement et de déchargement sont confiées exclusivement à du personnel averti des risques en cause et formé aux mesures de prévention à mettre en œuvre et aux méthodes d'intervention à utiliser en cas de sinistre. Des consignes précises sont écrites, connues des opérateurs et appliquées. Les présences d'un opérateur de la société TIESC et du chauffeur du camion citerne sont obligatoires pendant toute la durée de ces opérations.

Avant d'entreprendre les opérations de chargement ou de déchargement, sont notamment vérifiés :

- la rétention effective de la zone (fermeture éventuelle de vanne d'isolement),
- la nature et les quantités des produits à charger ou à décharger :
- pour les produits susceptibles d'être à l'origine d'un accident majeur en cas d'erreur de dépotage, les réceptions de vrac sur le site sont contrôlées par prise d'échantillon, puis analysés par le biais des paramètres permettant de caractériser le produit,
- tous les produits arrivant conditionnés sur le site sont contrôlés par comparaison entre le document de commande faite au fournisseur et le document de livraison du produit,
- la disponibilité des capacités correspondantes,
- la compatibilité des équipements de chargement ou de déchargement, celle de la capacité réceptrice, celle de son contenu, le numéro de la cuve dédiée au produit,
- les mises à la terre.

Ces points de contrôle obligatoires sont définis dans une procédure connue des opérateurs et disponible au poste de dépotage. Leur bonne exécution est consignée à chaque opération.

Les vitesses de remplissages sont adaptées afin d'éviter la formation de décharges d'électricité statique.

Le raccordement de citernes ou réservoirs mobiles directement entre eux en vue d'un transfert de produit, sans utilisation des postes fixes chargement-déchargement de l'établissement est interdit.

Toutes les dispositions sont prises pour qu'un éventuel déplacement du camion pendant ou après les opérations de transfert n'entraîne pas l'arrachement des canalisations fixes.

Les opérations de chargement et déchargement sont interrompues en cas d'orage.

Les chauffeurs extérieurs à la société TIESC sont informés des consignes de sécurité à respecter sur le site (chargement et déchargement, circulation, etc.).

Les opérations de transfert de liquides toxiques, dans le cas d'émissions significatives, se font par transfert de phase. (↻Storage/2006-5.2.2.2)

ARTICLE 7.6.9. CANALISATIONS - TRANSPORT DES PRODUITS

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir.

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres à l'intérieur de l'établissement doivent être aériennes.

Leur cheminement doit être consigné sur un plan tenu à jour et elles doivent être repérées in situ conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations d'emportage des réservoirs vrac contenant des produits incompatibles (acides, bases) seront équipées de raccords incompatibles ou d'adaptateurs spécifiques verrouillables nécessitant l'intervention dudit responsable.

Elles doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité. Toutes dispositions sont prises pour préserver l'intégrité des canalisations vis à vis des chocs et contraintes mécaniques diverses.

L'exploitant inclut dans son plan d'inspection, les inspections des canalisations transportant les produits dangereux.

ARTICLE 7.6.10. ÉLIMINATION DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

CHAPITRE 7.7. MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 7.7.1. DÉFINITION GÉNÉRALE DES MOYENS

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours.

L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques.

ARTICLE 7.7.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.7.3. PROTECTIONS INDIVIDUELLES DU PERSONNEL D'INTERVENTION

Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne :

- de surveillance,
- ou ayant à séjourner à l'intérieur des zones toxiques.

Ces protections individuelles sont accessibles en toute circonstance et adaptées aux interventions normales ou dans des circonstances accidentelles.

Une réserve d'appareils respiratoires d'intervention (dont des masques autonomes isolants) est disposée dans au moins deux secteurs protégés de l'établissement et en sens opposé selon la direction des vents.

ARTICLE 7.7.4. RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE

L'établissement dispose des moyens notamment en débit d'eau d'incendie, en réserve d'émulseurs et en canons pour lutter efficacement contre l'incendie. Ces moyens sont suffisamment denses et répondent aux risques à couvrir.

Les dispositions des articles 4.20 de l'arrêté du 14 octobre 2002 et 7.7.4 de l'arrêté du 7 mai 2007 restent applicables sauf disposition contraire.

ARTICLE 7.7.5. CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

ARTICLE 7.7.6. CONSIGNES GÉNÉRALES D'INTERVENTION

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

Article 7.7.6.1. Système d'alerte interne

La disposition 7.7.6 de l'arrêté du 7 mai 2007 reste applicable.

Article 7.7.6.2. Plan d'opération interne (POI)

Les dispositions de l'article 4-5 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2002 et 7.7.6 de l'arrêté du 7 mai 2007 restent applicables.

Les comptes rendus des exercices POI sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.7.7. PROTECTION DES MILIEUX RÉCEPTEURS**Article 7.7.7.1. Bassin de confinement et bassin d'orage****Article 7.7.7.1.1. Bassin de confinement**

L'exploitant doit prendre toutes dispositions pour éviter les écoulements accidentels de substances dangereuses polluantes ou toxiques ainsi que les rejets d'effluents susceptibles de résulter de la lutte contre un sinistre éventuel.

Il doit disposer notamment, à cet effet, de capacités de rétention dans les zones à risques et/ou sur les réseaux d'évacuation.

L'exploitant dispose d'un bassin pouvant recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie y compris les eaux utilisées pour l'extinction.

La capacité de rétention doit être adaptée aux risques à couvrir. Actuellement, elle est constituée de la manière suivante :

- Le caniveau général de l'ancien réseau de la plate forme est isolé (central au site au niveau du bâtiment 43 et de l'ancien bâtiment 31). Il représente une capacité de rétention de 700 m³. L'étanchéité des caniveaux sera vérifiée annuellement et les compte-rendus des tests seront conservés à la disposition du service chargé de l'inspection des installations classées.
- Le bassin situé en tête de station d'épuration d'une capacité de 700 m³.

Ces capacités sont maintenues en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaire à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et/ou à distance. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Article 7.7.7.1.2. Bassin d'orage

Un réseau de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées doit être aménagé et raccordé à un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement capable(s) de recueillir le premier flot des eaux pluviales. Le volume de confinement doit être disponible en toute circonstance. Ce bassin pourra éventuellement être le même que celui cité au paragraphe intitulé « bassin de confinement ».

Le rejet ne peut être effectué dans le milieu naturel qu'après contrôle de sa qualité et traitement approprié si besoin. Il doit respecter les valeurs limites énoncées au titre 15 du présent arrêté.

TITRE 8 - PRÉVENTION DE LA LÉGIONELLOSE

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'arrêté du 13/12/04 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2921 Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air

En particulier, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour que la concentration en *Legionella* species dans l'eau de l'installation en fonctionnement soit en permanence maintenue à une concentration inférieure à 1 000 UFC/L selon la norme NF T 90-431.

CHAPITRE 8.1. ENTRETIEN ANNUEL – ARRÊT

Les tours et les circuits d'eau de refroidissement sont arrêtés tous les 12 mois pour vidange complète et nettoyage précisés dans les arrêtés ministériels précités.

CHAPITRE 8.2. QUALITÉ DE L'EAU D'APPOINT

L'eau d'appoint respecte au niveau du piquage les critères microbiologiques et de matières en suspension suivants :

- *Legionella* sp < seuil de quantification de la technique normalisée utilisée ;
- Numération de germes aérobies revivifiables à 37° C < 1 000 germes/ml ;
- Matières en suspension < 10 mg/l.

Lorsque ces qualités ne sont pas respectées, l'eau d'appoint fera l'objet d'un traitement permettant l'atteinte des objectifs de qualité ci-dessus. Dans ce cas, le suivi de ces paramètres sera réalisé au moins deux fois par an dont une pendant la période estivale.

CHAPITRE 8.3. QUALITÉ DES EAUX DE PURGES

L'exploitant s'assure de la qualité des eaux de purge entrant dans la station d'épuration biologique de son site.

Ces eaux ne doivent pas contenir de biocides pouvant nuire au fonctionnement de la station d'épuration.

Les flux annuels de biocides transitant par la station de traitement sont estimés et/ou mesurés par l'exploitant et consignés dans un registre tenu à disposition de l'inspection.

TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1. PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

ARTICLE 9.1.2. MESURES COMPARATIVES

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

CHAPITRE 9.2. MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.2.1. AUTO SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES (HORS CHAUDIÈRES)

Les mesures sont effectuées selon les normes en vigueur dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation et sont spécifiques à chaque procédé.

L'évaluation des émissions est réalisée par le suivi d'un paramètre représentatif permettant de corréler les émissions au niveau de production. Elle porte sur les polluants suivants :

Paramètre	Type d'estimation	Fréquence
COVNM	Plan de gestion de solvants	Annuelle
COV spécifiques	Bilan matière spécifique	Annuelle

Une mesure triannuelle sur les rejets canalisés sera réalisée.

ARTICLE 9.2.2. AUTO SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES DES CHAUDIÈRES

La surveillance de ces émissions est présentée dans le titre 14.1.

ARTICLE 9.2.3. AUTO SURVEILLANCE DES EAUX RÉSIDUAIRES (D'OF/2006-5.2.1.1.3)

Les mesures sont effectuées selon les normes en vigueur dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

Article 9.2.3.1. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets (D'OF/2006-5.2.4.8)

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

Les mesures du débit et du pH s'effectuent en continu. L'exploitant surveille la température à une fréquence hebdomadaire.

Paramètres	Mode de prélèvement	Eaux Propres	Sortie station d'épuration	En Seine
MEST	Échantillon moyen 24 heures, asservi au débit	trimestrielle	journalière	journalière
DCO en entrée, sortie station et calcul du rendement		trimestrielle	journalière	journalière
DBO ₅		trimestrielle	Hebdomadaire	Hebdomadaire
Azote NTK		/	Tous les 15 jours	Tous les 15 jours
Azote NGL		/	Tous les 15 jours	Tous les 15 jours
Phosphore		/	Hebdomadaire	Hebdomadaire
Fer		/	mensuelle	mensuelle
Ni et ses composés		/	mensuelle	mensuelle
AOX		/	mensuelle	mensuelle
Hydrocarbures totaux		trimestrielle	trimestrielle	trimestrielle

La fréquence de surveillance relative aux eaux propres et au rejet Seine est mise en place à horizon 2015 dès lors que les dispositions prévues par l'étude visée à l'article 15.3.3 sont mises en place.

En cas d'orage, un prélèvement ponctuel est réalisé sur le Rejet Seine.

Les échantillons prélevés doivent être continus et proportionnel au débit. Pour mémoire, 10% des résultats de ces mesures peuvent dépasser les valeurs limites fixées dans le présent arrêté à l'article 4.3.9.1 et l'article 15.3.2, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas des mesures en permanence, ces 10% sont comptés sur une base mensuelle. Dans le cas des prélèvements instantanés, aucune valeur ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite.

ARTICLE 9.2.4. SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Article 9.2.4.1. Surveillance des effets de l'activité exercée

Conformément aux dispositions de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, l'exploitant est soumis à la surveillance des eaux souterraines du fait de ses activités, actuelles et passées (hors passif historique pris en charge par la société Oissel Remediation LLP (NPL)), notamment classées dans la rubrique 1131 de la nomenclature des installations classées.

La surveillance doit s'effectuer sur au moins deux piézomètres implantés en aval hydraulique des activités. La définition du nombre de puits et de leur implantation est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique. Une étude hydrogéologique est transmise à l'inspection 12 mois après la notification du présent arrêté. Cette étude tiendra compte des baisses des pompages de la zone industrielle. Elle sera accompagnée de propositions relatives à l'implantation de

piézomètres (ou bien à l'utilisation de piézomètres existants si leur positionnement est pertinent au regard des conclusions de l'étude révisée) et des modalités de surveillance à mettre en place. A cet effet, les traceurs représentatifs de l'activité seront justifiés dans l'étude.

Article 9.2.4.2. Modalité de surveillance

La surveillance est effectuée en général sur des échantillons prélevés deux fois par an sur des périodes choisies en fonction des hautes et basses eaux de la nappe souterraine. Lorsque la fréquence est inférieure, le prélèvement doit être effectué dans la période la plus pénalisante. Lors de ces prélèvements, le niveau piézométrique est également relevé.

Les échantillons sont prélevés en respectant les techniques d'échantillonnage en vigueur et sont conservés et manipulés conformément à la norme NF EN ISO 5667.3 ou toute norme équivalente. Ces procédures d'échantillonnage, de conservation, de manipulation et d'analyse seront strictement identiques pendant toute la durée de la surveillance de façon à permettre la comparaison facile entre les différents résultats obtenus et, ainsi, de suivre de façon pertinente l'évolution de la qualité des eaux souterraines. La représentativité des échantillons sera notamment assurée par un pompage préalable permettant d'extraire avant la prise d'échantillon un volume égal à 3 fois le volume du piézomètre. Si, du fait notamment de progrès scientifiques, techniques ou technologiques, des modifications devaient être apportées à la réalisation de ces différentes procédures, le responsable du site devra en informer au préalable, pour accord, l'inspection des installations classées en justifiant que ces modifications ne sauraient entraîner de variation significative des résultats.

Article 9.2.4.3. Entretien et protection des piézomètres

L'exploitant veillera à l'entretien régulier des piézomètres.

La tête des piézomètres sera protégée efficacement contre tout risque de pollution ou de destruction (notamment par des véhicules).

Article 9.2.4.4. Communication des résultats des surveillances exercées

Les résultats des analyses d'eaux souterraines seront transmis à l'inspection des installations classées par courrier au plus tard 15 jours après communication par le laboratoire.

Les analyses, l'évolution des paramètres vis-à-vis des activités actuelles et passées (hors passif historique pris en charge par la société Oissel Remediation LLP (NPL)) du site de TIESC, sont obligatoirement commentées avec tous les éléments d'interprétation.

Si une anomalie est constatée, le responsable du site en informe immédiatement l'inspecteur des installations classées et en donne les causes possibles. En cas de détérioration notable de la qualité des eaux souterraines susceptible d'avoir des répercussions sur la santé humaine, l'inspection des installations classées prendra toutes dispositions, par voie d'arrêté préfectoral, pour que la surveillance soit renforcée ; ces dispositions se traduiront en particulier par un raccourcissement du délai entre deux prélèvements.

ARTICLE 9.2.5. SURVEILLANCE DES EFFETS SUR LES MILIEUX AQUATIQUES

Article 9.2.5.1. Surveillance biologique

La dilution minimale sans effet (DMSE), c'est à dire le nombre de dilution minimale nécessaire de l'effluent pour le rendre inoffensif pour la faune ou la flore concernée, doit être compris :

- entre 1 et 2 pour les poissons,
- entre 2 et 4 pour les daphnies,
- entre 1 et 8 pour les algues,
- entre 3 et 16 pour les bactéries luminescentes,
- et égal à 1,5 pour la génotoxicité. (DDEC/2006-5.2.4.7.2)

L'exploitant effectue un suivi de la DMSE pour les daphnies à une fréquence trimestrielle. Par ailleurs, l'exploitant développera une méthode de suivi de la DMSE pour les algues et pour les bactéries qui pourra être une corrélation avec les tests sur les daphnies. Les résultats de cette étude devront être transmis à l'inspection des installations classées avant le 1^{er} janvier 2013.

Article 9.2.5.2. Surveillance sédimentaire

L'exploitant réalise une surveillance annuelle (a minima un prélèvement et une analyse par an) de l'impact du rejet en Seine sur les sédiments de l'unité Hydrographique "Estuaire Seine Amont" pour le paramètre "Nickel et ses composés" (substance prioritaire n°23 de la directive cadre sur l'eau n°2000/60/CE)

Pour ce faire, l'exploitant réalise une étude (technique) permettant de positionner de manière pertinente le ou les points de prélèvements sédimentaires nécessaires à la surveillance de l'impact du rejet. La fréquence des prélèvements retenue devra être justifiée. L'étude devra, notamment, prendre en considération la nature de l'effluent rejeté en Seine, les variations d'écoulement dans la Seine en fonction des marées, zones de turbulences - zones de calme (plus propice à la sédimentation).

Cette étude sera remise à l'inspection pour validation avant le 31 décembre 2012.

La surveillance de l'impact du rejet sur le milieu naturel devra être effective pour le 31 décembre 2013.

ARTICLE 9.2.6. AUTO SURVEILLANCE DES DÉCHETS

L'exploitant est tenu de faire une déclaration annuelle à l'administration concernant sa production de déchets dangereux (plus de 2 tonnes par an, activité visée au point 4.d de l'annexe I du règlement n°166/2006) conformément à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle à l'administration pris en application des articles 3 et 5 du décret n° 2005-365 du 30 mai 2005.

Elle est adressée à l'inspection des installations classées dans le cadre de la télé-déclaration des émissions polluantes et des déchets et donc transmise, au plus tard le 15 février de l'année n+1 au titre de l'année n.

ARTICLE 9.2.7. AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

L'exploitant doit faire réaliser périodiquement, a minima tous les 3 ans, une mesure des niveaux d'émission sonores de son établissement, en limite de propriété, par une personne ou un organisme qualifié choisi aux emplacements fixés à l'article 6.2.2.

La mesure des émissions sonores est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. La durée de chaque mesure sera d'une demi-heure au moins. En cas de plaintes avérées, l'inspection des installations classées peut augmenter la fréquence des campagnes de mesure.

CHAPITRE 9.3. SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

ARTICLE 9.3.1. ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R. 512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des

émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

ARTICLE 9.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE

L'exploitant établit des rapports de synthèse relatifs aux résultats des mesures et analyses imposées au chapitre 9.2. Ces rapports, traitent au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au chapitre 9.1, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

La période considérée pour les résultats d'autosurveillance des rejets aqueux est le mois calendaire. Le rapport de synthèse attenant est adressé à l'inspection des installations classées avant la fin du mois suivant. En cas d'impossibilité technique de transmission dans les délais impartis (attente de résultats d'analyse d'un laboratoire extérieur par exemple...), l'exploitant doit informer l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais des dérives inhabituelles constatées ou soupçonnées.

Le format de transmission doit respecter les dispositions du vade-mecum régional de l'auto surveillance eau, à savoir :

- être signé par le chef d'établissement ou par une personne expressément déléguée à cette fin et disposant au sein de l'établissement d'une responsabilité sur la conduite des installations,
- comporter la mention explicite des valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral, en terme de flux et de concentration,
- comporter une comparaison entre les valeurs relevées et les valeurs fixées par l'arrêté préfectoral,
- préciser en cas de dérive :
- les raisons pour lesquelles des dépassements se sont produits avec l'ensemble des justificatifs nécessaires,
- les éventuelles conséquences sur le milieu récepteur,
- les actions correctives mises en œuvre pour faire cesser les dépassements,
- les actions préventives mises en œuvre ou envisagées pour éviter le renouvellement d'un dépassement.

Le non respect d'un de ces points entraîne le retour du document à l'exploitant.

Les autres mesures et analyses (atmosphériques, eaux souterraines, bruit etc.) étant ponctuelles, les rapports de synthèse sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit l'obtention des résultats.

Les éléments suivants doivent être présents dans le rapport de contrôle de l'urgence :

- carte présentant la situation de l'urbanisation dans les zones d'urgence réglementées fixées à l'article 6.2.1, opposable le jour de la mesure, et localisant les cibles les plus exposées,
- les critères de choix et l'emplacement des points de mesure,
- les résultats des analyses et le positionnement vis-à-vis des valeurs réglementaires,
- les investigations complémentaires à mener en cas de dépassement.

Les rapports de synthèse sont tenus à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

CHAPITRE 9.4. BILANS PÉRIODIQUES

ARTICLE 9.4.1. DÉCLARATION ANNUELLE DES ÉMISSIONS POLLUANTES ET DES DÉCHETS (QOFC/2006-5.2.1.1.1)

L'exploitant est tenu de réaliser chaque année une déclaration de ses émissions polluantes et de sa production de déchets. Celle-ci est effectuée sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet ou, à défaut, par écrit et est adressée au service chargé du contrôle de l'établissement.

La déclaration des données d'émission d'une année est effectuée avant le 1^{er} avril de l'année suivante si elle est faite par télédéclaration, et avant le 15 février si elle est faite par écrit.

Elle contient notamment :

- les utilisations d'eau (le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées.)
- la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.

Il transmet en parallèle à l'inspection des installations classées le bilan demandé au chapitre 3.1.2.

ARTICLE 9.4.2. BILAN ANNUEL RELATIF AUX TOURS AÉRORÉFRIGÉRANTES

Les résultats des analyses de suivi de la concentration en légionelles sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels.

Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur :

- les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration 1 000 unités formant colonies par litre d'eau en *Legionella* specie ;
- les actions correctives prises ou envisagées ;
- les effets mesurés des améliorations réalisées ;
- la date de l'arrêt annuel et les opérations de maintenance réalisées (type d'entretien, de traitement, état des installations, etc.).

Le bilan de l'année N-1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 30 avril de l'année N.

ARTICLE 9.4.3. BILAN DE FONCTIONNEMENT (ENSEMBLE DES REJETS CHRONIQUES ET ACCIDENTELS)

L'exploitant réalise et adresse en 2 exemplaires au Préfet le bilan de fonctionnement prévu à l'article R. 512-45 du code de l'environnement. La date de remise du prochain bilan est fixée au **31 décembre 2016**. Une réactualisation décennale dans les mêmes conditions est à prévoir.

Le bilan de fonctionnement qui porte sur l'ensemble des installations exploitées sur le même site, en prenant comme référence l'étude d'impact, est conforme à l'arrêté du 29 juin 2004 modifié.

Il fournit les compléments et les éléments d'actualisation depuis la précédente étude d'impact réalisée telle que prévue aux l'article R. 512-6 du code de l'environnement.

Son contenu doit être proportionné à l'importance de l'installation et à ses incidences sur l'environnement.

Il contient notamment :

- a) Une analyse du fonctionnement de l'installation au cours de la période décennale passée, sur la base des données disponibles, notamment celles recueillies en application des prescriptions de l'arrêté d'autorisation et de la réglementation en vigueur. Cette analyse comprend en particulier :

- la conformité de l'installation vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté d'autorisation ou de la réglementation en vigueur, et notamment des valeurs limites d'émissions ;
 - une synthèse de la surveillance des émissions, du fonctionnement de l'installation et de ses effets sur l'environnement, en précisant notamment la qualité de l'air, des eaux superficielles et souterraines et l'état des sols ;
 - l'évolution des flux des principaux polluants et l'évolution de la gestion des déchets ;
 - un résumé des accidents et incidents qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
 - les investissements en matière de surveillance, de prévention et de réduction des pollutions.
 - le suivi du bilan énergétique de l'établissement via la mise en place d'indicateurs pertinents, la description des investissements effectués et l'analyse de options d'optimisation de celui-ci (CFC/2006-5.1.2.6)
- b) Les éléments venant compléter et modifier l'analyse des effets de l'installation sur l'environnement et la santé telle que prévu à l'article R. 512-8 du code de l'environnement.
- c) Une analyse des performances des moyens de prévention et de réduction des pollutions par rapport à l'efficacité des techniques disponibles mentionnées au deuxième alinéa de l'article R. 512-28 du code de l'environnement, c'est-à-dire aux performances des meilleures techniques disponibles telles que définies en annexe 2 de l'arrêté du 29 juin 2004 modifié. Le bilan fournit les éléments décrivant la prise en compte des changements substantiels dans les meilleures techniques disponibles permettant une réduction significative des émissions sans imposer des coûts excessifs. Les meilleures techniques disponibles se définissent comme le stade de développement le plus efficace et avancé des activités et de leurs modes d'exploitation, démontrant l'aptitude pratique de techniques particulières à constituer, en principe, la base des valeurs d'émission visant à éviter et lorsque cela s'avère impossible, à réduire de manière générale les émissions et l'impact sur l'environnement dans son ensemble.
- d) Les mesures envisagées par l'exploitant sur la base des meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable pour supprimer, limiter et compenser les inconvénients de l'installation ainsi que l'estimation des dépenses correspondantes, tel que prévu à l'article R. 512-8 du code de l'environnement. Ces mesures concernent notamment la réduction des émissions et les conditions d'utilisation rationnelle de l'énergie.

Les mesures envisagées pour placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement en cas de cessation définitive de toutes les activités.

ARTICLE 9.4.4. BILAN DES SUBSTANCES DANGEREUSES

Conformément aux articles 3 et 10 de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatifs à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, l'exploitant procède au recensement régulier des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, et quantité) et relevant d'une rubrique figurant en colonne de gauche du tableau de l'annexe I de l'arrêté susvisé.

Un recensement officiel est effectué tous les trois ans. La remise du prochain bilan doit intervenir pour le **31 décembre 2011** pour l'année concernée. Ces éléments sont à transmettre à l'inspection des installations classées suivant les modalités fixées par le ministère en charge de l'environnement. La fréquence peut être réduite notamment en cas de changement notable de la réglementation.

Tout changement notable apporté aux installations doit être signalé dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées avec transmission du bilan actualisé au préfet.

TITRE 10 - ÉCHÉANCES

Article	Nature	Échéance
Article 1.5.6.	Cessation d'activité	Notification 3 mois avant l'arrêt définitif
Article 2.1.2.	dossier environnement	dossier mis en place pour le 31 août 2012
Article 2.7.1	Incidents et Accidents (Déclaration)	Immédiate si les intérêts de l'article L511-1 de code de l'environnement sont concernés
Article 2.7.1	Incidents et Accidents (Rapport)	Transmission sous 15 jours après les faits
Article 4.2.5.2.	Isolément avec les milieux	déplacement de la vanne de barrage : 1er septembre 2011
Article 4.2.5.3.	Détection et alarme	détection et asservissement de la vanne de barrage : L'étude pour mai 2011 et réalisation des ouvrages pour le 1er septembre 2011
Article 5.1.4.1	Gestion des déchets (Registre)	Conservation du registre pendant 10 ans
Article 7.3.6.1	Foudre (Conception)	Mesures de prévention et dispositifs de protection installées au 1er janvier 2012
Article 7.3.6.2	Foudre (Vérification)	Vérification complète du dispositif de protection six mois après sa mise en place Vérification visuelle par un organisme compétent tous les ans Vérification complète par un organisme compétent tous les deux ans
Article 7.4.2.1.	Dossier sécurité	Dossiers à établir pour le 31 août 2012.
Article 7.6.5.	Réservoirs	Mise en place opérationnelle du système d'évaluation de la criticité des installations 6 mois après notification du présent arrêté, Évaluation, 12 mois après notification du présent arrêté, de la nécessité de prendre en compte le rayonnement thermique sur les réservoirs pour limiter les émissions de composés organiques volatils
Article 7.7.6.2.	Plan d'opération interne (POI)	Mise à jour tous les 5 ans ou à la suite d'une modification notable
Article 7.6.4.	rétenctions associées aux transformateurs contenant des PCB	Test d'étanchéité tous les 3 ans.
Article 9.4.1.	Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets	Au plus tard le 15 février de l'année suivante
Article 9.1.2.	Mesures comparatives	Fréquence sous la responsabilité de l'exploitant
Article 9.2.1.	Auto surveillance Air	Quantification des émissions par facteurs d'émission annuelle Actualisation des facteurs par mesures comparatives tous les cinq ans Remise des plans de gestions de solvants annuelle
Article 9.2.3.	Auto surveillance Eau	Voir modalités de l'article mise en place d'une surveillance de la température

Article	Nature	Échéance
Article 9.2.4.	Suivi de la qualité des eaux souterraines	Remise à jour de l'étude hydrogéologique 12 mois après la notification du présent arrêté et des modalités de surveillance
Article 9.2.4.2.	Surveillance des effets de l'activité exercée	A minima 2 analyses par an
Article 9.2.5.1.	Surveillance biologique	Dilution minimale sans effet sur les daphnies tous les trimestres Remise de l'étude sur la réalisation de la DMSE sur les algues et les bactéries au 1 ^{er} janvier 2013.
Article 9.2.5.2.	Surveillance sédimentaire	Transmission étude technique à l'inspection pour validation avant le 31 décembre 2012. La surveillance de l'impact du rejet sur le milieu naturel devra être effective pour le 31 décembre 2013.
Article 9.2.6.	Auto surveillance déchets	Tous les ans dans le cadre de la télédéclaration
Article 9.2.7.	Auto surveillance des niveaux sonores	Tous les trois ans
Article 9.3.2.	Auto surveillances (Rapports)	Avant la fin du mois suivant pour les rejets aqueux Dans le mois qui suit l'obtention des résultats pour les autres Conservation des rapports pendant 10 ans
Article 9.4.2.	bilan annuel tour aéroréfrigérante	transmission du bilan avant le 30 avril de l'année N+1 pour la surveillance de l'année N
Article 9.4.3.	Bilan de fonctionnement	Actualisation pour le 31 décembre 2016 puis tous les dix ans
Article 9.4.4.	Bilan des substances dangereuses	Actualisation pour le 31 décembre 2011 puis tous les 3 ans ou dans le cadre d'une modification notable
Titre 11 -	HPP Rouge	-
Titre 12 -	HPP Jaune	-
Article 13.2.2.	Quinacridones	Mise en place d'un traitement des COV sur l'évent du stockeur de méthanol (bâtiment 43) – 12 mois après notification
Article 14.1.3.	Chaufferie	Transmission des résultats de la surveillance des rejets dans le mois suivant leur réception
Titre 15 -	Station d'épuration	Étude technique permettant d'évaluer la nature des effluents à traiter sur la station et propositions d'améliorations pour que le traitement permette d'atteindre les BATEL du bref OFC (avec prise ne compte de la charge organique réfractaire des eaux résiduelles et des facteurs inhibant la station biologique) à remettre au 30 septembre 2012
Titre 16 -	RSDE	6 mois à compter de la notification du présent arrêté pour mettre en place le programme de surveillance Transmission mensuelle des résultats de mesure 12 mois à compter de la notification du présent arrêté Transmission du rapport de synthèse

TITRE 11 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES - FABRICATION DES PIGMENTS « HPP ROUGE »

CHAPITRE 11.1. CONDITIONS GÉNÉRALES

Ce titre constitue un cadre de prescriptions spécifiques relatif aux installations exploitées dans le cadre de la fabrication des pigments « HPP rouge ».

ARTICLE 11.1.1. INSTALLATIONS CONCERNÉES

La fabrication des pigments « HPP rouge » nécessite l'exploitation des installations suivantes :

Bâtiments et parcs	Dénomination
Bâtiments 20	Fabrication HPP Rouge : atelier de synthèse de chimie organique
Zone extérieure	Parc de stockage extérieur (matières premières et recyclées)
	Tour aéroréfrigérante

La capacité de production est de 60 tonnes par an.

CHAPITRE 11.2. PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

ARTICLE 11.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Pour la fabrication du pigment HPP rouge, l'exploitant dispose d'une installation de traitement des gaz dangereux pour l'environnement conçue, exploitée et entretenue de manière à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents et à réduire au minimum sa durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Cette installation est composée d'une double tour d'abattage constituée d'une première tour (138) de traitement au méthanol et d'une seconde tour (138.20) de traitement à l'eau.

La double tour d'abattage est exploitée conformément à l'article 11.4.3.4 du présent arrêté.

ARTICLE 11.2.2. CONSOMMATION DE SOLVANTS ET ÉMISSIONS ASSOCIÉES

Les solvants consommés pour la fabrication des pigments HHP rouge sont le méthanol et le t-amylalcool (TAA).

Les émissions totales et diffuses sont déterminées suivant la définition fournie dans le guide d'élaboration d'un plan de gestion de solvants de l'INERIS daté de 2003.

Si la consommation annuelle de solvant, sur l'unité, est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, réalisé selon les guides en vigueur et mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation de fabrication de pigments HPP rouge. Ce dernier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 11.2.3. VALEURS LIMITES DE REJETS

Article 11.2.3.1. Conditions générales de rejet

Un seul émissaire canalisé est identifié pour cet atelier. Il s'agit du conduit n°7 collectant les émissions issues de la tour de lavage (138.20).

Société TIESC	Titre 11 - Dispositions particulières - Fabrication des pigments « HPP ROUGE »	Page 57 sur 107
---------------	---	-----------------

Article 11.2.3.2. Valeurs limites des rejets canalisés

Les rejets issus des installations de lavage (technique non oxydante de récupération et de réduction des COV) doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés (GDFC/2006-5.2.3.1.2) :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ ou CO₂ de 3%.

Les concentrations et flux de COVNM sont exprimés en équivalent carbone.

La valeur limite d'émission de composés organiques volatils non méthaniques (COVNM) du rejet canalisé, exprimé en carbone total, est de 20 mg/Nm³ si le flux horaire est supérieur à 0,1 kg/h.

Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 3% de la quantité de solvant utilisée.

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas si les émissions totales annuelles de la fabrication de pigments HPP rouge ne dépassent pas 3% de la quantité annuelle totale de solvants utilisée pour cette activité.

Les émissions de poussières en sortie de l'unité de broyage, de mélange et d'ensachage (conduits n°22, 23, 33) est de 5 mg/Nm³. Cette valeur limite ne s'applique pas si le flux maximal d'émission est inférieur à 0,1 kg/h (GDFC/2006-5.2.3.6).

ARTICLE 11.2.4. SURVEILLANCE DES REJETS

Les dispositions de l'article 9.2.1 relatif à l'auto-surveillance des émissions atmosphériques s'appliquent.

CHAPITRE 11.3. PRÉVENTION DE LA POLLUTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 11.3.1. DISPOSITION GÉNÉRALE

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants pour la fabrication du pigment HPP rouge :

- les eaux mères de filtration ;
- les eaux de lavages du pigment ;
- les eaux de traitement de la colonne d'abattage des événements ;
- les eaux de nettoyages d'équipement ;
- les eaux de concentration des tours de refroidissement ;
- les eaux vannes.

Pour limiter au maximum les rejets de solvants dans la station d'épuration, l'exploitant a mis en place des techniques séparatives de solvants par distillations et extraction liquide-liquide en continu.

Les effluents issus du nettoyage d'équipement, des tours de refroidissement et des résidus de solvants des distillations et des extractions liquide-liquide seront traités dans la station d'épuration du site et rejetés conformément aux dispositions du Titre 15 du présent arrêté.

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

CHAPITRE 11.4. PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

ARTICLE 11.4.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations liées à la fabrication du pigment HPP rouge et pour en

Société TIESC	Titre 11 - Dispositions particulières - Fabrication des pigments « HPP ROUGE »	Page 58 sur 107
---------------	---	-----------------

limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

ARTICLE 11.4.2. CONCEPTION ET AMÉNAGEMENT DU BÂTIMENT 20

Le bâtiment 20 est construit en matériaux incombustibles résistant au feu. La couverture est incombustible. Le sol est imperméable et incombustible.

La partie synthèse est séparée de la partie distillation par un mur coupe-feu de degré 2 heures et des portes coupe-feu de degré 2 heures.

La partie synthèse du bâtiment 20 est reliée à une fosse de 2 m³ avec siphon coupe-feu avant de rejoindre le réseau des eaux procédés raccordé aux 2 bassins de confinement du site.

La partie distillation est reliée à une fosse de 2 m³ avec siphon coupe-feu avant de rejoindre le réseau des eaux procédés raccordé aux 2 bassins de confinement du site.

Les fûts de STA⁽¹⁾ et de CHX⁽²⁾ sont stockés dans des locaux ventilés présentant des caractéristiques de réaction et de résistance au feu conformes à la réglementation en vigueur (murs coupe-feu de degré 2 heures, plafond coupe-feu de degré 2 heures, portes coupe-feu de degré 2 heures).

Le local dans lequel sont stockés les fûts de CHX est équipé d'une rétention spécifique de capacité conforme aux articles 7.6.4 à 7.6.6 du présent arrêté. Chaque fût est mis à la terre. Le stockage dans ce local est limité à 2 palettes de fûts de CHX.

Le local du STA est étanche et équipé de 2 détecteurs de fumées avec report d'alarme en salle de contrôle. Une pancarte interdisant l'ouverture de la vanne permettant la mise en rétention du local doit être affichée. Une procédure particulière doit encadrer les ouvertures exceptionnelles de cette vanne (nettoyage du local...) et préciser les contrôles à effectuer pour s'assurer de la fermeture de la vanne. Les sens d'ouverture et de fermeture de la vanne sont indiqués.

La cuve S327 de TAA⁽³⁾ est disposée sur une rétention spécifique de capacité conforme à l'article 7.6.4 du présent arrêté. Cette cuve est séparée de la zone de stockage des fûts de TAA par un mur coupe-feu de degré 2 heures. La vanne de vidange du S327 est cadenassée fermée.

ARTICLE 11.4.3. PROCÉDÉ ET RÉACTEURS

Toutes les capacités et réacteurs sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles.

Toutes les capacités et réacteurs sont équipés de mesures de niveau munies d'alarme haute et/ou de sécurité coupant l'arrivée des produits (fermeture de vanne automatique, pompe de chargement) pour éviter tout risque de débordement.

Toute la synthèse sera conduite par le système de conduite centralisé au bâtiment 20. Ce système de conduite est totalement automatisé.

Article 11.4.3.1. Synthèse du HPP rouge

Les réacteurs R121 et R122 sont équipés d'un disque de rupture taré à 500 mbars vers un pot flash 122.30 qui déclenche la mise en repli de l'installation.

Les réacteurs R121 et R122 sont inertés à l'azote à pression relative entre 20 et 50 mbars.

Le jaugeur 380 et la cuve 327 sont inertés à l'azote.

1 : STA : Sodium t-amylate

2 : CHX : cyclohexane

3 : TAA : t-amylalcool

Société TIESC	Titre 11 - Dispositions particulières - Fabrication des pigments « HPP ROUGE »	Page 59 sur 107
---------------	---	-----------------

Le réacteur R123 est équipé d'une sonde de température de sécurité TSH 123.1 dont l'atteinte du niveau haut ouvre l'arrivée d'eau glycolée sur la double enveloppe du réacteur R123

Le réacteur R123 est équipé d'un niveau très haut de sécurité LSHH123.1 asservi à l'arrêt de l'alimentation de méthanol par la pompe P326-48.

Le circuit vapeur est équipé d'une soupape tarée à 5 bars.

Les jaugeurs sont disposés sur pesons et asservis à une vanne automatique d'alimentation et à un compteur programmable.

Le jaugeur 380 alimenté en TAA est équipé d'un niveau très haut de sécurité LSHH380.1 qui arrête la pompe de transfert 327-48.

Le jaugeur 380 est équipé d'un capteur de pression PIX380.1 qui déclenche au seuil haut 50 mbars une alarme visuelle et au seuil très haut 100 mbars l'arrêt de la pompe 327-47 et la fermeture de la vanne HXV380.1.

La cuve 327 de TAA est équipée d'un disque de rupture taré à 0.5 bar vers un pot flash 122.30 qui déclenche la mise en repli de l'installation.

La cuve 327 de TAA est équipée d'un niveau de sécurité haut LSH327.1 qui déclenche une alarme visuelle et d'un niveau de sécurité très haut LSHH327.2 qui déclenche une alarme sonore et arrête la pompe 327-47.

La cuve 327 est équipée d'un niveau haut fixé à 5 500 litres qui déclenche l'arrêt de l'alimentation en TAA.

Les fûts de TAA en attente et pendant le déchargement vers la cuve 327 sont disposés sur une rétention spécifique de capacité conforme à l'article 7.6.6 du présent arrêté.

La zone de transfert d'un fût de TAA vers la cuve 327 est aménagée de manière à garantir la même équipotentialité entre l'opérateur et le fût de TAA afin de supprimer tout risque lié au phénomène électrostatique.

Le chargement du STA dans le réacteur R122 est réalisé par un système dédié aspiration/poussée à l'azote.

De l'absorbant anhydre est disponible au niveau du réacteur R122.

Le réacteur R122 est Pressure Shock Resistant 9, c'est-à-dire qu'il est conçu de manière à ne pas se déformer sous une pression de 9 bars afin de ne pas atteindre la limite élastique du métal.

Article 11.4.3.2. Isolement du HPP rouge

La cuve 387 est inertée à l'azote à une pression relative entre 20 et 50 mbars.

La cuve 387 est équipée d'un niveau de sécurité très haut LSHH387.2 qui déclenche l'arrêt de l'alimentation de la cuve en fermant la vanne HXV522.4.

Le jaugeur 322 est équipé d'un niveau de sécurité très haut LSHH322.1 qui arrête la pompe S04.48.4.

Les équipements utilisés dans la phase de finition (filtres, broyeur/sélecteur, écluse rotative...) sont Pressure Shock Resistant 10, c'est-à-dire qu'ils sont conçus de manière à ne pas se déformer sous une pression de 10 bars afin de ne pas atteindre la limite élastique du métal. Les dispositifs d'amenée et d'extraction d'air sont protégés des surpressions par des vannes de sécurité PSR 10.

Article 11.4.3.3. Distillation

L'introduction de la soude à partir du jaugeur 322 vers la cuve 387 se fait par tube plongeant.

La cuve de neutralisation 387 est équipée :

Société TIESC	Titre 11 - Dispositions particulières - Fabrication des pigments « HPP ROUGE »	Page 60 sur 107
---------------	---	-----------------

- d'un capteur de pression PIX 387.1 avec un seuil haut à 50 mbar qui déclenche une alarme visuelle et un seuil très haut à 100 mbar qui déclenche une alarme sonore et arrête l'introduction de soude ;
- d'un disque de rupture taré à 0.5 bar vers un pot flash 122.30 ;
- d'un seuil de température haute donnée par la sonde de température TI387.1 qui arrête l'introduction de soude ;
- d'un niveau de sécurité très haut LSHH387.2 qui déclenche l'arrêt de l'alimentation de la cuve en fermant la vanne HXV322.2.

La colonne de distillation D103-20 est équipée :

- d'un capteur de détection de début surpression PI103 qui arrête la chauffe et l'alimentation en fermant YCV103.03 ;
- d'un disque de rupture pour les cas de surpression et passage automatique en arrêt d'urgence ;
- d'un niveau de sécurité haut LSH103 qui entraîne la fermeture de la vanne YCV103.03 sur la canalisation d'arrivée du R103, l'arrêt de la pompe d'alimentation 388.48 et la mise en repli de l'installation ;
- d'un capteur de température de sécurité TSH228, dans le collecteur d'évent, qui déclenche l'arrêt de la chauffe et la fermeture des vannes d'alimentation des produits ;
- d'une détection de niveau LSL103 entraînant le repli de l'installation et l'arrêt de la chauffe (YCV103 fermée et pompe fermée P103.48).

La colonne de distillation D104-20 est équipée :

- d'un capteur de détection de début surpression PI104 qui arrête la chauffe et l'alimentation en fermant la vanne YCV303.01 ;
- d'un disque de rupture pour les cas de surpression et passage automatique en arrêt d'urgence ;
- d'un seuil de température haute donnée par le capteur de température de sécurité TSH228, dans le collecteur d'évent, qui déclenche l'arrêt de la chauffe et la fermeture des vannes d'alimentation des produits ;
- d'une détection de niveau haut LIC104 qui entraîne l'arrêt de l'alimentation en fermant la vanne YCV303.01 et l'arrêt de la chauffe ;
- d'un capteur de niveau seuil bas LSL104 avec arrêt de la chauffe.

La colonne de distillation D106 est équipée :

- d'un niveau de sécurité haut LSH306 qui arrête l'alimentation du produit par fermeture de la vanne YCV306.02 et l'alimentation de la colonne 106 par fermeture de la vanne YCV106.02.

La colonne de distillation D107-20 est équipée :

- d'un capteur de détection de début surpression PI107 qui arrête l'alimentation par fermeture de la vanne YCV306.01 ;
- d'une détection de niveau haut LIC107 qui déclenche l'arrêt de l'alimentation (fermeture de la vanne YCV306.01) et l'arrêt de la chauffe ;
- d'un disque de rupture pour les cas de surpression et passage automatique en arrêt d'urgence ;
- d'un seuil de température haute donnée par le capteur de température de sécurité TSH228, dans le collecteur d'évent, qui déclenche l'arrêt de la chauffe et la fermeture des vannes d'alimentation des produits ;
- d'un niveau de sécurité haut LSH107 qui arrête l'alimentation (fermeture de la vanne YCV306.01) et arrête la chauffe ;

Société TIESC	Titre 11 - Dispositions particulières - Fabrication des pigments « HPP ROUGE »	Page 61 sur 107
---------------	---	-----------------

- d'un capteur de niveau seuil bas LSL107 qui arrête la chauffe et l'alimentation (fermeture de la vanne YCV306.01).

La canalisation circuit " évent " est équipée d'un disque de rupture de pression/dépression (0,5 bar/-0,1 bar).

Le fût de CHX est disposé sur une rétention spécifique dûment dimensionnée pendant le déchargement vers l'installation de distillation. Cette zone de transfert est aménagée de manière à garantir la même équipotentialité entre l'opérateur et le fût de CHX afin de supprimer tout risque lié au phénomène électrostatique.

Les colonnes de distillation D103-20, D104-20, D106 et D107-20 sont inertées à l'azote sous une pression de 70 mbars.

Le ballon R307 recevant au maximum 3 fûts de cyclohexane est équipé d'un niveau de sécurité LSH307 déclenchant une alarme visuelle et sonore.

Les ballons R307 et R107 sont inertés à l'azote.

L'introduction du cyclohexane à partir du ballon R307 vers le ballon R107 se fait par tube plongeant.

Article 11.4.3.4. Colonne d'abattage

La double tour d'abattage est constituée d'une première tour (138) de traitement au méthanol et une seconde tour (138.20) de traitement à l'eau.

La double tour d'abattage est dimensionnée pour absorber les vapeurs issues :

- des événements des condenseurs de l'ensemble de l'unité de distillation ;
- de l'évent du ballon de stockage du TAA 327 ;
- de l'évent du jaugeur de TAA 380 ;
- de l'évent de la cuve de perméats 387 ;
- des événements des réacteurs de synthèse 121,122, et 123 ;
- des rejets accidentels.

Les conduites d'aspiration des gaz doivent être inspectées et maintenues en bon état. Le rejet gazeux doit s'effectuer par une tour ou une cheminée. Tous les rejets liquides doivent être compatibles avec la bonne marche de la station d'épuration de l'usine.

La double colonne d'abattage doit disposer d'une réserve de solution de neutralisation (méthanol + eau) capable de neutraliser la plus grande capacité de produit de l'installation et être compatible avec les situations accidentelles les plus défavorables. Les solutions de lavage doivent être hors gel dans les conditions météorologiques extrêmes. Elles doivent être analysées régulièrement et maintenues à leur titre.

La double colonne d'abattage est protégée contre l'engorgement ou le bouchage. La température d'utilisation prend en compte la chaleur maximale de neutralisation, même dans des conditions climatiques extrêmes.

La double colonne d'abattage doit rester opérante et efficace à plein rendement à la première défaillance d'un des équipements. Le mode de veille de l'installation de lavage des gaz doit permettre un démarrage et une stabilisation à plein rendement suffisamment rapide pour garantir les objectifs du présent arrêté. L'installation de lavage de gaz doit être commandable depuis la salle de contrôle où son régime de fonctionnement doit être connu de façon sûre.

Une consigne doit préciser le mode d'exploitation, de surveillance et de contrôle de l'efficacité de la double colonne d'abattage y compris en marche dégradée (panne, interventions, maintenance, ...) ou en marche forcée à pleine capacité de neutralisation dans les situations dangereuses ou potentiellement dangereuses.

Société TIESC	Titre 11 - Dispositions particulières - Fabrication des pigments « HPP ROUGE »	Page 62 sur 107
---------------	---	-----------------

La double colonne d'abattage fonctionne en permanence à pleine capacité de neutralisation.

ARTICLE 11.4.4. DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES A L'ATELIER

Le bâtiment 20 et la zone extérieure de stockage vrac sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.

Le bâtiment 20 susceptible d'être l'objet d'une explosion est suffisamment éloigné des autres bâtiments et unités de l'installation, ou protégés en conséquence.

La salle de contrôle et les locaux dans lesquels sont présents des personnels de façon prolongée, sont implantés et protégés vis-à-vis des risques toxiques, d'incendie et d'explosion lorsqu'ils existent.

A l'intérieur du bâtiment 20, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Le bâtiment 20 dispose de suffisamment d'issues de secours conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 11.4.5. DÉSENFUMAGE

Les dispositifs de désenfumage sont situés en partie haute et sont à déclenchement manuelles. Leurs commandes sont judicieusement réparties et sont commodément accessibles (disposées dans le milieu de la façade Sud-Ouest). Le bâtiment 20 est séparé en 4 zones de désenfumage. L'identification des 4 zones est facilitée par la mise en place d'un affichage par plan et par couleur au dessus des commandes.

ARTICLE 11.4.6. DÉTECTION

L'exploitant établit, en tenant compte de l'étude des dangers liée à la fabrication du pigment HPP rouge, la liste des détecteurs permettant d'informer rapidement le personnel de tout incident.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Les détecteurs fixes déclenchent, en cas de dépassement des seuils prédéterminés :

- des dispositifs d'alarme sonore et visuelle destinés au personnel assurant la surveillance de l'installation ;
- une mise en sécurité de l'installation selon des dispositions spécifiées par l'exploitant.

Tout incident ayant entraîné le dépassement de l'un des seuils donne lieu à un compte-rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

En plus des détecteurs fixes, le personnel dispose de détecteurs portatifs maintenus en parfait état de fonctionnement et accessibles en toute circonstance.

TITRE 12 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES - FABRICATION DES PIGMENTS HPP JAUNE

CHAPITRE 12.1. CONDITIONS GÉNÉRALES

Ce titre constitue un cadre de prescriptions spécifiques relatif aux installations exploitées dans le cadre de la fabrication des pigments « HPP jaune ».

ARTICLE 12.1.1. INSTALLATIONS CONCERNÉES

La fabrication de pigment HPP Jaune nécessite l'utilisation des installations suivantes :

Bâtiments et parcs	dénominations
Bâtiment 43	
Parc de stockage attenant au bâtiment 43	

La capacité de production est de 55 tonnes par an.

ARTICLE 12.1.2. DURÉE DE LA CAMPAGNE

La production des pigments HPP Jaune se fait par bâchée avec introduction semi manuelle des différents ingrédients.

CHAPITRE 12.2. PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

ARTICLE 12.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Toutes les respirations des appareils sont collectées et reliées à l'atmosphère.

ARTICLE 12.2.2. VALEURS LIMITES DE REJETS

Article 12.2.2.1. Conditions générales de rejet

Les émissions atmosphérique de cette production sont identifiées dans le tableau suivant : (Définition du nombre d'émissaire d'après le plan n°43-5041)

n° émissaire	Conduit n°86	Conduit n°93	Conduit n°91	Conduit n°96
appareil relié	filtre presse 559-58	filtre presse 557-58	filtre dépoussiéreur	filtre presse 556-58
nature du rejet	poussières	poussières	poussières	poussières

Article 12.2.2.2. Valeurs limites des rejets canalisés

Les émissions de poussières en sortie de l'unité de broyage, de mélange et d'ensachage est de 5 mg/Nm³. Cette valeur limite ne s'applique pas si le flux maximal d'émission est inférieur à 0,1 kg/h (GDFC/2006-5.2.3.5).

ARTICLE 12.2.3. SURVEILLANCE DES REJETS

Les dispositions de l'article 9.2.1 relatif à l'auto-surveillance des émissions atmosphériques s'appliquent.

CHAPITRE 12.3. PRÉVENTION DE LA POLLUTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 12.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants issus de la fabrication du pigment HPP Jaune :

Société TIESC	Titre 12 - Dispositions particulières - Fabrication des pigments HPP Jaune	Page 64 sur 107
---------------	---	-----------------

- les jus mères de filtration,
- les eaux de la pompe à vide du séchage,
- les eaux de lavage de sol de l'atelier,
- les eaux vannes.

ARTICLE 12.3.2. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES ET DES EAUX DE REFROIDISSEMENT APRÈS ÉPURATION

Les valeurs limites de rejet, mesurées sur effluent brut non décanté et avant toute dilution, ne doivent pas dépasser les valeurs fixées au Titre 15.

La fabrication du HPP Jaune ne modifie pas la consommation d'eaux de refroidissement du bâtiment 43.

CHAPITRE 12.4. PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Les dispositions techniques relatives au bâtiment 43 et au parc de stockage visé par l'arrêté du 14 octobre 2002 restent applicables.

TITRE 13 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES - UNITÉ QUINACRIDONES

CHAPITRE 13.1. CONDITIONS GÉNÉRALES

Ce titre constitue un cadre de prescriptions spécifiques relatif aux installations exploitées dans le cadre de la fabrication des quinacridones et Anthraquinones.

ARTICLE 13.1.1. INSTALLATIONS CONCERNÉES

Les fabrications de l'unité Quinacridones nécessite l'utilisation des installations suivantes :

Bâtiments et parcs	dénominations
Bâtiment 43	Fabrication des quinacridones et anthraquinones
Parc de stockage	stockage de produits dangereux pour l'environnement

ARTICLE 13.1.2. CAPACITÉ DE PRODUCTION

La capacité de production de cette unité est de 80 t/an.

CHAPITRE 13.2. PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

ARTICLE 13.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Toutes les respirations des appareils sont collectées et reliées à un dispositif de traitement (avant évacuation à l'atmosphère.

ARTICLE 13.2.2. CONSOMMATION DE SOLVANTS ET DE SUBSTANCES ÉMETTANT DES COMPOSÉS ORGANIQUES VOLATILS ET ÉMISSIONS ASSOCIÉES

Les substances chimiques susceptibles d'émettre des composés organiques volatils consommées pour la fabrication des quinacridones et anthraquinones sont le méthanol, l'aniline (R40) , le para-toluidine (R40)et l'iso-butanol.

Les émissions totales et diffuses sont déterminées suivant la définition fournie dans le guide d'élaboration d'un plan de gestion de solvants de l'INERIS daté de 2003. Le plan de gestion de solvants ne se limite pas à l'intermédiaire mais doit englober la partie finale nécessaire à la fabrication des quinacridones.

Si la consommation annuelle de solvant, sur l'unité, est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants associé à l'unité et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation. Ce dernier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant mettra en place un dispositif de traitement des émissions de COV au niveau de l'évent du stockeur de méthanol du bâtiment 43. Délai 12 mois à compter de la notification de l'arrêté.

ARTICLE 13.2.3. VALEURS LIMITES DE REJETS

Article 13.2.3.1. Conditions générales de rejet

Les émissions atmosphérique de cette production sont identifiées dans le tableau suivant : (source: plan n°43-5041)

n° émissaire	20	25	56	59	62	63
appareil relié	extraction broyeur 568	extraction spin flash	trémie 864	trémie 861	filtre presse 565	évent colonne abattage 173
nature du rejet	poussière + COV	NOx poussières	poussières	poussières	cov	méthanol aniline (COV annexe III de l'arrêté ministériel du 2/02/98) paratoluidine isobutanol

Article 13.2.3.2. Valeurs limites des rejets canalisés

Les rejets issus des installations de lavage (technique non oxydante de récupération et de réduction des COV) doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés (OFC/2006-5.2.3.1.2)

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ ou CO₂ de 3%.

Les concentrations et flux de COVNM sont exprimés en équivalent carbone.

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n°20	Conduit n°25	Conduit n°56	Conduit n°59	Conduit n°62	Conduit n°63
Concentration en O ₂ ou CO ₂ de référence	3,00 %					
COV NM (mg/Nm ³)	20	20	/	/	20	20
COV visé l'annexe III de l'arrêté du 02/02/98 Aniline (mg/Nm ³)	20	20	/	/	20	20
Poussières (mg/Nm ³)	5	5	5	5	5	5

La valeur limite d'émission de composés organiques volatils non méthaniques (COVNM) dans les rejets canalisés, exprimé en carbone total, est de 20 mg/Nm³ si le flux horaire est supérieur à 0,1 kg/h. Cette valeur limite d'émission s'applique à chaque rejet canalisé susceptible d'émettre des COVNM.

La valeur limite d'émission de composés organiques volatils visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2/02/98 (tels que aniline) dans les rejets canalisés, exprimé en carbone total, est de 20 mg/Nm³ si le flux horaire est supérieur à 0,1 kg/h. Cette valeur limite d'émission s'applique à chaque rejet canalisé susceptible d'émettre des COVNM.

Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 3 % de la quantité de solvant utilisée.

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas si les émissions totales annuelles de la fabrication de pigments HPP rouge ne dépassent pas 3 % de la quantité annuelle totale de solvants utilisée pour cette activité.

Les émissions de poussières en sortie de l'unité de broyage, de mélange et d'ensachage est de 5 mg/Nm³. Cette valeur limite ne s'applique pas si le flux maximal d'émission est inférieur à 0,1 kg/h (OFC/2006-5.2.3.6)

ARTICLE 13.2.4. SURVEILLANCE DES REJETS

Les dispositions de l'article 9.2.1 relatif à l'auto-surveillance des émissions atmosphériques s'appliquent. Un bilan matière spécifique pour l'aniline est réalisé.

CHAPITRE 13.3. PRÉVENTION DE LA POLLUTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 13.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants pour la fabrication du HPP Jaune :

- les jus mères de filtration,
- le méthanol de lavage du gâteau,
- le méthanol issu du séchage,
- les eaux de la pompe à vide du séchage,
- les eaux de traitements de la colonne d'abattage des événements
- les eaux de lavage de sol de l'atelier,
- les eaux vannes.

Seuls les effluents issus de la pompe à vide de séchage, les eaux de traitements de la colonne d'abattage d'événement et les eaux de lavage de sol de l'atelier seront traités dans la station d'épuration du site.

Une partie des jus mères de filtration, du méthanol de lavage et du méthanol issu du séchage est stockée pour être distillée et recyclée dans le procédé. L'autre partie est récupérée comme déchet pour un traitement en centre spécialisé.

ARTICLE 13.3.2. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES ET DES EAUX DE REFROIDISSEMENT APRÈS ÉPURATION

Les valeurs limites de rejet, mesurées sur effluent brut non décanté et avant toute dilution, ne doivent pas dépasser les valeurs fixées au titre 15.

L'impact des matières toxiques ou dangereuses pour l'environnement aquatique rejetées dans le milieu naturel doit être évalué et mis à jour régulièrement en tenant compte de l'évolution des connaissances.

Ces éléments doivent figurer dans le dossier sécurité de l'unité Quinacridones

CHAPITRE 13.4. PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Les dispositions techniques relatives au bâtiment 43 et au parc de stockage visé par l'arrêté du 14 octobre 2002 restent applicables.

TITRE 14 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES - CHAUFFERIE ET UTILITÉS

Ce titre constitue un cadre de prescriptions spécifiques relatif aux installations fournissant les utilités à la plate-forme (vapeur, eau, azote...). Des moyens de comptage doivent être installés afin d'assurer un calcul fiable des quantités "d'utilités" consommées.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer en permanence la fourniture et la disponibilités des utilités qui concourent à la mise en sécurité des installations et à leur arrêt d'urgence. Les organes principaux doivent prendre automatiquement une position de sécurité en cas de perte d'énergie motrice.

CHAPITRE 14.1. CHAPITRE 1 - CHAUFFERIE

ARTICLE 14.1.1. INSTALLATIONS CONCERNÉES

La chaufferie est implantée en face du bâtiment 20.

Elle comprend deux appareils de combustion ayant les caractéristiques suivantes :

- chaudière n°1 de type tubes à fumées » équipée de brûleurs gaz naturel d'une puissance totale de 15,1 MW et produisant 18 t/h de vapeur,
- chaudière n°2 de type tubes à fumées » équipée de brûleurs mixtes fioul TBTS / gaz naturel d'une puissance totale de 15,1 MW et produisant 18 t/h de vapeur,

Ces équipements forment une installation de combustion d'une puissance totale de 30,2 MW.

L'utilisation du fioul comme combustible est interdite.

Les installations, objet du présent chapitre, sont situées, installées et exploitées conformément aux documents du dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé le 15 février 1991 et complété le 3 octobre 1991, conjointement par les sociétés Compagnie Générale de chauffe et ICI Francolor. (Arrêté préfectoral du 22 juin 1992)

Les installations doivent être conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juillet 2003 relatif aux chaudières présentes dans des installations existantes de combustion d'une puissance supérieure à 20 MWth.

La société TIESC est soumise au plan national d'allocation de quotas de gaz à effet de serre pour cette installation de combustion. Dans ce cadre, une surveillance des émissions de gaz à effet de serre doit être mise en place conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 2008 relatif à la vérification et à la quantification des émissions déclarées dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour la période 2008-2012.

Le plan de surveillance, demandé par l'article 5 de l'arrêté susvisé, est établi en conformité avec les méthodes de référence de calcul des émissions utilisées pour ce type d'installation. Il doit être mis à jour à chaque modification notable apportée sur les modalités de surveillance des émissions de gaz à effet de serre.

Le plan de surveillance doit être accepté par monsieur le préfet de la Seine-Maritime pour être valable.

ARTICLE 14.1.2. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION

Article 14.1.2.1. Conditions générales de rejet

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit n°5 (chaudière n° 1)	30	0,9	14890	6,5
Conduit n°6 (chaudière n° 3)	30	0,9	14890	6,5

Les deux conduits sont implantés dans la même cheminée.

Les conduits sont équipés de prises d'échantillons facilement accessibles et conformes à la norme NF X 44052 pour les analyses détaillées à l'article 14.1.3.

Des orifices obturables sont prévus dans les parties verticales des conduits pour d'éventuelles analyses spécifiques.

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc. ...) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Article 14.1.2.2. Valeurs limites

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

Les concentrations et flux de COVNM sont exprimés en équivalent carbone.

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n°5	Conduit n°6
Concentration en O ₂ ou CO ₂ de référence	3 %	3 %
SO ₂	35 mg/Nm ³	35 mg/Nm ³
NO _x	225 mg/Nm ³	225 mg/Nm ³
CO	100 mg/Nm ³	100 mg/Nm ³
COVNM	110 mg/Nm ³	110 mg/Nm ³
Poussières	5 mg/Nm ³	5 mg/Nm ³
HAP ⁽⁴⁾	0,1 mg/Nm ³	0,1 mg/Nm ³

ARTICLE 14.1.3. SURVEILLANCE DES REJETS

Un programme de surveillance des rejets atmosphériques de la chaufferie est mis en place par l'exploitant. Les concentrations et quantités de polluants rejetées à l'atmosphère sont mesurées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions suivantes :

PARAMETRES	FREQUENCE
NO _x	Mesure trimestrielle
CO	Mesure annuelle
Poussières	Mesure triennale
O ₂	Mesure trimestrielle

Les résultats des mesures sont transmis à l'Inspection des Installations Classées selon les modalités définies à l'article 9.3.2, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Les mesures périodiques des émissions de polluants s'effectuent aux allures représentatives de fonctionnement stabilisé de l'installation. La durée des mesures sera d'au moins une demi-heure,

4 : La norme NF X 43-329 précise que les composés représentant la famille des HAP sont : benzo(a)anthracène, benzo(k)fluoranthène, benzo(b)fluoranthène, benzo(a)pyrène, dibenzo(a, h)anthracène, benzo(g, h, i)pérylène, indéno(1, 2, 3-c, d)pyrène, fluoranthène. Au sens du présent arrêté, les HAP représentent l'ensemble des composés visés dans la norme NF X 43-329.

et chaque mesure sera répétée au moins trois fois. Toutefois, il pourra être dérogé à cette règle dans des conditions bien particulières ne permettant pas de respecter les durées de prélèvement (gaz très chargés ou très humides...) ou de réaliser trois prélèvements (gaz très peu chargés correspondant à des concentrations inférieures à 20 % de la valeur limite ou installations nécessitant des durées de prélèvements supérieures à deux heures...). Dans ce cas, tout justificatif sera fourni dans le rapport d'essai.

ARTICLE 14.1.4. PRÉVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

Les eaux de purges des deux chaudières doivent être traitées par la station d'épuration de l'établissement avant d'être rejetées en Seine.

ARTICLE 14.1.5. PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES

L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement lui sont applicables.

ARTICLE 14.1.6. PRÉVENTION DES RISQUES

Article 14.1.6.1. Gestion de la prévention des risques

L'exploitant prend toutes dispositions pour prévenir les incidents et les accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées pour obtenir et maintenir cette prévention des risques. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Article 14.1.6.2. Contrôle de l'accès

L'accès aux deux chaudières doit être interdit au personnel non autorisé.

Article 14.1.6.3. Règles d'implantation

Les deux chaudières sont implantées de manière à prévenir tout risque d'incendie et d'explosion et à ne pas compromettre la sécurité du voisinage, intérieur et extérieur à l'installation. Elles sont suffisamment éloignées de tout stockage et de toute activité mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables. L'implantation des appareils doit satisfaire aux distances d'éloignement suivantes (les distances sont mesurées en projection horizontale par rapport aux parois extérieures du local qui les abrite ou, à défaut, les appareils eux mêmes) :

- 10 mètres des limites de propriété et des établissements recevant du public de 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} catégories, des immeubles de grande hauteur, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des voies à grande circulation,
- 10 mètres des installations mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables y compris les stockages aériens de combustibles liquides ou gazeux destinés à l'alimentation des appareils de combustion présents dans l'installation.

Article 14.1.6.4. Alimentation en gaz

Les réseaux d'alimentation en gaz naturel doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite, notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur de l'enclos pour permettre d'interrompre l'alimentation en gaz des appareils

de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances,
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison du gaz naturel.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

La coupure de l'alimentation en gaz sera assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée par un capteur. Ces vannes sont asservies chacune à deux capteurs de détection de gaz et un pressostat. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Le parcours des canalisations à l'intérieur de l'enclos où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible. Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur de l'enclos.

Article 14.1.6.5. Contrôle de la combustion

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

Les appareils de combustion sous chaudières comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

Article 14.1.6.6. Détection gaz - détection incendie

Un dispositif de détection de gaz déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mis en place. Ce dispositif doit couper l'arrivée du gaz et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.

Un dispositif de détection d'incendie doit équiper le local électrique adjacent aux installations de combustion avec retransmission, suivant les usages de l'établissement, au centre de secours.

L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. Des étalonnages sont régulièrement effectués.

Toute détection de gaz au-delà de 40 % de la limite inférieure d'explosivité (LIE) conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues aux articles 7.3.5 et 7.3.6 du présent arrêté. Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

Article 14.1.6.7. Conduite des installations

Les installations sont exploitées sans surveillance humaine permanente conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 1er février 1993 (J.O. du 3 mars 1993) relatif à l'exploitation

sans présence humaine permanente ainsi que les textes qui viendraient s'y substituer ou le modifier.

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci doit être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation au besoin après intervention sur le site.

Article 14.1.6.8. Entretien et travaux

L'exploitant doit veiller au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz devra faire l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui sera réalisée sous la pression normale de service.

Toute intervention par point chaud sur une tuyauterie de gaz susceptible de s'accompagner d'un dégagement de gaz ne peut être engagée qu'après une purge complète de la tuyauterie concernée. A l'issue de tels travaux, une vérification de l'étanchéité de la tuyauterie doit garantir une parfaite intégrité de celle-ci. Cette vérification se fera sur la base de documents prédéfinis et de procédures écrites. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Les soudeurs devront avoir une attestation d'aptitude professionnelle spécifique au mode d'assemblage à réaliser. Cette attestation devra être délivrée par un organisme extérieur à l'entreprise et compétent aux dispositions de l'arrêté du 16 juillet 1980.

Article 14.1.6.9. Registre

L'exploitant tient à jour un livret de chaufferie dont le contenu est précisé à l'article 46 de l'arrêté du 30 juillet 2003 relatif aux chaudières présentes dans une installation nouvelle ou modifiée d'une puissance supérieure à 20 MWth.

Article 14.1.6.10. Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ceux-ci sont au minimum constitués de deux extincteurs portatifs répartis à l'intérieur de l'enceinte clôturant l'installation, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Ils sont accompagnés d'une mention "Ne pas utiliser sur flamme gaz".

TITRE 15 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES - STATION D'ÉPURATION

CHAPITRE 15.1. CHAPITRE 1 - CONDITIONS GÉNÉRALES

Ce titre constitue un cadre de prescriptions spécifiques relatif aux installations exploitées dans le cadre de la station d'épuration collective.

Cette station d'épuration est constituée d'une station de traitement biologique.

Cette station de traitement est dimensionnée pour traiter 10 tonnes de DCO par jour.

Préalablement à tout nouveau raccordement à l'entrée de la station de traitement biologique, l'exploitant s'assure de la nature du nouvel effluent entrant et de sa compatibilité avec les caractéristiques techniques de la station pour garantir l'absence d'impact sur le milieu naturel.

ARTICLE 15.1.1. INSTALLATIONS CONCERNÉES

La station d'épuration permet un traitement biologique des effluents (DOFC/2006-5.2.4.7) et est équipée des installations suivantes :

- Bassin de préneutralisation de 100 m³ (par de la chaux ou de l'acide chlorhydrique) des effluents entrant,
- Bassin d'homogénéisation 1 000 m³,
- Bassin primaire
- Unité de traitement des boues (coagulation, traitement à la chaux, filtration),
- Aérateur 7 000 m³,
- Clarificateur 3 600 m³,
- Bassin de sécurité de 700 m³ situé en tête de la station
- Laboratoire.

ARTICLE 15.1.2. DOSSIER STATION D'ÉPURATION

L'exploitant tient à jour un dossier comportant les documents suivants:

- dossier de demande d'autorisation, les études d'impact et de dangers successives;
- les plans tenus à jour;
- les consignes relatives à la gestion de la station d'épuration;
- les résultats des mesures de contrôle, les rapports de visite réglementaires et les justificatifs d'élimination des déchets.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 15.1.3. ENTRETIEN

L'ensemble est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de la station sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peintures, ...)

Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantation, engazonnement, etc.)

CHAPITRE 15.2. PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

ARTICLE 15.2.1. LUTTE CONTRE LES ODEURS

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents. Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins de stockage, de traitement...) difficiles à confiner, elles doivent être implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement...).

Les dispositions nécessaires doivent être prises en toute circonstance, à l'exception des procédés de traitement anaérobie, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement ou dans les canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues, susceptibles d'émettre des odeurs doivent être couverts autant que possible et si besoin ventilés.

CHAPITRE 15.3. PRÉVENTION DE LA POLLUTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 15.3.1. PRÉTRAITEMENT DE CERTAINES SUBSTANCES

Les substances ne pouvant être traitées par la station biologique doivent faire l'objet d'une réduction à la source ou d'un prétraitement afin de pouvoir respecter les valeurs limites en sortie de station fixées à l'article 15.3.2.

ARTICLE 15.3.2. VALEURS LIMITES EN SORTIE DE STATION (OFC/2006-5.2.4.7.2)

L'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites journalières en concentration et flux ci-dessous définies.

	Rejet sortie Station d'épuration			
Débit maximum	4 500 m³/j			
A compter de fin 2015	3 000 m³/j			
Débit instantané	500 m³/h			
pH compris entre 5,5 et 9,5				
Température : < 30 ° C				
Couleur < 100 mg pt/l				
Paramètres	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal (kg/jour)	Rendement Station	moyenne annuelle
MEST	80	240		
À compter de fin 2015	A fixer suivant résultat études			20 mg/l (OFC/2006-5.2.4.7.2)
DCO (effluent non décanté)	300	900	> 85%	
À compter de fin 2015	A fixer suivant résultat études		> 93%	250 mg/l (OFC/2006-5.2.4.7.2)
DBO5	30	90	> 90%	
À compter de fin 2015	A fixer suivant résultat études		> 97%	18 mg/l (OFC/2006-5.2.4.7.2)
NTK	20	60	/	
NGL	À déterminer avant 2015			
À compter de fin 2015	À fixer suivant résultat études			
Azote inorganique				20 mg/l (OFC/2006-5.2.4.7.2)
P	1,5	5	/	1 mg/l (OFC/2006-5.2.4.7.2)
Fer et composés	5	5	/	
Nickel et composés	0,5	1		
À compter de fin 2015	A fixer suivant résultat études			0,05 mg/l (OFC/2006-5.2.4.7.2)
Composés organiques halogénés (AOX)	1,5	2	/	0,5 mg/l (OFC/2006-5.2.4.7.2)
Hydrocarbures totaux	2	6	/	

ARTICLE 15.3.3. ÉVALUATION DES NIVEAUX DE POLLUTION DES EFFLUENTS ENTRANT EN STATION DE TRAITEMENT

L'exploitant réalise et transmet à l'inspection des installations classées pour le **30 septembre 2012**, une étude ayant pour objectif d'évaluer la capacité de la station de traitement interne à atteindre les valeurs limite en moyenne annuelle glissante fixées par le BREF/OFC/2006-5.2.4.7.2 et de proposer des dispositifs techniques à mettre en œuvre pour permettre d'atteindre les niveaux d'émission fixés dans le présent arrêté à horizon 2015.

- Cette étude doit évaluer les dispositifs de traitement des effluents hors eaux pluviales, afin de ne plus diluer les effluents industriels et de mettre en œuvre un réseau séparatif.
- Cette étude caractérise précisément la nature de chaque effluent issu de chaque type de bûchée pour chaque unité de production ou atelier. A cet effet, les paramètres minimum à prendre en considération sont repris dans le tableau suivant à moins qu'ils ne soient pas pertinents au regard des activités du site (OFC/2006-5.2.1.1.3) :

Paramètre	
Volume par lot	Normal
Lots par an	
Volume par jour	
Volume par an	
DCO ou COT	
DBO ₅	
pH	
Capacité d'élimination biologique	
Inhibition biologique, y compris de la nitrification	
AOX	Possible
CHC	
Solvants	
Métaux lourds	
N total	
P total	
Chlorure	
Bromure	
SO ₄ ²⁻	
Toxicité résiduelle	

- Une évaluation de la charge réfractaire et des facteurs inhibant le fonctionnement de la station d'épuration sera réalisée dans cette étude
- Cette étude propose des solutions de prétraitement pour chaque type d'effluent en fonction de la charge réfractaire ou de la capacité globale de traitement de la station biologique.
- Si nécessaire, des solutions de traitement dites aval, à la station biologique sont proposées.

Ces propositions, techniquement et économiquement acceptables, sont accompagnées d'un calendrier de réalisation ne pouvant excéder fin 2015.

CHAPITRE 15.4. PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

ARTICLE 15.4.1. DISPOSITIONS TECHNIQUES

En cas de dysfonctionnement, la station d'épuration doit pouvoir être isolée pour limiter tout risque de déversement d'eau polluée au milieu naturel.

Société TIESC	<i>Titre 16 - Recherche de substances dangereuses dans le milieu aquatique</i>	Page 76 sur 107
---------------	--	-----------------

TITRE 16 - RECHERCHE DE SUBSTANCES DANGEREUSES DANS LE MILIEU AQUATIQUE

CHAPITRE 16.1. OBJET

Le présent titre vise à fixer les modalités de surveillance provisoire des rejets de substances dangereuses dans l'eau afin d'améliorer la connaissance qualitative et quantitative des rejets de ces substances.

CHAPITRE 16.2. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES AUX OPÉRATIONS DE PRÉLÈVEMENTS ET D'ANALYSES

Les prélèvements et analyses réalisés en application du présent arrêté doivent respecter les dispositions de l'annexe 5 du présent arrêté.

Pour l'analyse des substances, l'exploitant doit faire appel à un laboratoire d'analyse accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice « Eaux Résiduelles », pour chaque substance à analyser.

L'exploitant doit être en possession de l'ensemble des pièces suivantes fournies par le laboratoire qu'il aura choisi, avant le début des opérations de prélèvement et de mesures afin de s'assurer que ce prestataire remplit bien les dispositions de l'annexe 5 du présent arrêté :

1. Justificatifs d'accréditations sur les opérations de prélèvements et d'analyse de substances dans la matrice « eaux résiduelles » comprenant a minima :
 - a. Numéro d'accréditation,
 - b. Extrait de l'annexe technique sur les substances concernées,
2. Liste de références en matière d'opérations de prélèvements de substances dangereuses dans les rejets industriels ;
3. Tableau des performances et d'assurance qualité précisant les limites de quantification pour l'analyse des substances (annexe 2) qui doivent être inférieures ou égales à celles de l'annexe 1 du présent arrêté préfectoral doit être complété et remis à l'inspection des installations classées ;
4. Attestation du prestataire (annexe 3 à compléter) s'engageant à respecter les prescriptions figurant à l'annexe 5 du présent arrêté.

L'exploitant transmet au plus tard un mois avant la réalisation de la première mesure de la surveillance initiale un courrier à l'inspection des installations classées l'informant de l'organisme qu'il aura choisi pour procéder aux prélèvements et aux analyses du programme de surveillance initiale.

Dans le cas où l'exploitant souhaite réaliser lui-même le prélèvement des échantillons, celui-ci doit fournir à l'inspection avant le début des opérations de prélèvement et de mesures prévues à le chapitre Erreur : source de la référence non trouvée du présent arrêté, les procédures qu'il aura établies démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit. Ces procédures doivent intégrer les points détaillés aux paragraphes 3.2 à 3.6 du document figurant en annexe 5 du présent arrêté préfectoral et préciser les modalités de traçabilité de ces opérations.

Les mesures de surveillance des rejets aqueux imposées par le présent arrêté préfectoral sur des substances mentionnées à l'annexe 1 peuvent se substituer à certaines mesures mentionnées dans le présent arrêté (annexe 1), sous réserve que :

- la fréquence des mesures imposée au chapitre 16.3 soit respectée,

Société TIESC	Titre 16 - Recherche de substances dangereuses dans le milieu aquatique	Page 77 sur 107
---------------	---	-----------------

- les modalités de prélèvement et d'analyses pour les mesures de surveillance réalisées en application du chapitre 9 répondent aux exigences de l'annexe 5 du présent arrêté préfectoral, notamment sur les limites de quantification.

CHAPITRE 16.3. MISE EN ŒUVRE DE LA SURVEILLANCE INITIALE

L'exploitant met en œuvre sous **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté, le programme de surveillance aux points de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

- Les substances à rechercher au cours des 6 mesures sont indiquées dans l'annexe 1 du présent arrêté : l'exploitant recherche toutes les substances de l'annexe 1 lors de la première campagne de mesure. Les cinq autres campagnes ne seront à effectuer que sur les paramètres effectivement détectés.
- La périodicité à respecter est de 1 mesure par mois pendant 6 mois.
- Les prélèvements devront être effectués sur une durée de 24h représentatives du fonctionnement de l'installation.

L'exploitant a la possibilité d'adopter un rythme de mesures autre à condition que sa demande soit transmise à l'inspection des installations classées par courrier et dûment argumentées par des considérations liées au fonctionnement de l'installation (rejet non continu mais par bâchée).

CHAPITRE 16.4. RAPPORT DE SYNTHÈSE DE LA SURVEILLANCE INITIALE

L'exploitant doit fournir dans un délai maximal de **12 mois** à compter de la notification du présent arrêté préfectoral un rapport de synthèse de la surveillance initiale devant comprendre :

- Un tableau récapitulatif des mesures sous une forme synthétique selon le modèle de l'annexe 4. Ce tableau comprend, pour chaque substance, sa concentration et son flux journalier (flux journalier = concentration mesurée x débit journalier mesuré), pour chacune des mesures réalisées.
 - le tableau comprend également pour les 6 échantillons,
 - les concentrations minimale, maximale et moyenne mesurées avec la concentration moyenne égale à la moyenne arithmétique pondérée par les débits des mesures effectuées. La prise en compte des incertitudes sur l'ensemble des mesures devra apparaître dans le tableau,
De plus, si une concentration, mesurée au cours d'une des 6 analyses, est inférieure à la limite de quantification de travail du laboratoire, la valeur à prendre en compte dans le calcul de la moyenne devra être égale à la moitié de la limite de quantification indiquée par le laboratoire. Cette limite de quantification (LQ laboratoire) ne pouvant pas par ailleurs être supérieure à la limite de quantification indiquée à l'annexe 1 du présent arrêté,
 - les débits minimal, maximal et moyen mesurés avec l'étendue de l'incertitude sur l'ensemble des mesures,
 - les flux journalier minimal, maximal et moyen avec la valeur de l'incertitude, calculés à partir des 6 campagnes de mesures. Le flux journalier moyen étant égal à la moyenne arithmétique des flux journaliers calculés pour chaque mesure,
 - les limites de quantification pour chaque mesure,
- L'ensemble des rapports d'analyses réalisées en application du présent arrêté (avec la mention des incertitudes) ;
- L'état récapitulatif de la conformité des données issu de l'analyse faite par l'INÉRIS. Cet état doit être téléchargé à partir de l'espace personnalisé qui a été attribué à chaque exploitant sur le site RSDE de l'INÉRIS. Doivent en particulier apparaître dans ce rapport les dates de

transmission des données et la qualification attribuée par l'INÉRIS sur la conformité de ces données au regard des prescriptions techniques mentionnées à l'annexe 5;

- Des éléments permettant de justifier de la représentativité des mesures par rapport aux conditions de fonctionnement habituelles de l'installation (production, pas de maintenance exceptionnelle, débit du rejet comparé au débit de l'autosurveillance, etc....)
- Les coordonnées géographiques en Lambert II étendu du ou des différents points de rejets de l'établissement ou à défaut un plan de localisation précis du ou des points de rejets ;
- L'ensemble des éléments permettant d'attester de la traçabilité de ces opérations de prélèvement et de mesure de débit et permettant de vérifier le respect des dispositions du chapitre 16.2 du présent arrêté (transmettre les annexes 2 et 3 dûment complétées);
- Des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et des produits utilisés;
- Des propositions dûment argumentées et basées sur les critères définies au chapitre 16.5 du présent arrêté, de classement des substances visées par la surveillance initiale suivant les catégories suivantes :
 - substances à abandonner (pas de surveillance pérenne),
 - substances à surveiller dans le cadre de la surveillance pérenne,
 - substances à surveiller dans le cadre de la surveillance pérenne et pour lesquelles un plan d'action visant à réduire ou supprimer leurs rejets est nécessaire,
- Le cas échéant, les résultats de mesures de la qualité des eaux d'alimentation en précisant leur origine et leur utilisation.

L'exploitant fournira au Préfet, dans un délai de 6 mois à compter de la date du courrier de validation du classement des substances dans les différentes catégories par l'inspection des installations classées, un programme d'action dont la trame est définie à l'annexe 6 du présent arrêté. Les substances concernées par ce programme d'action sont les substances visées au chapitre 16.3 (cf. annexe 1) du présent arrêté pour lesquelles le flux moyen journalier calculé à l'issue de la surveillance initiale, est supérieur ou égal à la valeur de la colonne B de l'annexe 1 du présent arrêté ainsi que les substances maintenues en surveillance pérenne en considération d'impacts locaux justifiés.

Les substances concernées par ce plan d'action dont aucune possibilité de réduction ou suppression accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre précis n'aura pu être présentée dans ce plan d'action devront faire l'objet d'une étude technico-économique dont les modalités seront détaillées dans l'arrêté complémentaire prescrivant la surveillance pérenne.

CHAPITRE 16.5. CONDITIONS À SATISFAIRE POUR L'ABANDON DE LA SURVEILLANCE D'UNE SUBSTANCE EN PHASE PÉRENNE

A l'issue de la phase initiale, la surveillance des substances présentes dans le rejet des eaux résiduelles de l'établissement visées au chapitre 16.3 du présent arrêté pourra être abandonnée si au moins l'une des conditions suivantes est vérifiée :

Condition 1 : La concentration moyenne, obtenue en effectuant la moyenne arithmétique pondérée par les débits des mesures effectuées, est strictement inférieure à la limite de quantification LQ définie à l'annexe 1 du présent arrêté.

Condition 2 : Le flux moyen journalier est strictement inférieur à la valeur figurant dans la colonne A du tableau de l'annexe 1 du présent arrêté.

Dans le cas où il a été clairement démontré qu'une partie du flux de la substance provenait d'une contamination des eaux amont alors c'est le flux journalier net (flux journalier net = flux moyen journalier moins le flux importé par les eaux amonts) qui devra être strictement inférieur à la valeur

figurant dans la colonne A du tableau de l'annexe 1 du présent arrêté. Cet argument ne sera valable uniquement si le milieu prélevé est strictement le même que le milieu récepteur (cette disposition n'est pas valable pour une eau prélevée en nappe et rejetée en rivière).

Cependant, le critère 2 visée ci-dessus ne pourra s'appliquer si la substance rejetée est à l'origine d'un impact local. Les arguments permettant de conclure à un impact local du rejet sont les suivants :

- Toutes les concentrations mesurées pour la substance sont supérieures à 10*NQE (NQE étant la Norme de Qualité Environnementale réglementaire fixées par l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 modifié),
- Le flux journalier moyen émis est supérieur à 10% du flux journalier théorique admissible par le milieu récepteur ; (le flux journalier admissible étant calculé à partir du produit du débit mensuel d'étiage de fréquence quinquennale sèche QMNA₅ et de la NQE).
- La contamination du milieu récepteur par la substance rejetée a été clairement identifiée et avérée (substance déclassant la masse d'eau ou substance affichée comme paramètre responsable de non atteinte du bon état des eaux dans les documents de planification et de gestion des eaux SDAGE, SAGE ou PAOT ou concentration de la substance dans le milieu très proche de la NQE voire dépassant la NQE).

De plus, une substance n'ayant pas été prélevée ou analysée conformément aux conditions fixées par l'annexe 5 du présent arrêté et dont la mesure a été qualifiée d' « incorrecte-réhibitore » par l'administration, ne pourra être abandonnée. Elle fera l'objet de mesures complémentaires dans le cadre de la surveillance pérenne.

Enfin, il est rappelé que, conformément aux dispositions de la DCE, la suppression des substances dangereuses prioritaires est prévue à l'horizon 2021. Ainsi, toutes les substances détectées au cours de la campagne de mesures de la phase initiale et même si celles-ci répondent aux critères d'abandon fixés ci-dessus, l'exploitant doit étudier et prendre toutes les dispositions envisageables pour que ses émissions puissent être supprimées à cette échéance.

CHAPITRE 16.6. REMONTÉE DES INFORMATIONS SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA SURVEILLANCE DES REJETS

ARTICLE 16.6.1. DÉCLARATION DES DONNÉES RELATIVES À LA SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX

Les résultats des mesures du mois N réalisées au titre de la surveillance initiale des rejets aqueux et en application du chapitre 16.3 du présent arrêté devront être saisis et transmis mensuellement avant la fin du mois N+1 à l'inspection des installations classées par voie électronique et à l'INERIS par le biais du site <http://rsde.ineris.fr> avec en plus les éléments relatifs au contexte de la mesure analytique des substances figurant en annexe 5 du présent arrêté.

ARTICLE 16.6.2. DÉCLARATION ANNUELLE DES ÉMISSIONS POLLUANTES

Les substances faisant l'objet d'un maintien de la surveillance dans le cadre de la phase pérenne devront faire l'objet d'une déclaration annuelle conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

CHAPITRE 16.7. UTILISATION D'HERBICIDES

Il est interdit d'utiliser des herbicides à base d'alachlore, d'atrazine diuron, d'isopruton, de simazine ou de trifluraline pour traiter les espaces verts.

CHAPITRE 16.8. ÉMISSIONS DE CHLOROALCANES C₁₀-C₁₃

L'exploitant n'utilise pas de chloroalcanes C₁₀-C₁₃.

Société TIESC	<i>Titre 16 - Recherche de substances dangereuses dans le milieu aquatique</i>	Page 80 sur 107
---------------	--	-----------------

L'exploitant est dans l'obligation d'informer l'inspection des installations classées de toute modification de cet état de fait. Il devra alors, sous réserve d'être autorisé, réaliser une déclaration annuelle des émissions polluantes correspondantes (par le biais d'un bilan matière notamment).

CHAPITRE 16.9. SANCTIONS

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement.

ANNEXE 1 : LISTE DES SUBSTANCES DANGEREUSES FAISANT L'OBJET DE LA SURVEILLANCE INITIALE

SECTEUR INDUSTRIEL N° 6 : CHIMIE

Substance	Code SANDRE	Catégorie de Substance : 1 - prioritaires 2 - prioritaires 3 - pertinentes liste 1 4 - pertinentes liste 2 5 - autres substances mesurées dans le cadre de l'opération RSDE depuis 2009	Limite de quantification à atteindre par les laboratoires : LQ en µg/L (source : annexe 5.2 de la circulaire du 05/01/2009)	Colonne A Flux journalier d'émission en g/jour (source : annexe 2 de la circulaire du 27/04/2011)	Colonne B Flux journalier d'émission en g/jour (source : annexe 2 de la circulaire du 27/04/2011)	Valeurs limites admissibles vis à vis du milieu (eaux douces de surfaces) : 10*NQE-MA ou 10*NQE _p en µg/L (cf. article 5 de l'AP)
Nonylphénols	1957	1	0,1	2	10	3
Ethoxylate de nonylphénol NP1OE	6366	5	0,1	2	10	0
Ethoxylate de nonylphénol NP2OE	6369	5	0,1	2	10	0
phthalate de bis(2-éthylhexyle) DEHP	1461	2	1	4	30	130
Octylphénols	1920	2	0,1	10	30	1
Ethoxylate d'octylphénol OP1OE	6370	5	0,1	10	30	0
Ethoxylate d'octylphénol OP2OE	6371	5	0,1	10	30	0
2 chloroaniline	1593	4	0,1	300	500	6,4
3 chloroaniline	1592	4	0,1	300	10	13
4 chloroaniline	1591	4	0,1	300	5	10
4-chloro-2 nitroaniline	1594	4	0,1	300	5	0
3,4 dichloroaniline	1586	4	0,1	300	5	0

Société TIESC		Annexes				Page 82 sur 107
Substance	Code SANDRE	Catégorie de Substance : - 1 : dangereuses prioritaires - 2 : prioritaires - 3 : pertinentes liste 1 - 4 : pertinentes liste 2 - 5 : autres substances mesurées dans le cadre de l'opération RSDE depuis 2009	Limite de quantification à atteindre par les laboratoires : LQ en µg/L (source : annexe 5.2 de la circulaire du 05/01/2009)	Colonne A Flux journalier d'émission en g/jour (source : annexe 2 de la circulaire du 27/04/2011)	Colonne B Flux journalier d'émission en g/jour (source : annexe 2 de la circulaire du 27/04/2011)	Valeurs limites admissibles vis à vis du milieu (eaux douces de surfaces) : 10*NQE-MA ou 10*NQEp en µg/L (cf. article 5 de l'AP)
Chloroalcanes C10-C13	1955	1	10	2	10	4
Biphényle	1584	4	0,05	300	10	17
Epichlorhydrine	1494	4	0,5	300	20	13
Tributylphosphate	1847	4	0,1	300	20	820
Acide chloroacétique	1465	4	25	300	20	5,8
Tétabromodiphényléther (BDE 47)	2919	2	La quantité de MES à prélever pour l'analyse devra permettre d'atteindre une LQ dans l'eau de 0,05 µg/L pour chaque BDE.	Σ = 2 avec BDE 99 seul (code sandre 2916) = 2 Et BDE 100 seul (code sandre 2915) = 2	Σ = 5 avec BDE 99 seul (code sandre 2916) = 5 et BDE 100 seul (code sandre 2915) = 5	Σ (incluant le Tribromodiphényléther Tri BDE 28) = 0,005
Pentabromodiphényléther (BDE 99)	2916	1				
Pentabromodiphényléther (BDE 100)	2915	1				
Hexabromodiphényléther (BDE 154)	2911	2				
Hexabromodiphényléther (BDE 153)	2912	2				
Heptabromodiphényléther (BDE 183)	2910	2				
Décabromodiphényléther (BDE 209)	1815	2				
Benzène	1114	2	1	20	100	100
Ethylbenzène	1497	4	1	300	10	200

Société TIESC	Annexes					Page 83 sur 107
Substance	Code SANDRE	Catégorie de Substance : - 1 prioritaires - 2 prioritaires - 3 pertinentes liste 1 - 4 pertinentes liste 2 - 5 autres substances mesurées dans le cadre de l'opération RSDE depuis 2009	Limite de quantification à atteindre par les laboratoires : LQ en µg/L (source : annexe 5.2 de la circulaire du 05/01/2009)	Colonne A Flux journalier d'émission en g/jour (source : annexe 2 de la circulaire du 27/04/2011)	Colonne B Flux journalier d'émission en g/jour (source : annexe 2 de la circulaire du 27/04/2011)	Valeurs limites admissibles vis à vis du milieu (eaux douces de surfaces) : 10*NQE-MA ou 10*NQEP en µg/L (cf article 5 de l'AP)
Isopropylbenzène	1633	4	1	300	1000	220
Toluène	1278	4	1	300	10	740
Xylènes (Somme o,m,p)	1780	4	2	300	10	100
Hexachlorobenzène	1199	1	0,01	2	5	0,1
Pentachlorobenzène	1888	1	0,02	2	5	0,07
1,2,3 trichlorobenzène	1630	2	1	4	30	$\Sigma = 4$
1,2,4 trichlorobenzène	1283	2	1	4	30	$\Sigma = 4$
1,3,5 trichlorobenzène	1629	2	1	4	30	$\Sigma = 4$
Chlorobenzène	1467	4	1	300	10	320
1,2 dichlorobenzène	1165	4	1	300	10	100
1,3 dichlorobenzène	1164	4	1	300	10	100
1,4 dichlorobenzène	1166	4	1	300	10	200
1,2,4,5 tétrachlorobenzène	1631	4	0,05	300	10	3,2
1-chloro-2-nitrobenzène	1469	4	0,1	300	10	260
1-chloro-3-nitrobenzène	1468	4	0,1	300	10	32
1-chloro-4-nitrobenzène	1470	4	0,1	300	10	20
Pentachlorophénol	1235	2	0,1	4	30	4
4-chloro-3-méthylphénol	1636	4	0,1	300	10	92
2 chlorophénol	1471	4	0,1	300	5	60

Société TIESC	Annexes					Page 84 sur 107
Substance	Code SANDRE	Catégorie de Substance : - 1 dangereuses - 2 prioritaires - 3 pertinentes liste 1 - 4 pertinentes liste 2 - 5 autres substances mesurées dans le cadre de l'opération RSDE depuis 2009	Limite de quantification à atteindre par les laboratoires : LQ en µg/L (source : annexe 5.2 de la circulaire du 05/01/2009)	Colonne A Flux journalier d'émission en g/jour (source : annexe 2 de la circulaire du 27/04/2011)	Colonne B Flux journalier d'émission en g/jour (source : annexe 2 de la circulaire du 27/04/2011)	Valeurs limites admissibles vis à vis du milieu (eaux douces de surfaces) : 10°NQE-MA ou 10°NQE-p en µg/L (cf : article 5 de l'AP)
3 chlorophénol	1651	4	0,1	300	5	40
4 chlorophénol	1650	4	0,1	300	5	40
2,4 dichlorophénol	1486	4	0,1	300	5	100
2,4,5 trichlorophénol	1548	4	0,1	300	5	100
2,4,6 trichlorophénol	1549	4	0,1	300	500	41
Hexachloropentadiène	2612	4	0,1	300	1000	0
1,2 dichloroéthane	1161	2	2	20	100	10
Chlorure de méthylène (dichlorométhane)	1168	2	5	20	100	200
Hexachlorobutadiène	1652	1	0,5	2	10	1
Chloroforme	1135	2	1	20	100	25
Tétrachlorure de carbone	1276	3	0,5	2	5	120
Chloroprène	2611	4	1	300	1000	320
3-chloroprène (chlorure d'allyle)	2065	4	1	300	1000	3,4
1,1 dichloroéthane	1160	4	5	300	2000	920
1,1 dichloroéthylène	1162	4	2,5	300	2000	116
1,2 dichloroéthylène	1163	4	5	300	2000	11000
Hexachloroéthane	1656	4	1	300	1000	0
1,1,2,2 tétrachloroéthane	1271	4	1	300	2000	1400

Société TIESC		Annexes				Page 85 sur 107
Substance	Code SANDRE	Catégorie de Substance : - 1 prioritaires dangereuses - 2 prioritaires - 3 pertinentes liste 1 - 4 pertinentes liste 2 - 5 autres substances mesurées dans le cadre de l'opération RSDE depuis 2009	Limite de quantification à atteindre par les laboratoires : LQ en µg/L (source : annexe 5 2 de la circulaire du 05/01/2009)	Colonne A Flux journalier d'émission en g/jour (source : annexe 2 de la circulaire du 27/04/2011)	Colonne B Flux journalier d'émission en g/jour (source : annexe 2 de la circulaire du 27/04/2011)	Valeurs limites admissibles vis à vis du milieu (eaux douces de surfaces) : 10°NQE-MA ou 10°NQE-EP en µg/L (cf article 5 de l'AP)
Tétrachloroéthylène	1272	3	0,5	2	5	100
1,1,1 trichloroéthane	1284	4	0,5	300	1000	260
1,1,2 trichloroéthane	1285	4	1	300	2000	3000
Trichloroéthylène	1286	3	0,5	2	5	100
Chlorure de vinyle	1753	4	5	300	500	5
2-chlorotoluène	1602	4	1	300	500	140
3-chlorotoluène	1601	4	1	300	500	140
4-chlorotoluène	1600	4	1	300	500	320
Anthracène	1458	1	0,01	2	10	1
Fluoranthène	1191	2	0,01	4	30	1
Naphtalène	1517	2	0,05	20	100	24
Acénaphthène	1453	4	0,01	300	500	7
Benzo (a) Pyrène	1115	1	0,01	2	10	0,5
Benzo (k) Fluoranthène	1117	1	0,01	2	10	0,3
Benzo (b) Fluoranthène	1116	1	0,01	2	10	0,3
Benzo (g,h,i) Pérylène	1118	1	0,01	2	10	0,02
Indeno (1,2,3-cd) Pyrène	1204	1	0,01	2	10	0,02
Cadmium et ses composés	1388	1	2	2	10	0,8
Plomb et ses composés	1382	2	5	20	100	72

Société TIESC		Annexes				Page 86 sur 107
Substance	Code SANDRE	Catégorie de Substance : 1 : prioritaires dangereuses - 2 : prioritaires - 3 : pertinentes liste 1 - 4 : pertinentes liste 2 - 5 : autres substances mesurées dans le cadre de l'opération RSDE depuis 2009	Limite de quantification à atteindre par les laboratoires : LQ en µg/L (source : annexe 5.2 de la circulaire du 05/01/2009)	Colonne A Flux journalier d'émission en g/jour (source : annexe 2 de la circulaire du 27/04/2011)	Colonne B Flux journalier d'émission en g/jour (source : annexe 2 de la circulaire du 27/04/2011)	Valeurs limites admissibles vis à vis du milieu (eaux douces de surfaces) : 10°NQE-MA ou 10°NQE p en µg/L (cf. article 5 de l'AP)
Mercurie et ses composés	1387	1	0,5	2	5	0,1
Nickel et ses composés	1386	2	10	20	100	200
Arsenic et ses composés	1369	4	5	10	100	42
Zinc et ses composés	1383	4	10	200	500	31
Cuivre et ses composés	1392	4	5	200	500	14
Chrome et ses composés	1389	4	5	200	500	34
2-nitrotoluène	2613	4	0,2	300	1000	0
Nitrobenzène	2614	4	0,2	300	1000	0
Tributylétain cation	2879	1	0,02	2	5	0,002
Dibutylétain cation	1771	4	0,02	300	500	0
Monobutylétain cation	2542	4	0,02	300	500	0
Triphénylétain cation	6372	4	0,02	300	500	0
PCB 28	1239	4	0,01	2	5	0
PCB 52	1241	4	0,01	2	5	0
PCB 101	1242	4	0,01	2	5	0
PCB 118	1243	4	0,01	2	5	0
PCB 138	1244	4	0,01	2	5	0
PCB 153	1245	4	0,01	2	5	0
PCB 180	1246	4	0,01	2	5	0

Société TIESC		Annexes				Page 87 sur 107
Substance	Code SANDRE	Catégorie de Substance : 1 : prioritaires 2 : dangereuses 3 : pertinentes liste 1 4 : pertinentes liste 2 5 : autres substances mesurées dans le cadre de l'opération RSDE depuis 2009	Limite de quantification à atteindre par les laboratoires : LQ en µg/L (source : annexe 5.2 de la circulaire du 05/01/2009)	Colonne A Flux journalier d'émission en g/jour (source : annexe 2 de la circulaire du 27/04/2011)	Colonne B Flux journalier d'émission en g/jour (source : annexe 2 de la circulaire du 27/04/2011)	Valeurs limites admissibles vis à vis du milieu (eaux douces de surfaces) : 10*NQE-MA ou 10*NQEp en µg/L (cf. article 5 de l'AP)
Trifluraline	1289	2	0,05	4	100	0
Alachlore	1101	2	0,02	4	100	0
Atrazine	1107	2	0,03	4	30	6
Chlorfenvinphos	1464	2	0,05	4	100	0
Chlorpyrifos	1083	2	0,05	4	100	0
Diuron	1177	2	0,05	4	30	2
Alpha Endosulfan	1178	1	0,02	2	5	0,05
béta Endosulfan	1179	1	0,02	2	5	0,05
alpha Hexachlorocyclohexane	1200	1	0,02	2	5	0,2
Gamma isomère Lindane	1203	1	0,02	2	5	Σ (incluant les isomères ayant les codes SANDRE 1201 et 1202) = 0,2
Isoproturon	1208	2	0,05	4	30	3
Simazine	1263	2	0,03	4	30	10

**ANNEXE 2 - TABLEAU DES PERFORMANCES ET ASSURANCE QUALITÉ ET
ATTESTATION DU PRESTATAIRE À RENSEIGNER PAR LE LABORATOIRE ET À
RESTITUER À L'EXPLOITANT (ANNEXE 5.5 DE LA CIRCULAIRE DU 5 JANVIER 2009)**

Famille	Substances	Code SANDRE	Substance Accréditée ⁽⁵⁾ oui / non sur matrice eaux résiduaires	LQ en µg/l (obtenue sur une matrice eau résiduaire)
Alkylphénols				
	Octylphénols	1920		
	OP10E	6370		
	OP20E	6371		
Anilines	2 chloroaniline	1593		
	3 chloroaniline	1592		
	4 chloroaniline	1591		
	4-chloro-2 nitroaniline	1594		
	3,4 dichloroaniline	1586		
Autres				
	Biphényle	1584		
	Epichlorhydrine	1494		
	Tributylphosphate	1847		
	Acide chloroacétique	1465		
BDE	Tetrabromodiphényléther BDE 47	2919		
	Hexabromodiphényléther BDE 154	2911		
	Hexabromodiphényléther BDE 153	2912		
	Heptabromodiphényléther BDE 183	2910		
	Décabromodiphényléther (BDE 209)	1815		
BTEX	Benzène	1114		
	Ethylbenzène	1497		
	Isopropylbenzène	1633		
	Toluène	1278		

5 : Une absence d'accréditation pourra être acceptée pour certaines substances (substances très rarement accréditées par les laboratoires voire jamais). Il s'agit des substances : « Chloroalcane C10-C13, diphénylétherbromés, alkylphénols et hexachloropentadiène ».

Famille	Substances	Code SANDRE	Substance Accréditée () oui / non sur matrice eaux résiduaires	LQ en µg/l (obtenue sur une matrice eau résiduaire)
	Xylènes (Somme o,m,p)	1780		
Chlorobenzènes				
	1,2,3 trichlorobenzène	1630		
	1,2,4 trichlorobenzène	1283		
	1,3,5 trichlorobenzène	1629		
	Chlorobenzène	1467		
	1,2 dichlorobenzène	1165		
	1,3 dichlorobenzène	1164		
	1,4 dichlorobenzène	1166		
	1,2,4,5 tétrachlorobenzène	1631		
	1-chloro-2-nitrobenzène	1469		
	1-chloro-3-nitrobenzène	1468		
	1-chloro-4-nitrobenzène	1470		
Chlorophénols	Pentachlorophénol	1235		
	4-chloro-3-méthylphénol	1636		
	2 chlorophénol	1471		
	3 chlorophénol	1651		
	4 chlorophénol	1650		
	2,4 dichlorophénol	1486		
	2,4,5 trichlorophénol	1548		
	2,4,6 trichlorophénol	1549		
COHV	Hexachloropentadiène	2612		
	1,2 dichloroéthane	1161		
	Chlorure de méthylène	1168		
	Chloroforme	1135		
	Tétrachlorure de carbone	1276		
	Chloroprène	2611		
	3-chloroprène (chlorure d'allyle)	2065		
	1,1 dichloroéthane	1160		
	1,1 dichloroéthylène	1162		
	1,2 dichloroéthylène	1163		
	Hexachloroéthane	1656		
	1,1,2,2 tétrachloroéthane	1271		
	Tétrachloroéthylène	1272		

Famille	Substances	Code SANDRE	Substance Accréditée () oui / non sur matrice eaux résiduaires	LQ en µg/l (obtenue sur une matrice eau résiduaire)
	1,1,1 trichloroéthane	1284		
	1,1,2 trichloroéthane	1285		
	Trichloroéthylène	1286		
	Chlorure de vinyle	1753		
Chlorotoluènes	2-chlorotoluène	1602		
	3-chlorotoluène	1601		
	4-chlorotoluène	1600		
HAP				
	Fluoranthène	1191		
	Naphtalène	1517		
	Acénaphène	1453		
Métaux				
	Plomb et ses composés	1382		
	Nickel et ses composés	1386		
	Arsenic et ses composés	1369		
	Zinc et ses composés	1383		
	Cuivre et ses composés	1392		
	Chrome et ses composés	1389		
Nitro aromatiques	2-nitrotoluène	2613		
	Nitrobenzène	2614		
Organoétains				
	Dibutylétain cation	1771		
	Monobutylétain cation	2542		
	Triphénylétain cation	6372		
PCB	PCB 28	1239		
	PCB 52	1241		
	PCB 101	1242		
	PCB 118	1243		
	PCB 138	1244		
	PCB 153	1245		

Famille	Substances	Code SANDRE	Substance Accréditée () oui / non sur matrice eaux résiduaires	LQ en µg/l (obtenue sur une matrice eau résiduaire)
	PCB 180	1246		
Pesticides	Trifluraline	1289		
	Alachlore	1101		
	Atrazine	1107		
	Chlorfenvinphos	1464		
	Chlorpyrifos	1083		
	Diuron	1177		
	Isoproturon	1208		
	Simazine	1263		
Paramètres de suivi	Demande Chimique en Oxygène ou Carbone Organique Total	1314 1841		
	Matières en Suspension	1305		

ANNEXE 3

ATTESTATION DU PRESTATAIRE

Je soussigné(e)

(Nom, qualité)

Coordonnées de l'entreprise :

(Nom, forme juridique, capital social, RCS, siège social et adresse si différente du siège)

- ❖ reconnais avoir reçu et avoir pris connaissance des prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses pour la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses pour le milieu aquatique et des documents auxquels il fait référence.
- ❖ m'engage à restituer les résultats dans un délai de XXX mois après réalisation de chaque prélèvement⁹
- ❖ reconnais les accepter et les appliquer sans réserve.

A :

Le :

Pour le soumissionnaire, nom et prénom de la personne habilitée à signer le marché :

Signature :

Cachet de la société :

Signature et qualité du signataire (qui doit être habilité à engager sa société) précédée de la mention « Bon pour acceptation »

⁹ L'attention est attirée sur l'intérêt de disposer des résultats d'analyses de la première mesure avant d'engager la suivante afin d'évaluer l'adéquation du plan de prélèvement, en particulier lors des premières mesures.

ANNEXE 4 – RESTITUTION DES DONNEES

4.2- CONTENU DES INFORMATIONS DEMANDEES PAR PRELEVEMENT, PAR PARAMETRE ET PAR FRACTION ANALYSEE (RESTITUTION AU FORMAT SANDRE)

POUR CHAQUE PRELEVEMENT : INFORMATIONS DEMANDEES		
Critère SANDRE	Valeurs possibles	Exemples de restitution
Identification de l'organisme de Prélèvement	Imposé	Code Sandre du prestataire de prélèvement Code exploitant
Identification de l'échantillon	Texte	Champ libre permettant d'identifier l'échantillon. Référence donnée par le laboratoire
Type de prélèvement	Liste déroulante	- Asservi au débit - Proportionnel au temps - Prélèvement ponctuel
Période de prélèvement_date_début	Date	Date de début Format JJ/MM/AAAA
Durée de prélèvement	Nombre	Durée en Nombre d'heures
Référentiel de prélèvement	Texte	Champ destiné à recevoir la référence à la norme de prélèvement
date dernier contrôle métrologique du débitmètre	Date	Renseigne la date du dernier contrôle métrologique valide du débitmètre
Nombre d'échantillon	Nombre entier	Nombre de prélèvements pour constituer l'échantillon moyen (valeur par défaut 1)
Blanc Système prélèvement		Oui, Non
Blanc Atmosphère		Oui, Non
Date de prise en charge par le laboratoire	Date	Date d'arrivée au laboratoire Format JJ/MM/AAAA
Identification Laboratoire Principal Analyse		Code Sandre Laboratoire
Température de l'enceinte (arrivée au laboratoire)	Nombre décimal 1 chiffre significatif	Température (unité °C)

POUR CHAQUE PARAMETRE ET POUR CHAQUE FRACTION ANALYSEE : INFORMATIONS DEMANDEES		
Critère SANDRE	Valeurs possibles	Exemples de restitution
Code sandre paramètre	Imposé	
Date de début d'analyse par le laboratoire	Date	Date de début d'analyse par le laboratoire Format JJ/MM/AAAA
Nom paramètre	Imposé	Nom sandre
Référentiel	Imposé	Analyse réalisée sous accréditation Analyse réalisée hors accréditation
Numéro dossier accréditation		Numéro d'accréditation De type N° X-XXXX

POUR CHAQUE PARAMETRE ET POUR CHAQUE FRACTION ANALYSEE : INFORMATIONS DEMANDEES			
Fraction analysée		Imposé	3 : Phase aqueuse de l'eau 23 : Eau brute 41 : MES brutes
Méthode de préparation		L / L SPE SBSE SPE disk. L / S (MES) ASE (MES) SOXHLET (MES) Minéralisation Eau régale Minéralisation Acide nitrique Minéralisation autre	
Technique de détection		FID TCD ECD GC/MS LC/MS GC/MS/MS GC/LRMS GC/LRMS/MS LC/MS/MS GC/HRMS GC/HRMS/MS FAAS ZAAS ICP/OES ICP/MS HPLC-DAD HPLC FLUO HPLC UV	
Méthode d'analyse (norme ou à défaut le type de méthode)		texte	
Limite de quantification	Valeur	Libre (numérique)	Libre (numérique)
	Unité	Imposé	eau brute : µg/l ; phase aqueuse : µg/l , mes (phase particulaire) : µg/kg sauf MES, DCO ou COT (unité en mg/l)
	Incertitude avec facteur d'élargissement (k=2)	Libre (numérique)	Pour une incertitude de 15%, la valeur échangée sera 15
Résultat	valeur	Libre (numérique)	Si résultat < limite de détection ou résultat < LQ : saisir dans résultat la valeur LD ou LQ et renseigner le Champ code remarque de l'analyse
	unité	Imposé	eau brute : µg/l ; phase aqueuse : µg/l , MES (phase particulaire) : µg/kg

POUR CHAQUE PARAMETRE ET POUR CHAQUE FRACTION ANALYSEE : INFORMATIONS DEMANDEES		
incertitude avec facteur d'élargissement (k=2)	Libre (numérique)	Pour une incertitude de 15%, la valeur échangée sera 15
Code remarque de l'analyse	Imposé	Code 0 : Analyse non faite Code 1 : Résultat \geq limite de quantification Code 10 : Résultat $<$ limite de quantification
Confirmation du résultat	Imposé	Code 0 : non confirmé (analyse unique) code 1 : confirmé (analyse dupliquée, confirmation par SM)
Commentaires	Libre	Liste des paramètres retrouvés dans le blanc du système de prélèvement ou d'atmosphère + ordre de grandeur. LQ élevée (matrice complexe) Présence d'interférents etc....

Les critères identifiés en gras sont à renseigner obligatoirement lors de la restitution des données. L'absence de renseignements sur les champs obligatoires sera une entorse à l'engagement du laboratoire pouvant conditionner le cas échéant le paiement de la prestation par l'exploitant.

ANNEXE 5 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES AUX OPÉRATIONS DE PRÉLÈVEMENTS ET D'ANALYSES

1 INTRODUCTION

Cette annexe a pour but de préciser les prescriptions techniques qui doivent être respectées pour la réalisation des opérations de prélèvements et d'analyses de substances dangereuses dans l'eau.

Ce document doit être communiqué à l'exploitant comme cahier des charges à remplir par le laboratoire qu'il choisira. Ce document permet également à l'inspection de vérifier à réception du rapport de synthèse de mesures les bonnes conditions de réalisation de celles-ci.

2 PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Le laboratoire d'analyse choisi devra impérativement remplir les deux conditions suivantes :

- Être accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice " **Eaux Résiduelles**", pour chaque substance à analyser. Afin de justifier de cette accréditation, le laboratoire devra fournir à l'exploitant l'ensemble des documents listés à l'article 2 du présent arrêté avant le début des opérations de prélèvement et de mesures afin de justifier qu'il remplit bien les dispositions de la présente annexe.
- Respecter les limites de quantification listées à l'**annexe 1** du présent arrêté pour chacune des substances.

Le prestataire ou l'exploitant pourra faire appel à de la sous-traitance ou réaliser lui-même les opérations de prélèvements. Dans tous les cas il devra veiller au respect des prescriptions relatives aux opérations de prélèvements telles que décrites ci-après, en concertation étroite avec le laboratoire réalisant les analyses.

La sous-traitance analytique est autorisée. Toutefois, en cas de sous-traitance, le laboratoire désigné pour ces analyses devra respecter les mêmes critères de compétences que le prestataire c'est à dire remplir les deux conditions visées au paragraphe 2 ci-dessus (fourniture des mêmes attestations).

Le prestataire restera, en tout état de cause, le seul responsable de l'exécution des prestations et s'engagera à faire respecter par ses sous-traitants toutes les obligations de l'annexe technique.

Lorsque les opérations de prélèvement sont diligentées par le **prestataire d'analyse**, il est **seul responsable de la bonne exécution de l'ensemble de la chaîne.**

Lorsque les opérations de prélèvements sont réalisées par l'exploitant lui-même ou son sous-traitant, l'exploitant est le **seul responsable de l'exécution des prestations de prélèvements** et de ce fait, **responsable solidaire de la qualité des résultats d'analyse.**

Le respect du présent cahier des charges et des exigences demandées pourront être contrôlés par un organisme mandaté par les services de l'État.

L'ensemble des données brutes devra être conservé par le laboratoire pendant au moins 3 ans.

3 OPÉRATIONS DE PRÉLÈVEMENT

Les opérations de prélèvement et d'échantillonnage devront s'appuyer sur les normes ou les guides en vigueur, ce qui implique à ce jour le respect de :

- la norme NF EN ISO 5667-3 "Qualité de l'eau – Échantillonnage - Partie 3 : Lignes directrices pour la conservation et la manipulation des échantillons d'eau"

- le guide FD T 90-523-2 " Qualité de l'Eau – Guide de prélèvement pour le suivi de qualité des eaux dans l'environnement – Prélèvement d'eau résiduaire "

Les points essentiels de ces référentiels techniques sont détaillés ci-après en ce qui concerne les conditions générales de prélèvement, la mesure de débit en continu, le prélèvement continu sur 24 heures à température contrôlée, l'échantillonnage et la réalisation de blancs de prélèvements.

3.1 OPÉRATEURS DU PRÉLÈVEMENT

Les opérations de prélèvement peuvent être réalisées sur le site par :

- le prestataire d'analyse ;
- le sous-traitant sélectionné par le prestataire d'analyse ;
- l'exploitant lui-même ou son sous traitant.

Dans le cas où c'est l'exploitant ou son sous traitant qui réalise le prélèvement, il est impératif qu'il dispose de procédures démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit. Ces procédures doivent intégrer les points détaillés aux paragraphes 3.2 à 3.6 ci-après et démontrer que la traçabilité de ces opérations est assurée.

3.2 CONDITIONS GÉNÉRALES DU PRÉLÈVEMENT

Le volume prélevé devra être **représentatif** des flux de l'établissement et **conforme** avec les **quantités nécessaires** pour réaliser les **analyses sous accréditation**.

En cas d'intervention de l'exploitant ou d'un sous-traitant pour le prélèvement, le nombre, le volume unitaire, le flaconnage, la préservation éventuelle et l'identification des échantillons seront obligatoirement définis par le prestataire d'analyse et communiqués au préleveur. Le **laboratoire d'analyse fournira les flaconnages** (prévoir des flacons supplémentaires pour les blancs du système de prélèvement).

Les échantillons seront répartis dans les différents flacons fournis par le laboratoire selon les prescriptions des méthodes officielles en vigueur, spécifiques aux substances à analyser et/ou à la norme NF EN ISO 5667-3⁽⁶⁾. Les échantillons acheminés au laboratoire dans un flaconnage d'une autre provenance devront être refusés par le laboratoire.

Le prélèvement doit être adressé afin d'être réceptionné par le laboratoire d'analyse au plus tard 24 heures après la fin du prélèvement, sous peine de refus par le laboratoire.

3.3 MESURE DE DÉBIT EN CONTINU

La mesure de débit s'effectuera en continu sur une période horaire de 24 heures, suivant les normes en vigueur figurant dans le FDT-90-523-2 et les prescriptions techniques des constructeurs des systèmes de mesure.

Afin de s'assurer de la qualité de fonctionnement de ces systèmes de mesure, des contrôles métrologiques périodiques devront être effectués par des organismes accrédités, se traduisant par :

- Pour les systèmes en écoulement à surface libre :
 - un contrôle de la conformité de l'organe de mesure (seuil, canal jaugeur, venturi, déversoir,..) vis-à-vis des prescriptions normatives et des constructeurs,
 - un contrôle de fonctionnement du débitmètre en place par une mesure comparative réalisée à l'aide d'un autre débitmètre.
- Pour les systèmes en écoulement en charge :

6 : La norme NF EN ISO 5667-3 est un Guide de Bonne Pratique. Quand des différences existent entre la norme NF EN ISO 5667-3 et la norme analytique spécifique à la substance, c'est toujours les prescriptions de la norme analytique qui prévalent.

- un contrôle de la conformité de l'installation vis-à-vis des prescriptions normatives et des constructeurs,
- un contrôle de fonctionnement du débitmètre par mesure comparative exercée sur site (autre débitmètre, jaugeage, ...) ou par une vérification effectuée sur un banc de mesure au sein d'un laboratoire accrédité.

Le contrôle métrologique aura lieu avant le démarrage de la première campagne de mesures, ou à l'occasion de la première mesure, avant d'être renouvelé à un rythme annuel.

3.4 PRÉLÈVEMENT CONTINU SUR 24 HEURES À TEMPÉRATURE CONTRÔLÉE

Ce type de prélèvement nécessite du matériel spécifique permettant de constituer un échantillon pondéré en fonction du débit.

Les matériels permettant la réalisation d'un prélèvement automatisé en fonction du débit ou du volume écoulé, sont :

- Soit des échantillonneurs monoflacons fixes ou portatifs, constituant un seul échantillon moyen sur toute la période considérée.
- Soit des échantillonneurs multiflacons fixes ou portatifs, constituant plusieurs échantillons (en général 4, 6, 12 ou 24) pendant la période considérée. Si ce type d'échantillonneurs est mis en œuvre, les échantillons devront être homogénéisés pour constituer l'échantillon moyen avant transfert dans les flacons destinés à l'analyse.

Les échantillonneurs utilisés devront réfrigérer les échantillons pendant toute la période considérée.

Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, le préleveur pratiquera un prélèvement asservi au temps, ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie (par exemple rejets homogènes en batchs). Dans ce cas, le débit et son évolution seront estimés par le préleveur en fonction des renseignements collectés sur place (compteurs d'eau, bilan hydrique, etc). Le préleveur devra lors de la restitution préciser la méthodologie de prélèvement mise en œuvre.

Un contrôle métrologique de l'appareil de prélèvement doit être réalisé périodiquement sur les points suivants (recommandations du guide FD T 90-523-2) :

- Justesse et répétabilité du volume prélevé (volume minimal : 50 ml, écart toléré entre volume théorique et réel 5%),
- Vitesse de circulation de l'effluent dans les tuyaux supérieure ou égale à 0,5 m/s.

Un contrôle des matériaux et des organes de l'échantillonneur seront à réaliser (voir blanc de système de prélèvement).

Le positionnement de la prise d'effluent devra respecter les points suivants :

- Dans une zone turbulente ;
- À mi-hauteur de la colonne d'eau ;
- À une distance suffisante des parois pour éviter une contamination des échantillons par les dépôts ou les biofilms qui s'y développent.

3.5 ÉCHANTILLON

La représentativité de l'échantillon est difficile à obtenir dans le cas du fractionnement de certaines eaux résiduaires en raison de leur forte hétérogénéité, de leur forte teneur en MES ou en matières flottantes. Un système d'homogénéisation pourra être utilisé dans ces cas. Il ne devra pas modifier l'échantillon.

Le conditionnement des échantillons devra être réalisé dans des contenants conformes aux méthodes officielles en vigueur, spécifiques aux substances à analyser et/ou à la norme NF EN ISO 5667-31.

Le **transport** des échantillons vers le laboratoire devra être effectué dans une **enceinte** maintenue à une **température égale à $5^{\circ}\text{C} \pm 3^{\circ}\text{C}$** , et être accompli dans les **24 heures** qui suivent la fin du prélèvement, afin de garantir l'intégrité des échantillons.

La température de l'enceinte ou des échantillons sera contrôlée à l'arrivée au laboratoire et indiquée dans le rapportage relatif aux analyses.

3.6 BLANCS DE PRÉLÈVEMENT

3.6.1. BLANC DU SYSTÈME DE PRÉLÈVEMENT

Le blanc de système de prélèvement est destiné à vérifier l'absence de contamination liée aux matériaux (flacons, tuyaux) utilisés ou de contamination croisée entre prélèvements successifs. Il appartient au préleveur de mettre en œuvre les dispositions permettant de démontrer l'absence de contamination. La transmission des résultats vaut validation et l'exploitant sera donc réputé émetteur de toutes les substances retrouvées dans son rejet, aux teneurs correspondantes. Il lui appartiendra donc de contrôler cette absence de contamination avant transmission des résultats.

Si un blanc du système de prélèvement est réalisé, il est recommandé de suivre les prescriptions suivantes : il devra être fait obligatoirement sur une **durée de 3 heures minimum**. Il pourra être réalisé en laboratoire en faisant circuler de l'eau exempte de micropolluants dans le système de prélèvement.

Les critères d'acceptation et de prise en compte du blanc seront les suivants :

- si valeur du blanc $< \text{LQ}$: ne pas soustraire les résultats du blanc du système de prélèvement des résultats de l'effluent,
- si valeur du blanc $\geq \text{LQ}$ et inférieure à l'incertitude de mesure attachée au résultat : ne pas soustraire les résultats du blanc du système de prélèvement des résultats de l'effluent,
- si valeur du blanc $>$ l'incertitude de mesure attachée au résultat : la présence d'une contamination est avérée, le laboratoire devra refaire le prélèvement et l'analyse du rejet considéré.

3.6.2. BLANC D'ATMOSPHÈRE

La réalisation d'un blanc d'atmosphère permet au laboratoire d'analyse de s'assurer de la fiabilité des résultats obtenus concernant les composés volatils ou susceptibles d'être dispersés dans l'air et pourra fournir des données explicatives à l'exploitant.

Le blanc d'atmosphère peut être réalisé à la demande de l'exploitant en cas de **suspicion de présence de substances volatiles** (BTEX, COV, Chlorobenzène, mercure...) sur le site de prélèvement.

S'il est réalisé, il doit l'être obligatoirement et systématiquement :

- le jour du prélèvement des effluents aqueux,
- sur une durée de 24 heures ou en tout état de cause, sur une durée de prélèvement du blanc d'atmosphère identique à la durée du prélèvement de l'effluent aqueux. La méthodologie retenue est de laisser un flacon d'eau exempte de COV et de métaux exposé à l'air ambiant à l'endroit où est réalisé le prélèvement 24h asservi au débit,
- Les valeurs du blanc d'atmosphère seront mentionnées dans le rapport d'analyse et en aucun cas soustraites des autres.

4. ANALYSES

Toutes les procédures analytiques doivent être démarrées si possible dans les 24h et en tout état de cause 48 heures au plus tard après la fin du prélèvement.

Toutes les analyses doivent rendre compte de la totalité de l'échantillon (effluent brut, MES comprises) en respectant les dispositions relatives au traitement des MES reprises ci-dessous, hormis pour les diphényléthers polybromés.

Dans le cas des **métaux**, l'analyse demandée est une détermination de la concentration en métal total contenu dans l'effluent (aucune filtration), obtenue après digestion de l'échantillon selon les normes en vigueur :

- Norme ISO 15587-1 "Qualité de l'eau Digestion pour la détermination de certains éléments dans l'eau Partie 1 : digestion à l'eau régale" ou
- Norme ISO 15587-2 "Qualité de l'eau Digestion pour la détermination de certains éléments dans l'eau Partie 2 : digestion à l'acide nitrique".

Pour le **mercure**, l'étape de digestion complète sans filtration préalable est décrite dans les normes analytiques spécifiques à cet élément.

Dans le cas des **alkylphénols**, il est demandé de rechercher **simultanément** les nonylphénols, les octylphénols ainsi que les deux premiers homologues d'éthoxylates⁽⁷⁾ de nonylphénols (NP1OE et NP2OE) et les deux premiers homologues d'éthoxylates⁽⁷⁾ d'octylphénols (OP1OE et OP2OE). La recherche des éthoxylates peut être effectuée sans surcoût conjointement à celle des nonylphénols et des octylphénols par l'utilisation du projet de norme ISO/DIS 18857-2⁽⁸⁾.

Certains paramètres de suivi habituel de l'établissement, à savoir la **DCO** (Demande Chimique en Oxygène) ou **COT** (Carbone Organique Total) en fonction de l'arrêté préfectoral en vigueur, et les **MES** (Matières en Suspension) seront analysés systématiquement dans chaque effluent selon les normes en vigueur (cf. notes ⁹, ¹⁰, ¹¹ et ¹²) afin de vérifier la représentativité de l'activité de l'établissement le jour de la mesure.

Les performances analytiques à atteindre pour les eaux résiduaires sont indiquées en **annexe 5.2.** de la circulaire du 5 janvier 2009 et sont également reprises à l'**annexe 1** du présent arrêté. Elles sont issues de l'exploitation des limites de quantification transmises par les prestataires d'analyses dans le cadre de l'action RSDE depuis 2005.

4.1. PRISE EN COMPTE DES MES

Le laboratoire doit préciser et décrire de façon détaillée les méthodes mises en œuvre en cas de concentration en MES > 50 mg/L.

Pour les paramètres visés à l'annexe 1 (à l'exception de la DCO, du COT et des MES), il est demandé :

- Si $50 < \text{MES} < 250 \text{ mg/l}$: réaliser 3 extractions liquide/liquide successives au minimum sur l'échantillon brut sans séparation.
- Si $\text{MES} \geq 250 \text{ mg/l}$: analyser séparément la phase aqueuse et la phase particulaire après filtration ou centrifugation de l'échantillon brut, sauf pour les **composés volatils** pour lesquels le traitement de l'échantillon brut par filtration est à proscrire. Les composés volatils

7 : Les éthoxylates de nonylphénols et d'octylphénols constituent à terme une source indirecte de nonylphénols et d'octylphénols dans l'environnement.

8 : ISO/DIS 18857-2 : Qualité de l'eau – Dosage d'alkylphénols sélectionnés- Partie 2 : Détermination des alkylphénols, d'éthoxylates d'alkylphénol et bisphénol A – Méthode pour échantillons non filtrés en utilisant l'extraction sur phase solide et chromatographie en phase gazeuse avec détection par spectrométrie de masse après dérivation. Disponible auprès de l'AFNOR, commission T 91M et qui sera publiée prioritairement en début 2009.

9 : NF T 90-101 : Qualité de l'eau : Détermination de la demande chimique en oxygène (DCO)

10 : NF EN 872 : Qualité de l'eau : Dosage des matières en suspension Méthode par filtration sur filtre en fibres de verre

11 : NF EN 1484 – Analyse des eaux : Lignes directrices pour le dosage du Carbone Organique Total et du Carbone Organique Dissous

12 : NF T 90-105-2 : Qualité de l'eau : Dosage des matières en suspension Méthode par centrifugation

concernés sont : 3,4 dichloroaniline, Epichlorhydrine, Tributylphosphate, Acide chloroacétique, Benzène, Ethylbenzène, Isopropylbenzène, Toluène, Xylènes (Somme o,m,p), 1,2,3 trichlorobenzène, 1,2,4 trichlorobenzène, 1,3,5 trichlorobenzène, Chlorobenzène, 1,2 dichlorobenzène, 1,3 dichlorobenzène, 1,4 dichlorobenzène, 1 chloro 2 nitrobenzène, 1 chloro 3 nitrobenzène, 1 chloro 4 nitrobenzène, 2 chlorotoluène, 3 chlorotoluène, 4 chlorotoluène, Nitrobenzène, 2 nitrotoluène, 1,2 dichloroéthane, Chlorure de méthylène, Chloroforme, Tétrachlorure de carbone, chloroprène, 3 chloropropène, 1,1 dichloroéthane, 1,1 dichloroéthylène, 1,2 dichloroéthylène, hexachloroéthane, 1,1,2,2 tétrachloroéthane, Tétrachloroéthylène, 1,1,1 trichloroéthane, 1,1,2 trichloroéthane, Trichloroéthylène, Chlorure de vinyle, 2 chloroaniline, 3 chloroaniline, 4 chloroaniline et 4 chloro 2 nitroaniline.

- La restitution pour chaque effluent chargé ($MES \geq 250 \text{ mg/l}$) sera la suivante pour l'ensemble des substances de l'**annexe 1** : valeur en $\mu\text{g/l}$ obtenue dans la **phase aqueuse**, valeur en $\mu\text{g/kg}$ obtenue dans la **phase particulaire** et valeur totale calculée en $\mu\text{g/l}$.

L'analyse des diphenyléthers polybromés (PBDE) n'est pas demandée dans l'eau, et sera à réaliser selon la norme ISO 22032 **uniquement sur les MES** dès que leur concentration est ^a à 50 mg/l. La quantité de MES à prélever pour l'analyse devra permettre d'atteindre une LQ équivalente dans l'eau de 0,05 $\mu\text{g/l}$ pour chaque BDE.

ANNEXE 6 : TRAME DU PROGRAMME D' ACTIONS

Préambule : le rapport de surveillance initiale contenant notamment le tableau récapitulatif des mesures et des explications éventuelles sur les origines des substances constitue le préalable indispensable à la réalisation du programme d'action ci-après.

1. IDENTIFICATION DE L'EXPLOITANT ET DU SITE

- Nom et adresse de l'exploitant et de l'établissement et nom du contact concernant le programme d'action au sein de l'établissement
- Activité principale du site et référence au(x) secteurs d'activité de la circulaire du 5/01/09 (indiquer le secteur ou sous-secteur correspondant de l'annexe 1)
- Site visé par l'AM du 29/06/04 : si oui pour quelles rubrique ICPE et rubrique IPPC
- Nom et nature du milieu récepteur (milieu naturel ou step collective de destination).

En cas de rejet raccordé, préciser la date du porter à connaissance par l'exploitant auprès du gestionnaire du réseau d'assainissement du programme de surveillance pérenne.

- Milieu déclassé ou non, préciser le(s) paramètre(s) de déclassement le cas échéant.

2. QUELLES SONT LES SOURCES D'INFORMATION UTILISÉES

- étude de branche,
- centre technique,
- bibliographie,
- fiches technico-économiques INERIS,
- fournisseurs,
- étude spécifique à votre site,
- résumé technique des BREF,
- autre,

Nota : des informations sont peut-être accessibles auprès de vos organisations professionnelles, par exemple au travers des partenariats de branche engagés avec les agences de l'eau dans les groupes IETI (www.lesagencesdeleau.fr) ou dans les résumés techniques des BREF, documents européens décrivant par secteur d'activité les meilleures techniques disponibles pour la protection de l'environnement (<http://aida.ineris.fr/bref/index.htm>). Les fiches technico-économiques élaborées par l'INERIS sont disponibles à partir du lien suivant <http://rsde.ineris.fr>.

3. IDENTIFICATION DES SUBSTANCES VISÉES PAR LE PROGRAMME D' ACTIONS (TABLEAU 1)

Nota : au delà des substances sélectionnées par le biais des critères figurant dans la note RSDE de 2011, l'exploitant pourra, dans son intérêt, intégrer à ce programme d'action toute substance quantifiée lors de la surveillance initiale.

Nom de la substance (à minima substances visées par programme d'actions)	Classement des substances selon : - SDP, - SP - pertinentes	Critère ayant conduit à la sélection dans le programme action/ETE :	flux massique moyen annuel en g/an ^{13 14}	La valeur limite d'émissions existante dans la réglementation (arrêté préfectoral et arrêté ministériel) et, pour les sites visés par l'AM du 29/06/04, le niveau d'émission associée aux meilleurs techniques disponibles dans le BREF considéré (BAT-AEL) pour cette substance est-elle respectée ?			
				Valeur de la VLE et référence du texte	Valeur de la BAT-AEL	Valeur actuelle dans le rejet ¹⁵	
				Concentration		Concentration moyenne et maximale	
				Flux journalier		Flux journalier moyen et maximal	
				Flux spécifique moyen et maximal si disponible		Flux spécifique moyen et maximal si disponible	
				Respect : o/n	Pas de VLE dispo	Respect : o/n	Pas de VLE dispo

4. TABLEAU DE SYNTHÈSE (TABLEAU 2)

Nota : tableau à remplir à partir de la fiche substance (une fiche d'actions établie selon le modèle figurant en annexe par substance) en reprenant dans la première colonne la liste des substances du tableau 1 ci-dessus. Seules les actions retenues et/ou déjà mises en œuvre sont à mentionner dans ce tableau.

Nom de la substance	Sélectionnée par le programme d'action	Fera l'objet d'une étude technico-économique	Classement en SDP, SP ou pertinentes	Pourcentage d'abattement global attendu	Flux après action inférieur au seuil de la colonne B (critère programme d'action)	Flux évité en g/an	Échéancier possible (sous forme de date) ou date effective si action déjà réalisée
	Pour chaque substance, une des deux colonnes au moins doit nécessairement être renseignée.				Oui/non		

13 : le flux massique moyen annuel est calculé avec les résultats de la campagne de mesures à partir de la moyenne arithmétique des flux massiques annuels disponibles calculés selon la règle suivante : produit de la concentration moyenne et du débit annuel calculés comme suit : concentration moyenne sur l'année = $(C1 \times D1 + C2 \times D2 + \dots + Cn \times Dn) / (D1 + D2 + \dots + Dn)$ où n est le nombre de jour où des mesures de concentration et de débit sont disponibles ; débit annuel = $((D1 + D2 + \dots + Dn) / n) \times$ nombre de jours de rejet sur l'année où n est le nombre de mesures de débit disponible

14 : flux annuel calculé à partir des mesures de surveillance initiale sur l'année de démarrage de la surveillance pérenne en l'absence d'action de limitation de rejets de substance mises en œuvre ou sur une année de référence à définir si une ou des action(s) de limitation de rejets de substance ont été mises en œuvre et sont quantifiables

15 : valeurs exprimées dans les mêmes unités que les VLE fixées dans les textes réglementaires figurant dans la première colonne
« Valeur de la VLE et référence du texte »

n°	secteurs d'activité	sous-secteurs d'activité
1	abattoirs	
2	industrie pétrolière	2.1 raffinage 2.2 dépôts et terminaux pétroliers 2.3 industries pétrolières : sites de mélanges et de conditionnement de produits pétroliers 2.4 industries pétrolières : sites de synthèse ou de transformation de produits pétroliers (hors pétrochimie)
3	industrie du traitement et du stockage des déchets	3.1 regroupement, prétraitement ou traitement des déchets dangereux 3.2 installations de stockage de déchets non dangereux 3.3 unité d'incinération d'ordures ménagères 3.4 lavage de citernes 3.5 autres sites de traitement de déchets non dangereux
4	industrie du verre	4.1 fusion du verre 4.2 cristalleries 4.3 autres activités
5	centrales thermiques de production d'électricité	
6	industrie de la chimie	
7	fabrication de colles et adhésifs	
8	fabrication de peintures	
9	fabrication de pigments	
10	industrie du plastique	
11	industrie du caoutchouc	
12	industrie du traitement des textiles	12.1 ennoblissement 12.2 blanchisseries
13	industrie papetière	13.1 préparation de pâte chimique 13.2 préparation de pâte non chimique 13.3 fabrication de papiers/cartons
14	industrie de la métallurgie	14.1 sidérurgie 14.2 fonderies de métaux ferreux 14.3 fonderies de métaux non ferreux 14.4 production et/ou transformation des métaux non ferreux
15	industrie pharmaceutique : formulation galénique de produits pharmaceutiques	
16	industrie de l'imprimerie	
17	industrie agro-alimentaire (produits d'origine animale)	
18	industrie agro-alimentaire (produits d'origine végétale)	18.1 activité vinicole 18.2 industrie agro-alimentaire (produits d'origine végétale) hors activité vinicole
19	industrie du traitement des cuirs et peaux	
20	industrie du travail mécanique des métaux	
21	industrie du traitement, revêtement de surface	
22	industrie du bois	
23	industrie de la céramique et des matériaux réfractaires	
24	industries du traitement des sous-produits animaux	

Fiche d'actions pour la substance A

Nota :

- Les actions déjà réalisées ou en cours en vue de la réduction ou de la suppression des substances dangereuses y compris les actions d'amélioration de la qualité des rejets aqueux pour les paramètres d'autosurveillance doivent être intégrées à ce programme d'action si les gains peuvent être estimés ou mesurés si l'action est déjà mise en œuvre.
- L'exploitant doit présenter dans le tableau ci-dessous toutes les actions qu'il a envisagées même si celles-ci ne sont pas retenues au titre du présent programme d'actions.
- Si une même action a pour effet d'abattre plusieurs substances, celle-ci doit être intégrée dans chacune des fiches relatives aux différentes substances.
- L'analyse des solutions de réduction comparativement aux MTD qui a pu être menée au sein du bilan de fonctionnement pourra être utilisée pour renseigner les tableaux suivants.

Origine(s) probable(s) (Matières premières, process (préciser l'étape), eau amont, drainage de zones polluées, pertes sur les réseaux, autres)		
Action N°1 (substitution, suppression, recyclage, traitement, enlèvement déchet, autre)		
Concentration avant action en µg/l Concentration moyenne annuelle sur année début de surveillance pérenne si pas d'action de limitation de rejets de substance mises en œuvre Concentration moyenne annuelle sur une année de référence à définir si action de limitation de rejets de substance mises en œuvre et quantifiable		
Flux annuel (année de référence définie pour la concentration) avant action en g /an <small>16</small>		
Flux spécifique avant action en g/unité de production		
Concentration après action en µg/l Concentration moyenne annuelle ou estimée		
Flux après action en g /an		Pourcentage d'abattement
Flux spécifique après action en g/unité de production		
Coût d'investissement		
Coût annuel de fonctionnement		
Solution Si aucune solution déjà réalisée ou sélectionnée au programme d'action, les investigations approfondies devront être menées dans l'ETE	déjà réalisée : oui/non	
	sélectionnée par l'exploitant au programme d'action : oui/non	
	devant faire l'objet d'investigations approfondies (ETE) : oui/non	
	Solution envisagée mais non retenue	
Raison du choix		

16: si ces informations ne sont pas disponibles action par action, elles peuvent être intégrées dans la synthèse par substance et exprimée en abattement global. A défaut, ces actions devront faire l'objet de l'ETE.

Date de réalisation prévue ou effective	
Autre(s) substance(s) ou paramètres polluants (DCO, MES, etc...), consommation d'eau, déchets, énergie impactés, en plus ou en moins, par l'action envisagée, précision sur la nature de cet impact	
Commentaires	

En cas de raccordement à une station d'épuration collective, l'abattement est-il mesuré pour la substance considérée ? Si oui, préciser l'abattement en %.	
--	--

Synthèse pour la substance A

Résultat d'abattement global attendu et concentration finale de la substance dans le rejet final obtenus par la mise en œuvre des actions sélectionnées et raisons du choix, échéancier possible.

(nota : les chiffres d'abattement, les coûts et les délais proposés par le programme d'action traduisent des orientations mais n'ont pas vocation à être intégrées dans un acte prescriptif.).